

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION JUDICIAIRE

EN ROUMANIE

(EN MATIÈRE CIVILE)

Il faut que la justice soit l'organe de la loi
et non un instrument de gouvernement : elle
rend des arrêts et non des services

E. GLASSON.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 12 novembre 1909, à 3 heures

PAR

GRIG MUNTEANO

Président : M. TISSIER, professeur.

Suffragants : { MM. LESEUR, professeur.
BARTIN, professeur.

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION JUDICIAIRE

EN ROUMANIE

(EN MATIÈRE CIVILE)

Il faut que la justice soit l'organe de la loi
et non un instrument de gouvernement : elle
rend des arrêts et non des services.

E. GLASSON.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 12 novembre 1909, à 3 heures

PAR

GRIG MUNTEANO

Président : M. TISSIER, professeur.

*Suffragants : { MM. LESEUR, professeur.
BARTIN, professeur.*



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1909

A MES PÈRE ET MÈRE

*Hommage de profonde gratitude
et infinie reconnaissance.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ORGANISATION JUDICIAIRE

EN ROUMANIE

(EN MATIÈRE CIVILE)

PREFACE

Les vastes et compliqués rouages modernes au moyen desquels la justice est distribuée dans la presque totalité des États qui ont dépassé un certain degré de civilisation, qu'ils soient le produit de la conception et des besoins nationaux ou qu'ils soient le résultat de l'importation qui est généralement l'effet d'un pur hasard, aussi impérieux qu'imprévu, ne sont qu'un point d'arrêt de la marche successive d'une évolution plusieurs fois séculaire.

Le sentiment du juste et de l'injuste est aussi ancien que la diversité des intérêts que devaient fatalement produire les premiers rapports des hommes les uns avec les autres. Le droit de vengeance, conséquence impulsive et spontanée de la conscience

brutale de la supériorité physique résumée dans le droit du plus fort, est la forme primordiale sous laquelle ce sentiment fut traduit en fait.

Mais le droit de *se rendre justice*, signe caractéristique des premiers temps de l'humanité et apanage des périodes de violence et d'anarchie, fut vite supplanté par le droit d'*obtenir justice*, sous la forme arbitrale, dont la sanction n'avait — il est vrai — d'autre poids que la valeur attachée par chacune des parties litigantes à sa conscience individuelle.

Quant à la justice rendue au moyen d'institutions judiciaires permanentes et au nom de l'État, elle est relativement récente.

C'est qu'en effet, le respect du droit, en prenant cette expression dans son sens étroit qui est l'ensemble des dispositions auxquelles dans chaque État les actions humaines doivent obéir, ne peut être assuré que là où l'État est assez puissant pour imposer efficacement son autorité. L'histoire nous montre cependant que la garantie des libertés individuelles et le respect réciproque des droits, conditions essentielles de la vitalité d'une société, ne peuvent être obtenus qu'à une condition non moins essentielle : la pénétration de la part du pouvoir de la nécessité de l'empire sur soi-même. Il faut, en d'autres termes, que l'État respecte, d'abord et avant tous, l'ordre par lui-même établi. Un piétinement, pire que le complet anéantissement, est le sort inévitable de tous les groupements

qui, grâce à une longue tradition ou par suite de l'incapacité de réagir, vivent dans la méconnaissance de ce principe.

Aujourd'hui, grâce au salutaire principe de la séparation des pouvoirs mis en honneur par Montesquieu, la sagesse des États acquise au prix d'une longue et coûteuse expérience venant se rallier aux nécessités supérieures chaque jour plus pressantes devant lesquelles s'était posée la question de l'existence même des États, le pouvoir judiciaire, dans une forte et souveraine indépendance, constitue dans l'équilibre des nations l'un des facteurs les plus puissants et les plus autorisés.

En portant le choix du sujet de notre étude sur l'organisation judiciaire roumaine, nous n'avons fait qu'obéir au très légitime désir de faire connaître au monde judiciaire français les progrès similaires réalisés chez nous, désir derrière lequel se cachait la satisfaction intime et non moins légitime de contribuer, par nos modestes efforts et sur un terrain négligé, au rapprochement intellectuel entre notre pays et son aîné.

PREMIÈRE PARTIE
EXPOSÉ HISTORIQUE DE L'ORGANISATION
JUDICIAIRE ANCIENNE ET MODERNE

TITRE I
Époque antérieure à l'adoption du règlement organique

CHAPITRE PREMIER

Epoque Scytho-Dace

Dans les plus reculés temps de l'antiquité, le territoire qui constitue la Roumanie d'aujourd'hui, faisait partie des vastes parages habités par plusieurs peuples connus sous la dénomination générique de Scythes.

On a beaucoup discuté sur l'origine de ces peuples et à ce point de vue les historiens, tant anciens que modernes, sont loin d'avoir adopté des solutions uniformes.

Parmi ces peuples, il y en a un qui nous intéresse particulièrement: c'est le peuple Dace, appartenant

à la race gothique, et qui ne serait différent du peuple Gète que par le nom. Le géographe grec Strabon nous assure en effet que les Gètes et les Daces parlaient la même langue et que la distinction en Gètes et en Daces serapporte uniquement au territoire, servant à déterminer la position géographique respective d'un seul et même peuple que lui, il nomme « Thracique ».

En dépit des diverses opinions, leur attribuant tantôt une origine germanique, tantôt une origine slave, tantôt une origine celtique, opinions fondées respectivement et uniquement sur des arguments tirés de l'identité des noms, sur des arguments philologiques ou encore sur des arguments tirés de l'analogie des noms, nous estimons l'opinion de Strabon, concluant à l'origine thracique des Géo-Daces, comme la meilleure, pouvant invoquer, à son appui, l'autorité autrement probante des vieux textes.

L'histoire nous a transmis bien peu de notions sur les Gètes et sur les Daces. Elle les représente comme un peuple juste et sobre, éminemment religieux et guerrier.

Voici comment Ovide, l'inconsolable exilé de Tomes, dépeint ce peuple :

« Quoique le peuple de ce pays soit un mélange de Grecs et de Gètes, cependant la race indomptée de ces derniers domine. Ils ont la voix sauvage, les traits farouches et sont l'image frappante du dieu

Mars. Ils n'ont pas de lois qu'ils craignent ; chez eux la justice cède à la force et le droit plie et s'efface sous l'épée meurtrière. »

« Le glaive, répète-t-il, est ici l'instrument d'une justice inique et souvent les parties en viennent aux mains en plein barreau (1). »

Ce peuple qui considérait le dieu Mars comme l'auteur commun, croyait à la migration des âmes, à l'immortalité. Zamolxis, sa divinité suprême et universelle, le plus célèbre de ses sages et de ses législateurs, lui avait enseigné à considérer la mort comme l'aurore d'une existence éternelle.

Une pareille croyance et le mépris de la vie qui en résulte devaient faire de chaque Dace un héros.

L'organisation politique des Daces a varié selon les époques et les circonstances. Ils vivaient tantôt réunis sous un chef unique, tantôt divisés en plusieurs groupes distincts. Tant que ces groupes restèrent isolés, les Daces ne furent pas inquiétants pour les Romains.

Mais au temps de Jules César, un de leurs chefs, « Boerebistas », Goth de naissance, s'étant mis à la tête de sa nation ruinée par des guerres continuelles, la releva par l'exercice, par la sobriété de l'attention aux affaires publiques, au point qu'en peu d'années il se créa un puissant empire et soumit aux Gètes la plupart des peuples voisins.

1. V. *Les Tristes*, Élégie II V et X).

Étant devenus menaçants pour les Romains mêmes, César conçut le plan d'arrêter l'élan guerrier des Daces, plan qu'il n'eut pas le temps de mettre en exécution, les conspirateurs l'ayant frappé avant qu'il eût agi.

Après la mort de Boerebistas, l'État fut divisé en quatre petits royaumes, peut-être même en cinq.

Ce qui caractérisait leur organisation politique c'était l'absolutisme, contrairement aux Germains qui étaient dominés par des principes démocratiques.

Le peuple Dace était divisé en plusieurs classes : La classe des nobles appelés « pileati » aussi forte que nombreuse, perpétuellement en luttes intestines, fournissait le roi et les prêtres, qui jouèrent un rôle considérable et décisif dans l'organisation familiale et le relèvement des Daces.

Les hommes du peuple étaient désignés sous le nom de « comati » ou « capilati », parce qu'ils ne coupaient jamais leur chevelure.

Au-dessous d'eux, il y avait la classe des esclaves, excessivement nombreuse, avec laquelle on faisait un trafic très étendu.

En ce qui concerne leur état économique, les Daces, au commencement du premier siècle de notre ère, n'avaient pas encore franchi l'étape de la propriété collective ; mais, d'après Horace, tout en ne connaissant pas la propriété individuelle, ils n'étaient pas nomades, et connaissaient assez l'agriculture,

qu'ils pratiquaient sur une échelle assez développée. La colonne Trajane offre à ce propos de précieux et indiscutables témoignages.

Nous avons essayé d'esquisser aussi brièvement que possible la vie du peuple Dace dans ses différentes manifestations. De tout cela il se dégage une pensée immédiate : c'est qu'il est impossible de révoquer en doute une certaine civilisation chez les Daces, lorsque l'on songe à l'existence chez eux de plusieurs villes, aux palais de leurs rois et à ce que l'histoire nous permet de discerner sur leur foi et leurs institutions.

Nous avons cru d'autant plus indispensable de présenter ce rapide aperçu sur le peuple Dace, qu'abstraction faite de ce qu'il servira de fondement nécessaire aux développements qui vont suivre, c'est à cette époque et dans ce noble peuple qu'on trouve pour la première fois le germe, duquel, après le contact avec l'élément romain, devait éclore le peuple roumain.

Comme le dit notre grand savant, M. A.-D. Xenopol : « Le peuple roumain possède un caractère latin, attendu qu'il est le produit de l'amalgame des Daces comme corps, avec les Romains comme esprit. Il se forma comme nation au bord du Danube, sur le territoire qu'il occupe aujourd'hui, compris dans les limites de l'ancienne grande Dacie, entre le Theïss, le Dniester et le Danube : La Dacie de Decebol (1).

1. A.-D. Xenopol. *Les Roumains*.

CHAPITRE II

Epoque Romaine.

Vers l'an 43 avant Jésus-Christ les Daces constituaient une force considérable. Après le meurtre de César, deux des membres du second triumvirat, Octave et Antoine, compétiteurs du pouvoir suprême, ne manquèrent pas de s'adresser — pour l'obtenir — au puissant roi Dace Decebal, qui finalement se déclara en faveur d'Antoine.

D'une nature éminemment guerrière, doués de qualités de vaillance et d'intrépidité remarquables, conscients en outre de leur force, les Daces dirigèrent leurs exploits vers l'empire romain.

On connaît les expéditions souvent heureuses, bien plus souvent malheureuses que les armées impériales étaient obligées d'entreprendre contre leurs inquiétants voisins. Les fréquentes incursions de ces derniers, couronnées de succès, le traité honteux surtout qu'ils imposèrent au peuple roi sous le règne de Domitien, décidèrent Trajan à entreprendre la mémorable expédition, qui au bout de cinq ans de luttes continuelles, après une résistance acharnée

des deux côtés, devait aboutir à la réduction de la Dacie en province romaine, en l'an 106 de notre ère.

Pour célébrer leur victoire, pour perpétuer le souvenir de cette longue et glorieuse guerre, les Romains élevèrent deux grands monuments, qui témoignent encore aujourd'hui du fort patriotisme des Daces : la colonne Trajane et le Tropaeum Trajani.

Mais pour assurer cette conquête, Trajan se rendit bien compte que le moyen le plus efficace dont il disposait était de renforcer plus qu'ailleurs l'élément romain, de faire de la Dacie entière une colonie romaine. Aussi fit-il transplanter dans ce pays un nombre considérable d'hommes, recrutés dans les différentes provinces ou parties de l'empire.

Ceux-ci, suivant l'expression consacrée, se partagèrent « fraternellement les terres ».

L'œuvre de Trajan fut une œuvre de régénération, car il introduisit dans la nouvelle province les lois et la civilisation romaines.

Organisation de la province Dacie. — La Dacie fut la dernière province gagnée par l'empire et la première qui fut perdue.

Nous ne croyons pas superflu d'esquisser ici à grands traits certains points de l'organisation provinciale et municipale de l'empire, d'autant plus qu'au dire de Chalcondyle, cette organisation plus ou moins altérée s'était maintenue jusqu'à des temps très rapprochés.

Le mot province est très ancien dans la langue

latine. Il a d'abord signifié jusqu'où s'étendait « l'imperium » de chaque magistrat ; plus tard il servit à désigner toute portion du territoire de l'empire située en dehors de l'Italie, gouvernée par un magistrat romain et soumise aux impôts (1).

On sait qu'Auguste avait partagé les provinces entre le peuple, le Sénat et lui.

Les premières furent les provinces *populi romani vel senatus*, les secondes furent les provinces *Cæsaris*. L'empereur se réserva les provinces qui exigeaient une garnison militaire. Étant donné que les provinces ajoutées à l'empire après l'an 27 furent considérées comme provinces impériales, il est naturel que la Dacie transformée en province vers l'an 107 tombât dans le lot de l'empereur.

En ce qui concerne le gouvernement des provinces impériales, l'empereur lui-même était censé le proconsul et il les administrait moyennant des délégués appelés *legati* ou lieutenants.

Les légats portaient l'épée et le costume militaire et avaient en outre le commandement des légions. Ils étaient à la discrétion de l'empereur. Plus tard ils furent désignés du nom de *præsides prefecti* et bientôt le nom de *præses* devint commun à tous les gouverneurs.

Le *præses* ou *judex* était la plus haute autorité dans la province après celle de l'empereur, et en qua-

1. *Études sur l'histoire du droit roumain*, Paul Negulescu.

lité de représentant de ce dernier, il exerçait l'*imperium*.

Ce magistrat exerçait le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire.

L'étendue de ses fonctions trouvait un contrepoids indispensable, dans l'incapacité relative dont il était frappé. Il lui était en effet interdit de se marier ou de faire une acquisition dans la province.

Un moyen de contrôle assez efficace résidait aussi dans l'obligation où il se trouvait, une fois ses fonctions expirées, de séjourner pendant cinquante jours dans la province pour répondre de sa gestion.

Le *judex* annonçait son arrivée par un édit, et il était l'objet de grands honneurs.

Au-dessous des juges il y avait des magistrats municipaux, appelés *duumvirs*, *quatuorvirs*, *defensores*, etc., et les *judices pedanei*.

Les *duumvirs* étaient les premiers magistrats de la cité; leur magistrature était annuelle. Ils étaient pris dans le sein des *decurions* et nommés par les *duumvirs* sortant de fonction.

Ils représentaient l'administration de la ville, possédant en même temps des fonctions judiciaires, ce qui faisait qu'on les appelait souvent *duumviri juridicandi*. Ils n'avaient qu'une compétence limitée à une certaine somme, mais du consentement des parties ils pouvaient connaître même les affaires importantes.

Les defensores civitatum étaient les premiers magistrats de la cité, immédiatement après les duumvirs. Ils avaient pour mission de protéger les faibles contre l'oppression des riches et même contre les abus des gouverneurs. Ils étaient en outre chargés du maintien de l'ordre dans la cité.

Quant à leur juridiction, limitée d'abord à des matières qui n'excédaient pas 60 solidi elle fut élevée par Justinien à 300 aurei.

L'appel contre leurs décisions était adressé aux *judices*.

Les juges pedanei connaissaient les affaires qui leur étaient déléguées par le gouverneur. Ils avaient en outre les attributions de juridiction gracieuse, c'est-à-dire qu'ils homologuaient et confirmaient certains actes, qu'ils en transcrivaient d'autres sur les registres.

Tous ces magistrats statuaient en premier ressort et à charge d'appel devant le *præsides* ou gouverneur.

Le *præsides* était assisté *d'assesseurs* qui n'avaient que voix consultative, et d'employés connus sous le nom *d'officiales*, formant ensemble *l'officium*.

Mentionnons enfin *le comicularius*, espèce de greffier, attaché également au juge.

Plusieurs provinces réunies formaient un diocèse à la tête duquel était un *vicaire* qui était un suppléant du préfet du prétoire. Entre les vicaires de l'Orient

il faut citer celui de la Dacie. Il administrait sous l'autorité du préfet du prétoire de l'Illyrie Orientale, dans la préfecture duquel se trouvait la Dacie.

Les préfets du prétoire faisaient publier les lois dans les provinces et transmettaient les ordres de l'empereur. Ils statuaient en outre en appel sur les jugements rendus par les judices. Jusqu'en 439, ils prononçaient leurs jugements en dernier ressort, lorsqu'il fut admis un recours à l'empereur, appelé *facultas supplicandi, non provocandi*, mais en cas de violation de la loi seulement.

En revenant spécialement à l'administration de la Dacie, un diplôme militaire de l'an 129 nous montre qu'à cette époque elle était divisée en deux parties : *Dacia superior* comprenant la partie la plus rapprochée de Rome et ayant pour capitale *Sarmizegetuse* (aujourd'hui Gradiste près de Hatzeg, en Transylvanie) et *Dacia inferior*. Vers 168, sous Marc-Aurèle, la province fut divisée en trois parties : *Dacia Porolissensis*, nommée ainsi d'après la ville *Porolissum*, *Dacia Apulensis* ayant pour capitale *Apulum* et *Dacia Malvensis* avec la capitale *Malva*. Les trois Dacies n'étaient probablement que des divisions administratives, simples diocèses de la grande Dacie, ayant la même capitale *Sarmizegetuse*, un seul *concilium provinciæ* ou assemblée provinciale, qui était la réunion des représentants de toutes les villes de la province, et un seul *legatus*.

Telles sont les autorités à l'aide desquelles, le génie romain, par une politique consciente et soutenue, imposant sa domination tout en la rendant acceptable, allant jusqu'à respecter les privilèges existants dans les provinces, quand leurs habitants préféraient ce régime au régime de la métropole, offrit un spectacle unique dans l'histoire : il donna au monde la plus longue paix qui ait jamais existé. La qualité et la nature des moyens employés, ne rendront que plus facilement explicable la grandeur des résultats obtenus.

Cent soixante-quatre ans avaient suffi, pour que la Dacie fût complètement romanisée.

« L'élément romain a été si nombreux et si puissant, qu'aujourd'hui, après plus de seize siècles depuis qu'Aurélien a retiré les légions romaines de la Dacie, on peut encore constater une forte et compacte masse latine dans le cours inférieur du Danube, dans l'ancienne Dacie. Cette masse est le peuple roumain, qui a pu résister à toutes les nécessités, à tous les dangers qui l'ont perpétuellement menacé à travers les siècles (1). »

1. Paul Negulesco, *op. cit.*

CHAPITRE III

Epoque roumaine ou autonome.

L'état florissant et prospère de la Dacie dura jusqu'au moment des incursions barbares. Déjà Gallien est obligé une première fois de l'abandonner. Ayant été reconquise par Claude, le flot toujours montant des barbares, qui menaçaient déjà d'engloutir l'empire tout entier, décida Aurélien à retirer définitivement ses légions, avec une partie des colons, qu'il établit en Moesie, à laquelle il donna également le nom de Dacie.

Mais une grande partie des anciens colons de Trajan, refusèrent d'abandonner leur pays (1).

A partir de cette époque la province fut tour à tour dominée par les Goths, les Gépides, les Huns, et en dernier lieu par les Bulgares.

Quel fut le résultat du choc brutal de tant d'éléments divers avec l'élément daco-romain ?

Quelle a été l'influence exercée par ces dominations successives sur les institutions primitives et indigènes ?

1. Amédée Thierry, *Histoire d'Attila et de ses successeurs*.

Un point certain, qui est au-dessus de toute controverse, est qu'au moment de l'invasion, la fusion entre l'élément dace et l'élément romain avait déjà eu lieu, le premier ayant fortement subi l'empreinte du second.

Ce premier fait, corroboré par un autre, à savoir l'état relativement arriéré des diverses races dominantes, nous autorise à croire qu'elles ont beaucoup plus emprunté que prêté aux Roumains.

Néanmoins, on peut dire que l'influence slave a profondément modifié le fonds de nos anciennes mœurs juridiques. Ce point, qui est du reste l'objet d'une grande controverse, a été particulièrement mis en lumière par M. Dissesco. Dans une savante étude(1), l'illustre juriconsulte, réfutant certaines idées fausses, inspirées par le ressentiment anti-slave, montre l'origine slave de nos anciennes mœurs juridiques. « Nous autres Roumains, dit-il, moins nombreux que les Slaves, nous avons gardé le puissant élément ethnique romain: le sang, la langue et beaucoup de mœurs romaines, mais nous avons pris *des mœurs juridiques slaves*. »

Vers 680, est fondé le premier empire bulgare, dominant les deux rives du Danube, qui dura jusqu'en 915. Dans cet intervalle, le pays est soumis au régime des nouveaux conquérants.

1. DISSESCO, *Les origines du droit roumain*.

En 1186, les Roumains et les Bulgares fondèrent l'empire roumain-bulgare, sous le sceptre des frères Pierre, Assan et Jean ; ce dernier fut sacré empereur des Roumains par le pape Innocent III. D'après l'historien Onciu, dont M. Dissesco partage l'opinion, le légendaire Negru-Voda, le fondateur de la Valachie, ne serait que quelque empereur des Assanides.

C'est l'hypothèse qui paraît le mieux expliquer les origines obscures de notre pays.

Nous rencontrerons plus loin une autre explication donnée par M. Xénopol.

En ce qui concerne l'organisation et l'administration du pays, pendant toute cette période qui va de l'abandon de la province par l'empire jusqu'au commencement du XIII^e siècle, le silence absolu des chroniqueurs nous plonge dans la plus gênante obscurité.

Néanmoins un précieux document, planant sur l'abîme des siècles, est comme par miracle parvenu jusqu'à nous, et s'est chargé de dissiper les ténèbres qui enveloppent cette période de transition.

Il s'agit de l'*Isvod* (relation) du *Spathar Claneu* (1).

Voici d'après ce document les traits principaux de notre organisation à cette époque :

Le pays avait été divisé en plusieurs cercles ou juridictions sous la dénomination de *Judicature* ou *Ju-*

1. Nous empruntons ces renseignements à l'ouvrage de M. Blaramberg : *Les institutions, les loiset les mœurs de la Roumanie*.

detz. A la tête de chacune de ces divisions était un *grand Judex*, magistrat suprême en temps de paix, commandant en chef en temps de guerre.

Il était assisté d'un conseil de douze *mosneni* (possesseurs) *pretoriens*, c'est-à-dire nobles.

Chaque bourg était administré par un *scholtuz* (Scultasius), d'autrefois par un *purcalab* (burgraf) ou un capitaine et douze *purgari* (burgarii) propriétaires (*mosneni*) eux aussi. Quant aux villages, ils étaient sous la juridiction d'un *judex des campagnes*.

Chacune de ces unités, chacun de ces centres avait son conseil ordinaire ou extraordinaire, restreint ou général, qui délibérait sur toutes les affaires intéressant la chose publique.

Tous les *mosneni* ou propriétaires nobles devaient entretenir dans leurs cours un certain nombre de cavaliers armés d'arcs et de lances, connus sous le nom de *curteni de Tzara* et qui à l'appel du grand juge venaient se grouper autour de lui, à la suite de leurs chefs immédiats.

Le même document nous montre aussi que toutes les magistratures avaient pour base le cens et l'âge et étaient électives.

Le grand juge et les douze prétoriens connaissaient en appel les procès jugés en première instance soit par le *juge des campagnes* soit par le *scholtuz* et les douze *purgari*.

La plupart de ces magistrats, cumulaient non seu-

lement le droit de commander les troupes et le droit de juridiction, mais ils avaient en outre des attributions administratives et municipales.

En ce qui concerne la forme du gouvernement, sitôt les légions parties, les habitants et les hommes d'armes indigènes, décidés à ne pas abandonner les foyers et les ossements des ancêtres, se consultèrent entre eux et décidèrent que le pays fût organisé en république. A cet effet, il fut divisé en trois grandes régions ou districts : le district depuis les montagnes jusqu'à la rivière du Sireth ayant *Romano* pour chef-lieu, résidence d'un *grand juge* et de *douze vieillards prétoriens* et propriétaires de terres ; le second district était formé des terres situées entre le Sireth et le Pruth, ayant *Berlad* pour chef-lieu, résidence d'un *grand juge* et *douze prétoriens, hommes anciens et patriotes* ; le troisième district enfin se composait des terres situées entre le Pruth et le Dniester, ayant pour chef-lieu *Lapouchna*, résidence d'un *grand juge* et de *prétoriens anciens propriétaires*. Les attributions de ces grands tribunaux étaient d'une grande variété, puisqu'ils étaient chargés même de surveiller le prélèvement de la *dîme*, d'inspecter les usines, etc. Ils avaient aussi le devoir d'arranger à l'amiable toutes les disputes et les différends que les juges de paix des résidences des villages n'auraient pu terminer. Les deux parties étaient obligées de présenter leurs accusations à ces grands tri-

bunaux qui jugeaient les procès en dernier ressort.

Aussitôt que l'organisation des conseils fut terminée et que les affaires furent réglées, chaque chef avec ses fonctionnaires se rendit à son poste respectif où tous les propriétaires (mosneni) et les anciens (batrani) réunis en grand conseil dans les chefs-lieux, élirent à leur tour pour toutes les villes des scholtuzes et douze purgari, et pour chaque plaine, village, un juge et des percepteurs.

Tous ces employés devaient être des hommes de probité, d'un âge mûr et propriétaires (1).

L'histoire et le document que nous analysons font mention aussi, pour la Moldavie, de l'existence de trois républiques, à savoir : *Vrancea*, *Campo-Lungo* et *Thighecio*, sans cependant nous donner aussi une explication détaillée, pour nous mettre à même de juger en quoi leur organisation différait de celle des autres groupes. Tout ce que nous pouvons savoir c'est qu'à la tête de ces républiques était un *vornic*, quelquefois un capitaine.

L'existence de ces trois républiques est aussi attestée par *Cantemir* (2) et cela jusqu'à une époque assez avancée.

C'est d'après le même mode que se soutinrent les Roumains de la Valachie et ceux du duché de Severin (Olt). Ils établirent dans chaque résidence un chef

1. N. Niculcea, *Collection des Chroniques moldaves*, tome II, p. 206.

2. Cantemir, *Descriptio Moldaviæ*, p. 230.

supérieur, désigné du nom de *Bano*, en mémoire de l'ancien chef de la légion de Severin.

Il est certain qu'à une époque d'insécurité et de continuelles attaques du dehors, les nécessités de la défense, traduites dans une forte organisation, devaient être la principale préoccupation des chefs. C'est ce qui explique et justifie la formation des nombreux duchés dont les historiens en font mention.

Nous empruntons sur les duchés (principautés) qui précédèrent les principautés de Radu-le-Noir et de Dragoche, les considérations suivantes d'un historien moderne qui les a empruntées lui-même à Sincaï et à Maïor :

« Pendant ces temps de confusion, le peuple choisissait dans les différentes contrées ses chefs, qui après la cessation des troubles s'élevèrent à la dignité de ducs, et formèrent différents États. Ces temps obscurs nous laissent ignorer leurs noms ; cependant l'opinion commune que plusieurs d'entre ces ducs ou que tous — selon d'autres — ont porté le même nom, ne semble pas dénuée de fondement. En effet, on les trouve plus tard dans l'histoire, appelés sans interruption, ou très fréquemment, du même nom, quoiqu'ils aient été désignés autrement avant de parvenir au trône. On affirme donc que les ducs de la Dacie orientale, en remontant à l'époque des premières invasions des Goths et des Huns, portaient le nom de Jovien ou Jean, ou de Théodore, qui en grec

a la même signification, et que les Esclavons, voisins de la Dacie, traduisirent plus tard dans leur langue par le mot « Bogdan ». C'est par cette raison que les Turcs appellent encore aujourd'hui ce pays Bogdanie (1).

A une époque aussi lointaine que celle que nous venons d'étudier, pendant laquelle nous assistons au plus étrange cumul des attributions militaires, judiciaires et administratives, les données historiques que nous avons présenté, permettront — nous l'espérons — d'apercevoir dans un cadre d'une étendue imposée, les rouages imparfaits d'une société rudimentaire.

1. A.-F. Laurian, *Coup d'œil sur l'histoire des Roumains*.

CHAPITRE IV

Inauguration et époque du régime des princes.

La légende présente la fondation de la principauté de Valachie par l'homme providentiel *Radu-Negru* (le noir), prince de *Fogarasch*, qui vers 1290 serait descendu des montagnes avec beaucoup de Roumains, combattit longtemps contre les Hongrois, et finit par délivrer les Roumains du joug de la domination hongroise. M. Xenopol soutient cette légende, et d'après lui Radu-Negru serait d'origine ardeléenne.

Toujours d'après le même historien, la cause principale de la fondation des États roumains, aurait été l'oppression maghyaro-catholique (1).

L'oppression hongroise força un autre groupe de Roumains habitant le pays situé au delà des montagnes de la Marmatzie, de fonder, soixante-deux ans plus tard, sous la conduite du prince *Dragoche*, la principauté de la Moldavie.

Depuis cette époque jusqu'à nos jours, la forme du gouvernement dans les deux pays, n'a pas cessé un

1. A. D. Xenopol. *Histoire des Roumains*, II, p. 72 et suiv.

seul instant, du moins en droit, sinon en fait, d'être une monarchie tempérée.

A la tête de l'État se trouvait le *Voïvode* ou *Domnu* qui avait tous les droits régaliens, tous les attributs de la souveraineté.

Juge suprême, le prince distribuait en personne la justice et seul, il pouvait prononcer la peine des mines (travaux forcés) la peine capitale, la confiscation et l'exil. Il avait le droit autrement exorbitant de fixer les peines non prévues par la loi.

Mais ces prérogatives considérables du prince, n'allaient pas sans certaines obligations.

« Le devoir du prince est de veiller à ce que justice se fasse et de ramener un chacun du mal au bien, soit par des injonctions, soit par des peines. Il doit rendre une justice intègre, sans favoriser ni le puissant, ni le faible, observer les coutumes et s'abstenir d'établir des impôts sans le consentement public, tenir des Divans (lits de justice) aux jours fixés, afin que les procès ne traînent pas en longueur et ne ruinent pas les justiciables » (1).

Les autorités et les tribunaux au moyen desquels la justice était rendue, sont à cette époque soumis déjà à une certaine hiérarchie; l'ordre dans lequel nous les indiquons, dans les paragraphes qui suivent, sont, en commençant par le prince, autant de degrés

1. Photino, *Histoire de la Dacie*, tome III.

différents, dans la marche descendante de la hiérarchie judiciaire.

§ 1. — Le prince.

Comme nous l'avons déjà montré, il constituait l'autorité suprême. Il jugeait en première instance dans son conseil, et connaissait en appel des sentences rendues par toutes les juridictions inférieures. Le même système de juridiction existait en droit romain sous les empereurs païens et sous les empereurs chrétiens.

Mais ce qu'il y a de particulier dans cette juridiction du prince, c'est qu'un arrêt rendu par le souverain en dernier ressort, pouvait être attaqué par le prince qui lui succédait. Celui-ci renvoyait la chose jugée à son conseil ; le conseil l'examinait et faisait un rapport au prince, en lui demandant soit d'infirmer, soit de maintenir l'arrêt déjà prononcé, suivant les circonstances.

Ce second arrêt pouvait à son tour, être attaqué de la même manière que le premier devant un troisième prince et ce n'est que l'arrêt rendu par celui-ci qui donnait au jugement un caractère définitif et inattaquable.

Avec ce système de juridiction, on peut dire qu'un procès était quasi-séculaire.

Nous ferons remarquer que cette procédure fut une

mesure plutôt politique que judiciaire et qu'elle eût une très courte durée.

§ 2. — Conseil du prince ou Cour souveraine.

Immédiatement après le prince, dans l'ordre de la magistrature, venait sa *Cour*.

Elle se composait de *grands boyards* (seigneurs) *en service ordinaire* ou actif et *boyards en service extraordinaire*. Les premiers seuls avaient voix délibérative, les derniers n'ayant que voix consultative.

A part les grands boyards (*veliezi*) dont faisaient partie *le grand ban*, *le vornic* et les *logothètes* du haut et du bas pays, ainsi que le grand *vistiari*, ce conseil du prince était en outre composé du métropolitain et des évêques, s'ils étaient à Bucarest.

Ce Divan est convoqué deux fois par semaine, le lundi et le mercredi, quelquefois aussi le vendredi. Les séances sont publiques; le prince préside afin de veiller à ce que la justice soit rendue le plus strictement possible.

Quoique la Cour eût voix délibérative, son avis ou ses délibérations sur une affaire ne devenaient définitives que par la sanction du prince. Ce dernier, après avoir pris connaissance des opinions émises par les membres de la Cour, prononçait la sentence définitive suivant ses propres lumières.

Mais en fait, le prince se rangeait presque tou-

jours à l'opinion de la majorité, qu'il estimait comme l'expression de la justice même.

Près ce Divan se trouvait aussi le logothète de *Taina* (intime) qui faisait office de greffier, et qui était inamovible.

« Ce dernier s'appelle logothète de *Taina* et suit immédiatement le grand-logothète. Il doit être à toute heure devant le prince, quand ce dernier s'occupe des affaires. Lors de la comparution des procès devant le Divan, c'est lui qui lit les actes des justiciables et les référés des tribunaux. Ce logothète était pris parmi les personnes connues, et devait être d'un caractère intègre, aimant la justice, connaissant la langue roumaine, *le droit* et les coutumes du pays. »(1)

Le grand-logothète avait aussi quelques attributions qui rappellent celles des procureurs de nos jours.

Cantemir rend compte tout au long et avec force détails, d'une audience du Divan.

Nous nous contentons de relever ce passage, relatif à la solennité du jugement et à son impartialité :

« Ce jugement est si imposant, si strict, si impartial, que le grand-logothète lui-même, alors qu'il ne serait actionné que par un simple paysan, aussitôt que ce dernier prononce son nom, quitte son siège

1. Photino, tome III, p. 297.

et vient se mettre à la gauche du paysan, jusqu'à ce qu'on ait statué sur la plainte. Les dénonciations graves sont jugées par le prince lui-même; les plus légères il les défère à ses barons. Ceux de ces derniers à qui la cause a été confiée l'examinent et la tranchent à domicile. »

§ 3. — Cour départementale.

Outre la Cour souveraine que nous venons de voir, il y avait une cour de justice dans le chef-lieu de chacun des deux départements ou préfectures (Bucarest et Craïova).

Cette cour se composait de sept membres dont l'un était président. Elle connaissait en appel des jugements rendus par le préfet du district. Les sentences de la cour pouvaient être attaquées par voie d'appel devant la cour souveraine.

Elle connaissait en même temps en premier ressort, des affaires civiles portées directement devant elle. Les arrêts étaient rendus sous forme de charte. Ce qu'il y a d'important et de particulier à remarquer à propos de la juridiction de cette cour, c'est que ses arrêts étaient toujours rendus en premier ressort, et susceptibles d'être attaqués par voie d'appel devant la cour souveraine ou le Divan princier.

§ 4. — Préfet du district.

Chaque département était divisé en plusieurs préfectures et à la tête de chaque préfecture il y avait un préfet, qui avait des attributions administratives et judiciaires.

Comme juge il prononçait en première instance sur les causes civiles et criminelles ; l'appel contre ses jugements était porté devant la cour départementale. Nous pouvons sans aucune difficulté, comparer la préfecture roumaine, comme division territoriale, à une province de l'empire romain, et les attributions exercées par notre ancien préfet avec celles exercées par le gouverneur de province, avec cette seule différence que l'appel contre le jugement du gouverneur romain était porté devant le *vicarius* son chef immédiat, tandis que l'appel contre les sentences rendues par le préfet roumain, était porté devant la cour.

§ 5. — Juge de judetz.

Le judetz était une subdivision territoriale de la préfecture, et s'appela ainsi par réminiscence des anciennes institutions romaines, selon lesquelles le nom de *judex* était donné, comme nous le savons, à un simple citoyen investi des fonctions de juge

par la formule du *praetor*. D'après N. Blaremborg, le mot *judex*, équivalent de *praeses*, serait synonyme de *comes* (comte), A l'appui de son opinion, il invoque plusieurs textes, parmi lesquels un passage de De Savigny, dans lequel il est dit, que le mot *comes*, emprunté des usages du bas-empire, désigne la charge du chef qui réunissait l'autorité, civile judiciaire et militaire (1).

Quoi qu'il en soit de son origine, le juge de judetz roumain porte le nom de « *Judecator* », nom qui dérive de la fonction du magistrat romain ou du *jus dicere*, car *judecator* signifie littéralement en roumain, une personne chargée par le prince de dire le droit entre les parties.

Il avait des attributions judiciaires et municipales. Comme juge il statuait sur les affaires minimas, et il y a doute sur la question de savoir si l'appel contre ses jugements était porté devant le préfet du district, ou directement devant la Cour départementale.

Si comme il est fort probable, le juge de judetz avait aussi des attributions administratives, il y a une ressemblance frappante, entre ce magistrat et les *défensores civitatis* du Bas-Empire. A part ses attributions déjà mentionnées, comme les magistrats romains il est aussi chargé de défendre les villes de

1. De Savigny. *Histoire du droit romain au moyen-âge*, tome 1, p. 222

de son ressort, contre les usurpations et les abus des magistrats supérieurs.

§ 6. — Tribunaux spéciaux de Bucarest
ou départements de la justice

Le tribunal de Bucarest ou département des *sept* et *huit* se composait de deux sections : la première composée de sept membres, y compris le président, jugeait les affaires civiles entre les indigènes, la seconde, ou section criminelle, composée de huit membres, y compris le président, dont trois devaient être des spécialistes, jugeait les délits et les crimes. Les jugements rendus par ce tribunal étaient attaqués en appel par devant les *velitzi boyards* (Divan princier) qui les reformaient ou les confirmaient par une *anaphora* (référé) adressée au prince.

A part ce tribunal, il y avait le *Département des étrangers*, présidé par le grand-logothète ou ministre des affaires étrangères et composé de trois boyards comme juges assesseurs. Il était appelé à statuer sur les contestations entre les étrangers et les indigènes, à quelle fin il lui était attaché un *drogman*.

Le département de la *Spatharie*, composé de deux membres, représentait la cour martiale et jugeait les militaires.

En dehors de ces tribunaux, il y avait le *Camarasch* (majordome) qui jugeait les affaires commerciales.

Le ministère public fut presque inconnu en Roumanie jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Et même à cette époque la fonction du ministère public fut remplie d'une manière très imparfaite par un homme d'épée, appelé *spatar*. Nous ferons en outre remarquer qu'il n'y avait de ministère public que pour la capitale.

Près de chaque autorité judiciaire, il y avait un greffier appelé *registrator*, chargé de l'enregistrement des jugements, et exerçant en même temps les fonctions de notaire.

Tel était le rouage, au moyen duquel la justice était distribuée pendant cette période de triste mémoire qui précéda les règlements organiques.

C'est qu'à partir de la deuxième décade du XVIII^e siècle, avec l'avènement des princes *phanariotes*, commence l'époque de décadence des deux principautés roumaines.

La Justice rendue au nom d'un prince tout puissant, dont le pouvoir dépourvu de tout contrôle, n'avait pour limite que sa libre fantaisie, par des juges complètement asservis, tel est le tableau qui dans sa triste vérité, caractérise cette époque.

« Lorsque le gouvernement du pays tomba entre les mains des princes grecs, dit Const.-Negruzi, dans la préface du Code Andronache Donici (1), les lois en

1. Code paru en 1814 sous le nom de *Collection abrégative des lois impériales* (Basiliques).

étaient arrivées à ce point, qu'elles ressemblaient, suivant l'expression d'Anacharsis, aux toiles d'araignée, qui ne prennent que les petites mouches et laissent passer les grosses. A cette époque le ministre de la Justice ou grand-logolhète décidait selon son bon plaisir, et si le plaignant en appelait au Divan (cour suprême), le Divan sous la présidence du prince, qui ne comprenait ni la langue ni les usages du pays, s'en rapportait à la décision du ministre et le demandeur n'y gagnait autre chose qu'un surcroît de frais et de perte de temps.

Le malheureux s'en retournait les larmes aux yeux, en remportant ses paperasses, avec l'espérance, ce don de la boîte de Pandore, d'obtenir justice à l'avènement d'un nouveau prince ; car il est à remarquer que les procès, ainsi que la toile de Pénélope, ne se terminaient jamais : ils se renouvelaient sans cesse et se transmettaient de prince en prince, et ceux-ci étaient souvent révoqués et plus souvent encore étranglés. »

Cet état déplorable, dura près d'un siècle, jusqu'en 1821, quand les deux principautés revendiquèrent leur droit d'avoir des princes roumains.

TITRE II

Epoque postérieure à l'adoption du règlement organique.

CHAPITRE PREMIER

Confection du règlement organique.

Le 25 septembre-7 octobre 1826 la Russie, cachant son jeu mal dissimulé, sous le masque d'une pensée bienveillante et protectrice à l'égard des jeunes principautés roumaines, conclut avec la Sublime Porte, dans la ville d'Ackerman, le traité connu sous le même nom, dont l'avant-dernier article est ainsi conçu : « Les troubles survenus dans les dernières années en Moldavie et en Valachie, ayant porté la plus grave atteinte à l'ordre, dans les diverses branches de l'administration intérieure, les hospodars sont tenus de s'occuper sans le moindre délai, avec les Divans respectifs, des mesures nécessaires pour améliorer la situation des principautés confiées à leurs soins ; ces mesures feront l'objet d'un règlement général pour

chaque province, lequel sera mis immédiatement à exécution ».

En conséquence de cet article, vers le milieu de l'année 1827, deux comités préparatoires furent établis à Bucarest et à Iassy. Chacun de ces comités était composé de quatre membres dont deux à la nomination de la Russie. Les projets élaborés par chacun des deux comités devaient être soumis à la revision du consul général de la Russie, ce qui constituait une flagrante violation du principe d'autonomie dont la Russie venait de se porter garante, mais contre laquelle, il est à peine besoin de le dire, la Porte resta dans l'indifférence la plus absolue.

La guerre qui tout à coup éclata entre les Turcs et les Russes, interrompit les travaux à peine ébauchés, des deux comités.

Le traité d'Andrinople qui y mit fin, intervenu le 2/14 septembre 1829, à côté de plusieurs stipulations qui devaient rester lettres mortes, ayant trait à la garantie de l'autonomie des principautés, à l'inviolabilité de leur sol, ainsi qu'à la liberté entière de leur administration intérieure, contenait la clause en vertu de laquelle les deux provinces seraient gardées en dépôt par la Russie, jusqu'à l'entier acquittement de la somme que la Porte s'était engagé à payer, plus les frais de la guerre.

Le 29 juillet 1829, la commission, composée à nouveau et formée de deux sections, l'une valaque, l'au-

tre moldave, reprit, sous la présidence du Consul général Minziaki, l'œuvre de la Constitution roumaine, interrompue l'année précédente, à l'ouverture de la campagne.

En consultant les procès-verbaux de la séance d'ouverture, reproduits *in extenso* dans le préambule du règlement moldave, rien de plus libéral en apparence, que l'esprit et la nature des instructions reçues de Saint-Petersbourg, qui devaient guider les travaux de la commission :

La division du pouvoir judiciaire et du pouvoir administratif.

Un code d'instruction et de procédure.

Des tribunaux rustiques ou justices de paix.

L'inamovibilité des juges.

Une jurisprudence fixe et régulière.

L'enregistrement des actes et des contrats.

L'établissement de registres de l'état civil, etc.

Cependant la nécessité d'interpréter convenablement les instructions reçues, en conciliant les convenances de la Cour protectrice, avec les besoins réels du pays, marquèrent d'une excessive lenteur, la marche des travaux. La nomination du général Kisseleff au commandement en chef de l'armée d'occupation et au gouvernement des principautés, leur imprima une salubre activité. Six mois après, le travail était terminé, constituant moins un corps de lois organiques, qu'un assemblage de huit codes, em-

brassant toutes les branches de l'administration.

Les deux projets, après avoir été revisés et modifiés à Saint-Pétersbourg, durent être proposés aux Assemblées nationales des deux pays, seules appelées à les réglementer à l'intérieur.

Une Assemblée générale dite extraordinaire fut convoquée le 1^{er} mai 1831, à Bucarest et à Iassy. « Cette haute diète roumaine, s'ouvrit sous l'influence des baïonnettes tutélaires de la Russie et sous l'adroite direction du général Kisseleff » (1).

Privée de son président de droit, le métropolite, dépouillée de ses membres les plus influents, qui avaient eu la hardiesse de protester contre cette illégalité, cette Assemblée devait assister ou pour être plus exacts fournir l'occasion à un véritable coup de théâtre.

« Le règlement organique, dit J. H. Radulesco (2), fut discuté et adopté dans l'Assemblée générale.

Il restait un seul article qui placait le pouvoir législatif sous le contrôle du tzar, article dont le sacrilège frappait les yeux. Les vivants (3) pouvaient le comprendre et faire du bruit. On s'arrêta donc par ordre

1. Jean Helliade Radulesco. *Le protectorat, du tzar ou la Roumanie de la Russie*

2. J. H. Radulesco, *op. cit.*

3. Plusieurs membres de l'assemblée, associés à la protection, par un de ces miracles qui viennent très à propos, moururent tous dans le même semestre, avant la clôture de l'assemblée.

à la dernière page du règlement. Les livres illustrés se terminent comme chacun sait, de manière à n'avoir pas la dernière ligne, au bas de la dernière page. L'avant-dernier article devait laisser, selon toutes les règles, le quart final de la page blanche ; or, comme les 190 signatures des membres de l'Assemblée ne pouvaient entrer dans ce dernier quart, M. le président Minziaki s'adressa aux représentants du pays et leur dit dans son mauvais grec *tahouchan* : « *Arcontès*, Messieurs, ayez la bonté d'apposer vos signatures sur la page suivante, car, vous voyez bien qu'il n'y a pas de place, au bas de celle-ci.

L'Assemblée fut close, le règlement relié en argent et en or, déposé dans les archives ; mais la même main qui avait si bien calligraphié le livre d'or, s'introduisit dans l'ombre des archives et ajouta sur le dernier quart de la dernière page un *seul article*, très petit, l'article qui ravit au pays son droit d'autonomie. »

Le règlement organique était voté. L'article en question avait l'apparence de la légalité, mais personne ne le connaissait ; il avait besoin d'une publicité solennelle, chose fort périlleuse dans une époque de non-occupation et de volonté libre.

Et c'est précisément, entre autres sujets de mécontentement, les tentatives faites en 1837 pour conserver cet article introduit d'une manière si clandestine qui devaient refroidir les sympathies que les Roumains avaient eu pour la Russie.

Malgré ses défauts incontestables et assez souvent incontestés, défauts qui sont la résultante du duel auquel se sont livrées les deux puissances pour trancher le différend né de la question de la suprématie sur les principautés roumaines, cette constitution, la première qu'elles ont eu, marque l'aurore d'une époque nouvelle, de cette époque de résurrection qui ayant enregistré les événements de 1848, devait aboutir à la réalisation du grand acte national : l'union des principautés.

Conformément à la nouvelle régénération politique, le prince, élu à vie par l'Assemblée générale extraordinaire et confirmé par la Cour suzeraine, gouverne le pays par ses ministres, dont la nomination ou la destitution dépend de lui seul.

Il accorde la noblesse et l'ôte à la suite d'un jugement ; il nomme et destitue tous les fonctionnaires ; il confirme ou renvoie par devant la cour de revision tous les arrêts du Divan-Suprême ou haute Cour de justice. Il possède le droit de faire grâce et de commuer les peines que la loi inflige aux criminels et à l'initiative dans la proposition des lois à l'Assemblée générale extraordinaire.

CHAPITRE II

L'organisation judiciaire sous le règlement organique

Par ses dispositions touchant l'administration de la justice, le règlement organique, d'une façon générale, modifia les anciennes institutions, introduisant un système judiciaire beaucoup plus moderne.

Par ses modifications contenant en germe tous les principes du droit moderne, il constitue un progrès incontestable sur l'état de choses antérieur.

La plus intéressante, parmi ses dispositions, celle qui mettant fin aux abus criards de l'ancien régime, a été la plus appréciée, c'est la séparation des pouvoirs. « La division des pouvoirs administratifs et judiciaire, dit l'article 279 du règlement organique de la principauté de Moldavie, étant reconnue indispensable à l'ordre et à la régularité des affaires, ainsi qu'à la garantie des droits des particuliers, ces deux branches seront à l'avenir entièrement distinctes. »

L'administration de la justice étant, sauf quelques détails, en tous points semblable dans les deux principautés, pour abrégé notre exposé, nous nous con-

tenterons de présenter un compte rendu sommaire, de l'organisation judiciaire en Valachie.

§ 1. — Le département de la justice

A la tête de l'administration de la justice, se trouve le grand-Logothète ou ministre de la Justice, qui est l'intermédiaire entre les diverses instances judiciaires et le prince.

Il veille sur l'intégrité des juges et la légalité des procédures. Tous les rapports des présidents ou procureurs des différents tribunaux, comme toute protestation contre les arrêts du Divan-Suprême, sont soumis au prince par l'intermédiaire du grand-logothète et toutes les ordonnances princières relatives à l'ordre judiciaire sont contresignées par lui.

Le département de la Justice se divise en trois sections :

La première section a dans ses attributions la correspondance relative à toutes les affaires civiles et commerciales, ainsi que l'ordre de la partie judiciaire et la comptabilité. La seconde section a les séquestres, la confirmation des contrats dotaux et des obligations hypothécaires, la rédaction des édits ou chrysobulles, les actes et la correspondance générale, concernant les ventes et les enchères et l'émancipation des mineurs. La troisième section a toutes les

affaires relatives aux décisions de la Haute Cour de revision, du Divan-Suprême et de la Cour appellative de commerce, tous les rapports, les offices et la correspondance relative à l'exécution des jugements des dits tribunaux, ainsi que toutes les affaires indistinctement concernant les décisions des instances judiciaires dans les causes criminelles et correctionnelles.

Du grand-logothète dépendent les procureurs des tribunaux. Ils veillent sur la stricte observation des lois et règlements des tribunaux de leur ressort, tant pour les procédures que pour les décisions, ainsi que sur le maintien du bon ordre, dans la conduite des employés de la justice.

Ils sont tenus de soumettre au grand-logothète, à la fin de chaque mois :

1° La liste des sommes perçues pour le compte du gouvernement, telles que le produit d'enchères, de droits d'inscription, amendes, etc. ;

2° La note des jours et heures, où chaque juge s'est rendu à l'audience ;

3° Un tableau résumé des affaires entrées, terminées et restées pendantes dans le cours du mois.

En outre, chaque procureur est tenu de visiter tous les mois la maison d'arrêt du lieu de sa juridiction et de s'enquérir de la marche des affaires concernant les détenus qui s'y trouvent, afin d'en hâter la procédure.

§ 2. — La Haute Cour de revision.

Comme tous les arrêts en dernière instance peuvent être portés en forme de griefs devant le souverain, quand la loi a été appliquée d'une manière trop sévère, quand les formes n'ont pas été observées, ou bien quand le tribunal suprême s'est séparé de tous les arrêts précédents, on a établi une Cour spéciale de revision.

Pour les affaires civiles, elle se compose d'une des sections du Divan-Suprême qui n'a pas jugé l'affaire et de la Cour appellative; pour les affaires commerciales, elle se compose des deux sections du Divan-Suprême, qui n'ont pas jugé l'affaire, l'appel contre les jugements rendus par les tribunaux de première instance en matière commerciale, étant porté devant la Cour appellative de commerce de Bucarest, qui jouit des mêmes droits que le Divan-Suprême.

La Cour ainsi réunie, dans son complet de neuf membres, sous la présidence du plus ancien en rang, prononce à la pluralité des voix une décision, qui demande la confirmation du souverain.

§ 3. — Le Divan-Suprême.

Il constitue la dernière instance dans toutes les affaires civiles et pénales. Le Divan est divisé en deux

sections ayant les mêmes attributions. Chaque section est composée de cinq membres, dont un président, plus deux suppléants pour remplacer les juges absents, et qui ont droit de candidature en cas de vacances.

Les arrêts du Divan-Suprême sont portés par l'intermédiaire du grand-logothète à la connaissance du souverain. Ce dernier ordonne l'exécution des arrêts rendus à l'unanimité des voix, ou de ceux qui, n'étant prononcés qu'à la majorité des voix, s'accordent avec les jugements prononcés d'une manière uniforme dans les deux instances inférieures, ou bien à l'un de ces jugements si la loi a été bien appliquée et les formes observées.

Lorsque deux membres du Divan-Suprême sont d'une opinion contraire à celle de leurs collègues, ils sont libres d'émettre leur opinion au bas de la décision.

Le délai d'appel au prince contre les décisions du Divan-Suprême est d'un mois.

Le Divan-Suprême juge l'affaire telle qu'elle a été établie par devant le Divan judiciaire inférieur, sans que les parties puissent faire de nouvelles propositions, ni demander de délai pour produire de nouveaux actes.

C'est devant le Divan-Suprême et en présence du Grand-Logothète que sont traduits les juges accusés de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

Les décisions de la Haute Cour de revision et celles du Divan-Suprême, une fois confirmées par le prince, ne sont plus susceptibles d'appel, ni pendant l'administration du prince qui les a confirmées ni pendant celle de ces successeurs.

§ 4. — Divans judiciaires ou Cours d'Appel

Ces Divans judiciaires étaient au nombre de deux : l'un à Bucarest, duquel relevaient les tribunaux de première instance des treize districts en deçà de l'Olt ; l'autre à Craïova, qui avait sous sa juridiction les tribunaux des cinq districts, au delà de l'Olt.

Les deux Divans judiciaires, tant celui de Bucarest que celui de Craïova, étaient organisés et jugeaient sur les mêmes principes les affaires qui leur étaient adressés par appel des jugements rendus en première instance, étant en outre composés du même nombre de juges, sauf une exception pour la section criminelle, du Divan judiciaire de Craïova. Ils étaient en effet divisés en sections civiles et criminelles, connues aussi sous le nom de Sénat civil et Sénat criminel.

Les sections civiles jugent en dernier ressort jusqu'à concurrence de la somme de 5.000 piastres de principal et de 500 de revenu et les mettent à exécution dans le cas où le jugement rendu par ces sec-

tions s'accorderait avec la sentence prononcée par le tribunal de première instance.

Dans tout autre cas, la partie lésée par le jugement de la section civile, a un mois pour se pourvoir par appel contre ce jugement, devant le Divan-Suprême.

La section civile de chacun des deux Divans, était composée de cinq membres choisis par les Boïars (nobles) dont un président.

Les sections criminelles, jugent toutes les affaires criminelles qui leur sont envoyées par les tribunaux de première instance. Les arrêts des cours ou sections criminelles peuvent être attaqués par appel au Divan-Suprême par le prévenu, en cas où il s'estime lésé, dans un délai de six jours ; ils peuvent l'être aussi par le procureur de la Cour d'appel ou par celui du Divan-Suprême, en cas de violation de la loi. Ils ont l'un et l'autre un délai de trente jours. Les jugements rendus sur appel, en confirmant les arrêts du tribunal de première instance qui prononceraient l'acquittement du prévenu ou sa condamnation à une année de détention au plus ou à un dédommagement de 5.000 piastres, ne pourront plus être attaqués et seront exécutoires à dater du jour du prononcé.

Tandis que la section criminelle du Divan judiciaire de Bucarest était composée du même nombre de juges que la section civile, la section criminelle du Divan de Craïvoa ne possédait que trois membres dont un président.

Les arrêts des deux Divans, non attaqués dans le délai de trente jours, acquièrent force de chose jugée ; toutefois ceux de condamnations à plus d'une année de détention et de dédommagement à plus de 5.000 piastres, ne peuvent être mis à exécution qu'après avoir été confirmés par le prince.

§ 5. — Tribunal de première instance.

On distingue sous le nom de tribunal de première instance, celui institué dans le chef-lieu de chaque district avec pouvoir de connaître en premier ressort et à charge d'appel, de toutes les affaires civiles, commerciales, et pénales du district où il est établi.

Le tribunal d'Ilfov (district ayant pour capitale Bucarest) est divisé en quatre sections : deux civiles, une commerciale et une pénale.

Les sections civiles connaissent des contestations pour empiétement de terrain, héritages, testaments, litiges entre propriétaires et paysans, dettes non commerciales naissant dans la ville de Bucarest et dans toute l'étendue du district d'Ilfov.

La section commerciale juge seulement les affaires résultant d'opérations commerciales, ayant aussi dans ses attributions les séquestres, les hypothèques, etc.

La section pénale juge toute prévention pour cause de meurtre, de brigandage, de vol, ainsi que tout

crime emportant une peine d'une année seulement de détention ou au-dessous.

Chaque section, exception faite pour la section commerciale, était composée d'un président, deux juges et un procureur. La section commerciale comprenait un président, un procureur et six membres, dont deux suppléants.

Tous les autres tribunaux de district étaient indistinctement composés d'un président et deux membres, auprès desquels il y avait toujours un ministère public.

Les tribunaux de district jugent en dernier ressort, toutes les affaires civiles jusqu'à concurrence de 150 piastres; au-dessus de cette somme ils ne connaissent qu'à charge d'appel.

Lorsqu'il y a lieu à appel, la partie condamnée doit le faire dans un délai de deux mois et déposer un caution de 20 %.

A part les tribunaux de district que nous venons d'étudier, il y avait des tribunaux de commerce, savoir: la Cour appellative de commerce de Bucarest qui jouit des mêmes droits que le Divan-Suprême, le tribunal de commerce de Craïova et celui de Braïla.

§ 6. — Tribunaux rustiques ou de conciliation
dans les villages.

Dans les affaires de minime importance et dans les villages le maire juge, avec l'assistance de deux jurés et sans appel, jusqu'à concurrence de 15 piastres de même qu'il connaît des légères affaires de police.

Mais le tribunal rustique proprement dit est composé du curé et de trois jurés élus dans chaque village par les habitants.

Les jurés sont élus pour une année seulement, étant rééligibles, chacun devant être choisi dans une des trois classes dans lesquelles les villageois sont répartis suivant leur état de fortune.

Il se réunissent tous les jours fériés dans la maison du propriétaire ou du curé, pour connaître de tous les différends survenus dans la semaine parmi les habitants du village, leur principale préoccupation était d'abord et avant tout de les concilier. En cas de réussite, un acte de conciliation, signé par le curé ainsi que par les jurés, est remis à chacune des parties; dans le cas contraire, le tribunal se contente à délivrer aux parties un simple acte, leur servant à traduire leur cause devant le tribunal de première instance.

§ 7. — Le tribunal de police correctionnelle.

Ce tribunal situé a Bucarest, était composé de deux juges et d'un président ainsi que d'un procureur et connaît des querelles, rixes, suivies de voies de fait, en général, de tout acte contraire au bon ordre, aux bonnes mœurs ou à la sûreté publique, survenu dans l'enceinte de la ville de Bucarest.

Il jugeait en dernier ressort les affaires de simple police ne comportant pas un emprisonnement supérieur à trois jours ou cinquante coups de verges. Quant aux affaires plus graves, la police, après instruction préalable, les renvoyait avec un rapport, à la section pénale du tribunal de première instance, en y transmettant aussi les coupables.

Les affaires de la compétence de ce tribunal étaient jugées d'une manière sommaire, et sans instruction par écrit.

Il ne manquait donc point tant en Valachie qu'en Moldavie, où comme nous l'avons déjà dit, l'organisation judiciaire était basée sur les mêmes principes, un système bien conçu d'administration judiciaire. Mais il ne suffit pas de bonnes institutions et les meilleures lois ne sauraient échapper à une stérilité inévitable, lorsque les mœurs d'une certaine époque se traduisent par une pratique abusive, une mauvaise application ou pour mieux dire une non appli-

cation de ces lois. Et précisément la renommée ne dit rien de favorable de la pratique de l'administration judiciaire, à l'époque qui nous intéresse.

D'une manière générale, le règlement organique a été l'objet des plus vives critiques, de la part des libéraux et des patriotes, qui n'ont cessé d'accuser cette première constitution que la Roumanie ait eu :

1° De porter atteinte à l'autonomie des principautés, en laissant à la Russie la faculté d'intervenir dans les actes les plus essentiels et même dans les actes du gouvernement et des assemblées du pays.

2° D'avoir restreint le pouvoir politique dans le cercle étroit d'une aristocratie privilégiée et d'une grande infériorité numérique, eu égard au reste de la population, puisqu'en Valachie il n'y a pas plus de trois mille électeurs pour deux millions et demi d'habitants.

3° D'avoir fait peser tout le fardeau de l'impôt sur le prolétaire dans les campagnes, qui ne possède rien, tandis que la propriété foncière qui constitue toute la richesse du pays, n'est frappée d'aucune espèce de contributions, disposition injuste autant que contraire aux anciens usages ^{du} ^{du} pays d'après lesquels l'impôt était prélevé sur toutes les classes des citoyens indistinctement, y compris les nobles et les prêtres eux-mêmes.

4° D'avoir, en outre, réparti cet impôt d'une ma-

nière très inégale parmi la classe des contribuables par l'établissement d'une capitation uniforme qui frappe pareillement le cultivateur, propriétaire d'un nombreux bétail et celui qui ne possède que ses bras.

5° D'avoir entravé la libre mutation des cultivateurs tenanciers, au moyen de formalités et de taxes vexatoires qui attachent en réalité le paysan à la glèbe. (1)

Il est certain, que la plupart de ces critiques ne sont pas tout à fait dénuées de fondement. Le grave défaut de cette constitution, celui qui contenait en germe le mécontentement dont l'explosion devait éclater au premier contact avec le courant libérateur qui agitait l'Europe occidentale, consistait dans les privilèges immenses et sans réserve que la classe des boyards s'était octroyés et surtout dans le vote de cette loi agraire si accablante autant que dégradante pour la classe paysanne, par la consécration du principe des servitudes en vertu desquelles les paysans étaient obligés de fournir chaque année, 4 % des habitants du village, pour toute espèce de travaux pour le compte du propriétaire.

Néanmoins et sans aller jusqu'à dire avec M. Alexandresco que « sans eux (les Russes) la Roumanie

1. Notes et éclaircissements servant de justification à la pétition de^s Moldo-Valaques, à l'Assemblée nationale française du mois de mars, 1849.

serait peut-être aujourd'hui un pachalik ture ! » (1), il faut reconnaître que malgré ses défauts, conséquence de l'esprit réactionnaire et exclusivement conservateur de la classe dirigeante, le règlement organique, par la nouveauté de la plupart de ses dispositions, par l'esprit libéral de beaucoup d'entre elles, peut à bon droit revendiquer une place d'honneur parmi les divers fondements dont l'ensemble constitue la Roumanie moderne.

Spécialement au point de vue de l'administration de la justice, l'ensemble des instances qu'il avait institué, formait un organisme qui aurait pu produire les meilleurs résultats, s'il avait fonctionné normalement.

Malheureusement la supériorité des nouvelles bases n'eut pas la possibilité de se faire jour, et leur peu de solidité, conséquence de leur apparition toute récente, sombra sous le poids écrasant des mauvaises habitudes invétérées.

Un des obstacles insurmontables à l'application des nouvelles réformes, fut le refus constant du suzerain de leur donner suite.

En effet, et d'une façon générale, l'administration de la justice fut toujours exposée aux empiètements du prince et de l'administration supérieure.

En vertu de l'article 328, règlement organique de

1. Alexandresco, *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 489.

Valachie, le prince n'avait le droit de juger que lorsqu'il présidait le tribunal spécial constitué pour juger les crimes et délits des juges du tribunal princier. De même, il ne pouvait intervenir dans l'administration de la justice que pour confirmer les arrêts du Divan d'appel en matière criminelle, de même que dans les cas prévus par les articles 266 et 324 et enfin confirmer les jugements dans les cas spéciaux prévus par l'article 328, règlement organique de Valachie.

Malgré cela, il n'était pas rare de voir les princes et les ministres, par une interprétation volontaire de l'article 331, suspendre les procès, empêcher les travaux des diverses instances judiciaires, allant même jusqu'à leur indiquer et imposer les modifications désirées.

Les choses ne se présentaient pas sous un jour plus heureux en Moldavie.

Les plaintes du parti national, à l'égard de l'administration judiciaire en 1848, sont bien édifiantes à ce point de vue : « Combien de sentences, qui en vertu de l'article 363 du règlement organique devaient être sanctionnées par le prince, restent depuis le commencement du règne, non confirmées et non appliquées et combien d'autres sentences ont été détruites et renvoyées arbitrairement à de nouveaux juges ». (1)

1. *Aspirations du parti national*, N° 21.

Dans le Divan *ad-hoc* constitué pour élaborer les lois conformément aux décisions du Congrès de Paris de 1856, un des députés, parlant de l'anarchie qui régnait dans l'administration de la Justice, déclarait : « Nous sommes tous sans exception victimes du système de procédure que nous avons eu et avons encore, où nous voyons le prince instruisant et jugeant le procès, le grand-logothète jugeant les procès, l'administration jugeant les procès, où tous ceux-ci instruisent, jugent, condamnent, sans qu'il y ait une loi qui les arrête dans ces abus (1) ».

Une autre entrave, au moins aussi grave que l'ingérence du prince, à la bonne marche de la justice, résidait dans le mode de nomination et de recrutement des magistrats autant que dans leur peu de stabilité.

En ce qui concerne la nomination des juges, exception faite pour les trois membres du Divan princier qui devaient être élus par l'assemblée ordinaire, le prince jouissait, en vertu des règlements mêmes, d'un pouvoir absolu. Article 362, 389, 214 pour la Moldavie, et l'article 214 pour la Valachie. Comme conditions de recrutement, aucun diplôme n'était exigé ; à part l'âge réglementaire, il fallait connaître les lois et coutumes du pays et surtout appartenir à la no-

1. *Bulletin des séances du Divan ad-hoc de Moldavie*, n° 13 du 18 novembre 1857.

blesse, être propriétaire de biens-fonds et enfin être connu par ses qualités et son amour pour la justice.

Quant à la stabilité des juges, si les règlements organiques posent le principe de l'inamovibilité, ils ont néanmoins institué un procédé spécial. « La nécessité de la stabilité des juges (art. 285 Moldavie, art. 215 Valachie) est connue pour nécessaire parce que c'est par ce moyen qu'on donne au juge celui de mieux connaître ses devoirs et d'apprendre toutes les controverses et les discussions des lois et coutumes. »

Le principe de l'inamovibilité appliqué à des juges recrutés dans les conditions que nous venons de voir, n'aurait pu produire que de funestes conséquences. L'épreuve seule, mettant en œuvre les qualités morales et techniques de chacun, et l'épuration indispensable qui s'en serait suivie étant diamétralement opposée à tout principe d'inébranlable stabilité, il fallait trouver un moyen qui conciliât les intérêts supérieurs des juges avec l'intérêt sacré de la justice.

Ce moyen, ce procédé spécial de nomination, était prévu par l'article 285 du Règlement organique Moldave et par l'article 215 du Règlement organique pour la Valachie. Les juges étaient nommés pour trois ans et si pendant cette première étape de leur carrière ils se montraient à la hauteur de leur tâche, ils pouvaient être maintenus pendant une seconde et une troisième période de trois ans. Ce n'est qu'au

bout de neuf ans qu'ils pouvaient devenir inamovibles, si le prince et l'Assemblée ordinaire y consentaient.

Si ce procédé avait été respecté, il aurait pu donner des résultats appréciables. Malheureusement, ici comme partout, de graves abus se produisirent, et l'inamovibilité, telle qu'elle avait été organisée, ne fut qu'un vain mot. On cite à ce propos des faits vraiment scandaleux : ainsi il n'était pas rare de voir un militaire quittant son régiment pour la présidence d'un tribunal et même un serviteur devenir magistrat.

De si graves abus ne pouvaient se produire sans risquer de compromettre et d'amoindrir considérablement le prestige de la justice.

Pendant que le rouage judiciaire végétait sous le régime du bon plaisir, gêné dans sa marche par le plus révoltant favoritisme, les autres éléments de l'organisme social ne jouissaient guère d'un meilleur sort.

La classe dirigeante, composée exclusivement de boyards, littéralement soumise au gouvernement de Saint-Petersbourg, était incapable d'accomplir les réformes dont le pays avait besoin.

La sounoiserie enfin de la politique russe, politique d'intrigues et de calculs, mettant de perpétuelles entraves à tout ce qui pouvait constituer une tentative d'émancipation, arrêtant dans sa source même

toute idée de progrès, tout ce qui aurait pu entraîner l'élargissement de l'autonomie, commençait à fixer les esprits clairvoyants sur ses tendances. Ces derniers prirent alors la résolution hardie, d'attirer, par une sérieuse manifestation, l'attention de l'Europe sur les visées de la diplomatie russe.

La révolution de février en France eut son contre-coup à Bucarest.

« Après la révolution de Paris du 28 février, observe Bolintineano, tous les jeunes roumains qui y séjournaient s'en retournèrent dans le pays avec la résolution d'imiter ce qu'ils avaient vu à Paris. L'enthousiasme était tel que Grégoire Ghica, qui devint plus tard prince de Moldavie et M. Aslan chantaient sur le bateau qui les ramenait dans leur patrie les chansons françaises les plus incendiaires (1). »

Le Comité de la défense nationale entre les mains duquel le prince Georges Bibesac remit le gouvernement lors de son abdication le 13 25 juin 1848, adressa à l'Europe occidentale un manifeste en 22 articles, indiquant les causes du soulèvement, demandant le respect des traités du pays avec la Porte ottomane et repoussant en même temps toute immixtion de la part de la Russie dans les affaires du pays. Le vœu de convoquer une assemblée générale constituante, dans le but d'élaborer une constitution, for-

1. D. Bolintineano. Le 15 février ou *Histoire de Trois ans*.

maît l'objet du dernier article de cette intéressante proclamation.

Considéré au point de vue du programme, le mouvement de 1848, ne mérite que des éloges ; considéré au point de vue des moyens mis en œuvre et surtout des résultats, ce fut un recul : ce fut un véritable désastre. La disproportion des forces intérieures en face de celles des deux puissances hostiles au mouvement, l'absence de tout appui de la part d'une autre puissance, devaient inévitablement aboutir à une plus forte oppression et à une diminution de nos droits et immunités politiques internationales.

Le traité de Balta-Liman signé entre la Russie et la Turquie le 1^{er} mai 1849, à la suite de l'invasion russe, modifiant le règlement organique dans son essence même, enlève aux Romains leurs dernières garanties d'autonomie. Les Assemblées générales étaient suspendues, « pour s'être livrées à des actes d'insubordination ouverte » et remplacées par des conseils ou divans *ad-hoc* (Article 3).

Heureusement la guerre de Crimée porte le coup de grâce à la dictature russe en Orient. Les deux principautés sont mises sous la garantie collective des sept puissances contractantes ; en effet l'article 4 du traité de Paris du 30 mars 1856, conclu après la guerre, prévoit la réunion de deux Divans *ad-hoc*, qui devaient exprimer les désirs des principautés relativement à

leur organisation définitive, devant une commission internationale réunie à Bucarest.

Les deux Divans réunis, formèrent une série de vœux, touchant la neutralité, l'autonomie, et surtout l'union des principautés.

La question de l'administration de la Justice, avait naturellement aussi fait l'objet des discussions. En effet, dans la séance du 14 novembre 1857, nous voyons le Divan formuler les vœux suivants, relativement à l'organisation judiciaire :

1° Indépendance complète du pouvoir judiciaire de l'autorité administrative.

2° Inamovibilité de la magistrature, principe reconnu par les règlements organiques, mais non appliqué.

En même temps la commission internationale, chargée de faire un rapport sur les réformes nécessaires, dans le chapitre relatif à l'organisation judiciaire et aux remèdes qui s'imposent, les trace de la manière suivante :

1° Régler et définir d'une façon plus précise les attributions de la puissance judiciaire et de la puissance exécutive, et interdire à cette dernière tout prétexte d'immixtion.

2° Relever la situation des magistrats, la rendre plus stable, leur demander des connaissances plus spéciales pour l'admission et l'avancement dans les fonctions judiciaires sans condition de rang de no-

blesse, et spécialement donner efficacité au principe en vertu duquel un juge ne peut être éloigné de son poste par une mesure arbitraire (1).

Les grandes puissances, après avoir pris connaissance des désirs exprimés par les Divans *ad-hoc*, se réunissent de nouveau à Paris, par leurs ambassadeurs respectifs. Napoléon III, par l'intermédiaire de son plénipotentiaire M. le comte Walewski, présente l'union des principautés comme seul moyen capable de résoudre les difficultés qui tenaient le congrès et l'Europe en suspens.

Mais la ruse de l'Autriche, autant que l'indifférence de la Prusse et de la Russie, rendirent vain pour le moment, le noble geste du grand et vénéré protecteur.

La Convention de Paris, signée le 7/19 août 1858 par les ambassadeurs des sept grandes puissances, consacre tous les vœux, moins l'union.

Elle dota les deux principautés d'une nouvelle constitution politique, en tout point intéressante tant par rapport aux garanties d'ordre et de légalité que en ce qui concerne les réformes introduites.

Relativement à l'ordre judiciaire nous relevons les articles suivants :

Art. 7. — Le pouvoir judiciaire exercé au nom de

1. Rapport adressé au congrès de Paris, Edition de Bucarest, pages 80-89 (1869).

l'Hospodar sera confié à des magistrats nommés par lui, sans que nul puisse être distrait de ses juges naturels. Une loi déterminera les conditions d'admission et d'avancement dans la magistrature en prenant pour base l'application progressive du principe de l'inamovibilité.

C'est à la suite de cet article que furent votées les lois du 6 décembre 1864 et du 9 juillet 1865, organisant l'ordre judiciaire.

Art. 38. — Il sera institué une cour de justice et de cassation commune aux deux principautés. Elle siégera à Focsani. Il sera pourvu par une loi à sa constitution.

Ses membres sont inamovibles.

Art. 39. — Les arrêts rendus par les Cours et les jugements prononcés par les tribunaux dans l'une et l'autre principauté, sont portés exclusivement devant cette Cour de cassation.

Art. 40. — Elle exercera un droit de censure et de discipline sur les Cours d'appel et les tribunaux. Elle aura droit de juridiction exclusive sur ses propres membres en matière pénale.

Art. 41. — Comme haute Cour de Justice, elle connaîtra des poursuites qui auront été provoquées contre les ministres par l'Hospodar ou par l'Assemblée et jugera sans appel.

C'est en exécution de l'article 39 précité que fut votée la loi du 24 janvier 1861 qui créa et organisa la

Cour de cassation, destinée à remplacer le Divan-Suprême. Elle est organisée à l'image de la Cour de cassation française, formant un tribunal suprême dans l'ordre judiciaire, sans former un troisième degré de juridiction.

Dans les annales des institutions judiciaires en Roumanie, la Cour de cassation, par son organisation, par son mode de recrutement, par son indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif, marquant la fin du régime des ingérences et de la plus complète dépendance, constitue le point de départ de cette nouvelle étape, qui remplaçant les titres de noblesse par les diplômes et substituant les avantages de l'inamovibilité aux détestables conséquences de la pire instabilité, devait voir naître cette magistrature d'élite qui nous fait honneur.

La convention de Paris, accompagnée d'une nouvelle loi électorale régissait maintenant les deux principautés. Les assemblées générales, convoquées conformément à la Convention, procèdent à l'élection des princes.

L'ingénieux esprit des patriotes, déjouant les calculs étroits et égoïstes de la diplomatie, la double élection dans la personne du colonel Alexandre Cuza, par l'Assemblée générale moldave d'abord, par l'Assemblée générale de Valachie ensuite, réalisa le 24 janvier 1859, l'union personnelle, ratifiée peu de temps après par l'Europe.

Le rêve d'absolutisme caressé par le prince, devait cependant amener de graves dissentiments entre le pouvoir exécutif et l'Assemblée législative.

Le vote de blâme infligé à son gouvernement à l'occasion de la présentation de la loi rurale, le refus ensuite de discuter le projet de la loi électorale, provoquèrent un conflit insoluble. Le coup d'Etat du 2 mai 1864 qui s'en suivit précipita les événements, et seule l'abdication qu'on lui fit signer, mit fin à la crise.

Le comte de Flandre, fils du roi des Belges, n'ayant pas cru devoir accepter la couronne de la Roumanie que lui avait offerte la lieutenance princière, cette dernière fit appel au pays, et la nation roumaine proclama le prince Charles de Hohenzollern-Sigmaringen comme prince de Roumanie, sous le nom de Charles I.

Suivant le vœu exprimé par les puissances garantes, l'Assemblée, dans sa séance du 1^{er} mars 1866, proclama à son tour, le prince Charles de Hohenzollern, prince héréditaire de la Roumanie.

Cette longue crise politique fut close par la Constitution du 30 juin 1866, votée à l'unanimité, et publiée dans le *Moniteur Officiel*, du 1^{er} juillet 1866.

Cette constitution qui est encore aujourd'hui le pacte fondamental de la Roumanie, a été élaborée d'après le modèle de la constitution belge du 25 février 1835; cependant elle a subi plusieurs modifica-

tions, par les lois du 13 octobre 1879 et du 8 juin 1884.

En ce qui concerne le pouvoir judiciaire nous ne trouvons que les dispositions suivantes :

1^o Art. 36. — Le pouvoir judiciaire est exercé par les Cours et tribunaux ; les arrêtés et sentences sont rendus en vertu de la loi et exécutés au nom du prince.

2^o Art. 104. — Nulle juridiction ne peut être établie qu'en vertu d'une loi.

Il ne peut être créé de commissions, ni de tribunaux extraordinaires sous quelque prétexte et sous quelque dénomination que ce soit.

Il y a pour la Roumanie une seule Cour de cassation.

3^o Art. 105. — Le jury est établi en toutes matières criminelles et pour délits politiques et de presse.

L'article 105 actuel, modifié par la loi précitée de 1884, contient un nouvel alinéa relatif à l'action en dommages-intérêts, résultant de faits et délits de presse.

L'article 132 indiquant les matières auxquelles il devra être pourvu par des lois spéciales, mentionne dans son dernier alinéa, la revision de tous les codes existants, pour être mis en rapport avec la nouvelle constitution.

Parmi les lois promises, une grande partie ont déjà été promulguées. Mais celle qui nous intéresse par-

ticulièrement, celle qui a complètement refondu notre organisme judiciaire, en l'établissant sur de nouvelles bases rendues autrement solides par l'introduction du principe de l'immovibilité, c'est la loi du 1^{er} septembre 1890, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir dans la seconde partie de notre étude.

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION JUDICIAIRE ACTUELLE

CHAPITRE PREMIER

Origine et formation de l'organisation judiciaire actuelle. Code de procédure civile.

Avant d'entrer dans l'étude spéciale et détaillée de chaque juridiction, nous avons cru nécessaire sinon indispensable, de présenter un aperçu succinct sur leur origine, donnant en même temps quelques notions sommaires sur la confection et le caractère du Code de procédure civile.

C'est qu'en effet, notre législation autant que nos institutions juridiques, par leur source et leurs traits dominants, représentent un des plus curieux cas de l'influence des événements politiques, sur les destinées juridiques d'un peuple. La connexité des uns et des autres se manifesta avec une vigueur frappante et irrésistible lors de la perturbation sociale dont

la Roumanie fut le sanglant théâtre vers le milieu du dernier siècle.

Les promoteurs de ce mouvement, dont l'heureux résultat devait être, après des siècles de tyrannie et d'oppression, le rappel de la Roumanie à la nouvelle vie, avaient tous été à l'école de la culture et de la civilisation françaises. Dans leur noble et ardent patriotisme, dans leur soif inassouvie de liberté et de légalité, leur libéralisme, avec une hardiesse et une imprévoyance coupables, faisant table rase du passé, dota le pays avec les principes et institutions politiques françaises. La différence, au point de vue des nécessités les plus immédiates et du degré de culture entre les deux peuples, ne tarda pas à montrer durement l'énormité de l'erreur commise.

Les lois et les institutions juridiques devaient, avec une inexorable fatalité en subir le contre-coup.

Ne tenant aucun compte des juridictions existantes, faisant abstraction de la législation nationale de l'époque à laquelle on ne pouvait même pas adresser les reproches contre lesquels les premières n'auraient su complètement se défendre, la législation et l'organisation judiciaire françaises furent implantées dans le pays. Nous pouvons dire, sans risque d'exagération, que la similitude est presque parfaite. Et chose bizarre, quoique cependant très naturelle, entre l'organisation judiciaire et la législation françaises, c'est précisément cette dernière, dont le besoin se

faisait moins sentir, qui une fois introduite dans sa patrie d'adoption, devait se trouver la plus dépaycée, et après des efforts de plus d'un demi-siècle, n'être pas encore arrivée au degré de complète assimilation, auquel on pouvait espérer.

Le 11 juillet 1864, après son coup d'État, le Prince Cuza, s'adressant au Conseil d'État (1), l'invita à élaborer un Code civil, ayant pour modèle le Code civil italien, qui existait à l'état de simple projet (projet du ministre Pisanelli).

En offrant comme modèle à son Conseil d'État, le projet du Code civil italien, le prince n'avait pas été trop mal inspiré, car quoique copié d'après le Code civil français, la copie, d'après la déclaration de M. Boissonarde, est supérieure au modèle (2). Mais comme il n'y avait probablement aucun membre qui ait appartenu à l'école italienne, le Conseil d'État, mettant de côté le projet du Code civil italien, s'empara du Code Napoléon « qu'il divisa par têtes, entre les différents membres du Conseil, comme on divise une succession (3) ». Cela avait lieu le 10 octobre

1. Le Conseil d'État, organisé par le Prince Cuza en février 1864, d'après le modèle français, avec des attributions de contentieux administratif, fut supprimé par l'art. 131 de la constitution de 1866 et par la loi du 12 juillet 1866.

2. Gr. Alexandresco. *Études sur les mœurs juridiques du peuple roumain.*

3. Interpellation du professeur Marzesco, à la Chambre des députés, le 12 avril 1882.

1864, et en moins de deux mois, le 4 décembre 1864, il était terminé. Il est certain que ce n'est pas à la suite d'un travail « à la vapeur », qu'on pouvait éviter ou résoudre les nombreuses controverses auxquelles le Code Napoléon donnait déjà lieu en France, ni faire le triage obligatoire et indispensable parmi les diverses matières dont une grande partie étaient condamnées à une véritable stérilité.

Nous ne pouvons pas résister au désir d'insérer ce passage du discours de Portalis sur le projet du Code civil, discours qui peut être considéré comme un talisman et dans lequel on peut voir la persistance sage et nécessaire, dans les limites de l'indispensable, des vieilles traditions. Après avoir reconnu, que le législateur doit savoir remplacer les institutions defectueuses et vieilles, il continue : « Les lois doivent ménager les habitudes, quand ces habitudes ne sont pas des vices. On raisonne trop souvent comme si le genre humain, finissait et commençait à chaque instant, sans aucune sorte de communication entre une génération et celle qui la remplace. Les générations en se succédant, se mêlent, s'entrelacent et se confondent. Un législateur isolerait ses institutions de tout ce qui peut les naturaliser sur la terre, s'il n'observait avec soin, les rapports naturels qui lient toujours, plus ou moins, le présent au passé et l'avenir au présent, et qui font qu'un peuple, à moins qu'il ne soit exterminé ou qu'il ne tombe dans une

dégradation pire que l'anéantissement, ne cesse jamais, jusqu'à un certain point, de se ressembler à lui-même (1) ».

La nécessité de cette imitation insensée du Code civil français, était d'autant moins justifiable, qu'à coté de la « coutume terrienne » (obiceuil pamintului) qui forme le droit coutumier roumain (2) et qui a toujours servi de norme juridique, on possédait comme législation écrite le Code Calimaki (3), œuvre d'une portée considérable. Loin de méconnaître la haute valeur du Code civil français, dont l'éloge n'est plus à faire, les reproches que nous adressons à la génération roumaine de 1848, concernent uniquement son manque de discernement quant aux remèdes qui s'imposaient et l'exagération aveugle dans le besoin maladif d'innovation. Nous aurions eu cependant une consolation si l'état actuel nous avait permis de constater que les leçons du passé ont servi pour inspirer l'avenir. Comme on le verra

1. Locré, *La législation civile commerciale et criminelle de la France*, I, 272.

2. Ce droit coutumier comporte un mélange varié, transmis de génération en génération, d'anciennes mœurs juridiques héritées des Romains et de différents emprunts à la législation byzantine, tout cela empreint de quelques influences slavones et de certaines créations du génie national.

3. Le Code Calimaki fut publié en 1816 sous le nom de « Codix politikos », traduit en roumain en 1833; il est en grande partie imité d'après le Code autrichien de 1811.

par la suite, nous sommes loin, malheureusement, d'être en mesure de formuler pareille constatation.

Le même procédé fut employé, relativement à l'organisation des tribunaux et des Cours, qui fut l'objet des lois du 6 décembre 1864 et 9 juillet 1865. Exception faite pour les justices de paix, dont la différence avec les justices de paix françaises n'a fait que s'accroître, l'organisation des autres juridictions, telle qu'elle est prévue par les lois précitées, est la même que celle des juridictions similaires en France. Deux grandes tares cependant devaient entraver la marche de la justice, diminuant jusqu'à lui enlever la confiance indispensable à son prestige : l'admissibilité dans les fonctions judiciaires et l'inamovibilité des magistrats. Ce n'est pas que les deux vices aient passé inaperçus pour les organisateurs de la première heure ou pour leurs successeurs : témoins les nombreux projets de réforme qui se sont succédé depuis 1870 déjà, avant d'arriver à la loi de 1890. Et c'est précisément la persistance du mal qui nous donne les raisons d'être de sa force. Ces raisons sont extrêmement multiples et variées : les principales résident dans l'absence d'un personnel réunissant les conditions indispensables pour assurer le triomphe d'une irréprochable justice. Forcée de se contenter de ce qu'elle trouvait, la loi de 1864, en l'absence de titres et qualités chez les futurs magistrats, était réduite à

n'exiger par toute condition de nomination, que l'absence de défauts ou vices.

Quant à l'inaliénabilité, elle constituait l'apanage exclusif des membres de la Cour de cassation.

Après le Code civil et après l'organisation des diverses juridictions, on s'occupa de la loi sur la procédure civile. Le premier Code de procédure civile roumain fut voté. Il fut promulgué le 11 septembre 1865 et mis en application le 1^{er} décembre 1865.

Pour montrer l'origine et le caractère de ce code, nous ne pouvons mieux faire, que citer quelques passages essentiels du discours prononcé devant l'Assemblée, par M. Boeresco, vice-président du conseil d'État, qui a été chargé de ce travail. Après avoir insisté sur l'utilité pratique qu'on trouve à faire élaborer un projet de loi plus ou moins étendu, par une seule personne et sur le rapport intime qui existe entre le Code civil et le Code de procédure civile, il dit :

« Les formes que la nouvelle procédure contient sont simples, peu nombreuss et expéditives. Le style est simple et le mode de s'exprimer est clair de façon à pouvoir facilement comprendre les prescriptions de la loi. Toute la procédure est sommaire, de sorte que nous n'avons pas eu besoin de prescrire pour quelques cas seulement une pareille procédure. N'ayant aucune tradition féodale, trouvant dans nos anciennes procédures mêmes une jurisprudence sim-

ple et patriarcale, nous avons facilement pu exclure toutes les formalités compliquées, confuses, difficiles à comprendre et longues qu'on trouve chez les autres nations européennes. De cette manière, on a pu allier aux exigences de la science, les conseils du bon sens et de la raison. Dans ce but, il m'a été d'un précieux concours la loi de procédure du 29 septembre 1819, du canton de Genève. Le peuple genevois, simple et laborieux, aux mœurs républicaines et patriarcales, n'a pu supporter les formalités compliquées de la procédure française, que lui avait imposé la conquête.

Il a, après son émancipation, transformé cette procédure, dans un corps de lois simples et expéditives, telles que nous les prescrivent la science et la raison qui n'est pas dominée par le préjudice des traditions ».

Le Code de procédure civile a en outre été copié, d'après le Code de procédure civile français de 1806, dont les rédacteurs se sont souvent borné à copier la célèbre ordonnance de 1667, qui forme le premier Code de procédure français.

Le Code de 1806 a déjà été modifié par une loi du 3 juin 1841 relative à la saisie immobilière et par la loi du 21 mai 1858 concernant la procédure d'ordre. Deux très sérieux projets, œuvres de deux commissions instituées en vue d'une refonte générale du Code, n'ont pas encore été pris en discussion, « pro-

bablement, comme le remarque M. Tissier, parce que les lois de cette nature semblent n'offrir aucun intérêt, au point de vue politique (1) ».

Quelques dispositions de nos anciennes législations complètent enfin les sources auxquelles on a eu recours dans la confection du Code de procédure de 1865.

Il est certain que les législations qui sont entrées dans la formation de ce Code, y sont entrées avec leurs qualités et leurs défauts.

La simplicité, la célébrité, la clarté et l'efficacité, telles sont les qualités indispensables d'une bonne procédure.

A part la première, les autres étaient loin de se trouver dans notre Code, au degré voulu. Les nécessités d'une réforme se sont vite fait sentir. Une première commission, instituée en 1877 et composée des plus grands hommes de loi que la Roumanie comptait à cette époque, se sépara à la suite de diverses circonstances, n'ayant laissé qu'un projet de revision des articles du *Titre des exécutions forcées* dû à M. Mandrea, président de la seconde section de la Cour de cassation.

Cependant les vices du Code, ne faisaient avec le temps que s'accroître.

1. E. Glasson. *Précis théorique et pratique de procédure civile, mis au courant de la législation et de la Jurisprudence*, par M. A. Tissier.

La matière de l'exécution des jugements surtout, réclamait impérieusement une amélioration ; la disproportion entre le crédit public et le crédit privé, n'avait d'autre explication que l'imperfection connue du Code relativement à la saisie immobilière.

Aujourd'hui, depuis bientôt dix ans, la réforme tant attendue du Code est accomplie. Elle est entièrement l'œuvre de M. Dissesco. Voté par le Sénat le 16 février 1900, et par la Chambre des députés le 10 mars 1900, après un nouveau vote par le Sénat le 13 mars 1900, sanctionnant certaines modifications apportées par la Chambre des députés, le nouveau Code de procédure civile a été mis en vigueur le 1^{er} septembre 1900.

La technique de cette œuvre remarquable, l'esprit dans lequel elle a été conçue, font grand honneur aux hautes qualités de jurisconsulte et à l'expérience de son auteur.

S'étant parfaitement rendu compte, qu'après trente-cinq ans de fonctionnement, « l'ancien Code, suivant sa propre expression, avait pris un caractère national, est devenu un Code roumain, étant entré dans nos mœurs », loin de l'abandonner, c'est au contraire sur lui, qu'a été bâti le Code de 1900.

Nombreuses sont les modifications introduites. Pas un article presque, qui n'ait pas été retouché, lorsque ce n'était dans le but de lui faire subir une modification essentielle, rien que pour lui donner une

autre tournure, au point de vue de la clarté et de la nature des termes employés.

La jurisprudence de la Cour de Cassation a enfin eu une large part, dans l'élaboration du nouveau Code, ce qui ne possédait avant que l'autorité purement relative d'une simple pratique judiciaire, ayant acquis aujourd'hui la supériorité et la stabilité offertes par la consécration dans une loi.

Depuis sa confection le nouveau code a subi plusieurs modifications. Ainsi l'article 496 relatif à la saisie immobilière a été complété par une loi du 6 mai 1900.

La loi du 11 février 1904 eut pour objet les articles 74 et 514. Enfin le 1^{er} juin 1905 on modifia l'article 409 relatif aux pensions de retraite, récompenses nationales et salaires des fonctionnaires publics, articles qui avait déjà fait l'objet de plusieurs lois antérieures.

CHAPITRE II

Tribunaux de la Justice civile

En vertu de l'article 1^{er} de la loi du 24 mars 1909, intitulée: Loi pour la modification de certaines dispositions des lois relatives à l'organisation judiciaire, la justice est rendue en vertu des lois, par :

Les Justices de Paix ;

Les Tribunaux de département ;

Les Cours d'Appel ;

Les Cours d'Assises ;

La Cour de Cassation.

Faisant abstraction des Cours d'Assises, qui ne rentrent pas dans le cadre de notre étude, nous exposerons dans autant de différents chapitres, l'organisation des autres juridictions sus-indiquées.

SECTION I

Justices de Paix

D'après le livre I du Code de procédure civile de 1865, le premier qui s'est occupé de leur organisation,

il devait y avoir une justice de paix dans chaque arrondissement, de même qu'une ou plusieurs dans les villes, suivant le nombre des habitants et les besoins locaux.

L'absence d'un personnel capable et surtout de moyens financiers nécessaires pour instituer plus de 200 justices de paix a été l'obstacle insurmontable, contre lequel est venue se heurter la disposition du Code. Par une loi du 25 avril 1867, le gouvernement investit les sous-préfets et les chefs de la police, des attributions judiciaires, que la loi sur la procédure civile avait données aux juges de paix qui étaient restés pendant deux ans à l'état purement, hypothétique. En même temps, Bucarest et Jassy furent respectivement dotées de cinq justices de paix. Mais la justice rendue par les fonctionnaires administratifs, souleva contre eux une véritable tempête. Le gouvernement s'en émut et se vit dans l'obligation de prévoir dans le budget la création de plusieurs justices de paix, dans différentes localités; l'année 1868 en vit, en effet, naître un total de 106.

Cependant par la loi du 17 mai 1875, un grand nombre d'entre elles furent supprimées et leurs attributions données de nouveau aux sous-préfets et aux chefs de la police. Cet état n'était guère satisfaisant; les fâcheuses conséquences qui s'ensuivirent, réclamaient une rapide amélioration. La confusion et le

désordre ne prirent fin que par la loi du 9 mars 1879, qui en même temps qu'elle institua les justices communales, organisa sur de nouvelles bases les justices de paix.

D'après cette loi, une justice communale était instituée dans chaque commune rurale ou urbaine qui n'était pas la résidence d'une justice de paix ; elle était composée du maire de la commune en qualité de président et de deux jurés habitant la commune, élus pour une année, par leurs concitoyens.

Ces justices communales ne sont que le développement des justices organisées par le Règlement organique (art. 262, § 2) et qui avaient fonctionné jusqu'en 1865.

Leur compétence s'étendait en dernier ressort jusqu'à 5 francs et à charge d'appel devant la justice de paix respective, jusqu'à 50 francs.

Loin d'être obligées de suivre le texte de la loi pour rendre les décisions dans les affaires de leur compétence, elles ne les prononçaient au contraire que d'après l'équité et le bon sens.

Quant aux justices de paix, il devait, d'après la nouvelle loi, en être créé deux ou plusieurs dans chaque département, suivant les besoins locaux, ainsi que leur nombre fut porté à 130.

Cet état de choses dura jusqu'en 1894, lorsque par la loi du 4 mars, on supprimait les justices communales en même temps qu'on augmentait le nombre

des justices de paix, leur total atteignant 240.

En ce qui concerne leur compétence, tandis qu'en premier ressort, elles connaissaient, comme sous l'empire de la loi de 1879, des affaires personnelles et mobilières jusqu'à concurrence de 1.500 francs inclusivement, capital et intérêts compris, la compétence en dernier ressort fut portée de 200 à 300 francs, capital et intérêts (art. 8, loi de 1894). Elles connaissaient ainsi des affaires commerciales.

En matière immobilière, leur compétence comprenait les actions réelles, jusqu'à concurrence de 5 hectares, inclusivement, pour les terrains non bâtis ; jusqu'à la valeur de 1.500 francs inclusivement, pour les terrains bâtis situés dans les communes rurales et jusqu'à la valeur de 1.500 francs pour les immeubles de toute nature situés dans les communes urbaines.

Cette compétence, en matière immobilière n'existait pas dans la loi de 1879.

Un nouveau changement fut introduit par la loi du 1^{er} juin 1896, mise en vigueur le 1^{er} juillet de la même année.

Cette loi revint, avec certaines modifications, au système de la loi de 1879.

Elle rétablit les justices communales abrogées par la loi de 1894.

Quant aux justices de paix, leur nombre fut ramené à 130 (art. 48). Mais en vertu de l'article 49, le ministre de la justice était autorisé à en créer de nouvel-

les, dans les départements où il y aurait nécessité absolue, sans que leur nombre puisse dépasser 10. Cette latitude lui était accordée pendant une année seulement, à partir de la mise en vigueur de la nouvelle loi, l'initiative ministérielle devant en outre être sanctionnée par un décret royal après avis du Conseil des ministres. La première année expirée, une loi était nécessaire pour la création de nouvelles justices de paix. En exécution de l'article 49, il en fut créé onze : dix par des décrets royaux et une dernière par la loi du 27 mars 1899.

Chaque justice de paix était composée d'un juge de paix égal en grade au juge du tribunal, d'un adjoint au juge et deux copistes.

La compétence était réglée, à peu près comme dans la loi de 1894, sauf qu'en matière personnelle et mobilière, ils ne jugeaient plus en dernier ressort, que jusqu'à concurrence de 200 francs inclusivement ; à charge d'appel, ils connaissaient comme avant, jusqu'à concurrence de 1.500 francs inclusivement.

En matière immobilière, les juges de paix connaissaient en premier ressort et à charge d'appel, des actions en revendication et en général de toute action immobilière, jusqu'à concurrence de 1.500 francs de capital ou 150 francs de revenu (Art. 62).

Leur compétence en matière personnelle et mobilière, en dernier ressort, fut considérablement modifiée et diminuée par la loi du 2 juillet 1905, en vertu

de laquelle, il ne pouvaient plus juger que jusqu'à concurrence de 50 francs inclus (1).

Les pétitions d'hérédité, les demandes relatives à la mise en possession et au règlement des successions, à la sortie d'indivision et au partage des successions, même immobilières, étaient de la compétence des juges de paix, en première instance et à charge d'appel, lorsque la valeur de la succession ne dépassait pas la somme de 3.000 francs (Art. 63).

Les juges de paix étaient aussi compétents en matière de tutelle, toujours en première instance seulement, lorsque la valeur du patrimoine à administrer ne dépassait pas 5.000 francs (Art. 65).

De même, ils pouvaient rendre authentiques les contrats de mariage jusqu'à concurrence de 3.000 fr. inclusivement.

En matière répressive, les justices de paix jugeaient les contraventions de simple police, à charge d'appel. Avant la loi du 2 juillet 1905, l'appel contre leurs décisions n'était pas recevable, lorsque l'amende, les restitutions ou les réparations civiles, ne dépassaient pas respectivement la somme de 25 francs (Art. 69).

Aux termes de l'article 71, les justices de paix, faisant l'office de tribunaux correctionnels, jugeaient en premier ressort, les faits prévus par les articles 238,

1. Loi du 2 juillet 1905, modifiant les articles 55, 58 et 59 de la loi du 1^{er} juin 1896.

249, 299 alinéa 1^{er}, 352, 353 et 356 du Code pénal, relatifs aux voies de fait, aux coups et blessures involontaires, aux injures et offenses, à la dégradation ou à la destruction de la propriété d'autrui.

L'appel des livres de justice rendus par les juges de paix tant en matière civile que pénale, était porté devant le tribunal de département respectif.

A la suite de la loi du 2 juillet 1905, le recours contre les livres de justice, prononcés par les juges de paix en dernier ressort et qui avant cette lois étaient attaqués devant les tribunaux de département, fut mis dans les attributions de la Cour de Cassation ; le résultat a été que des milliers de dossiers sont venus s'amasser au greffe de la Haute-Cour, sans jamais avoir été, pour la plupart, pris en discussion, par suite du peu d'intérêt que les parties avaient à soutenir et poursuivre leur jugement. C'est une inadver-tance législative qui a disparu, dans la nouvelle organisation des justices de paix.

Telles sont les dispositions essentielles de la loi du 1^{er} juin 1896 qui a régi les justices communales et les justices de paix jusqu'au moment de la mise en vigueur de la loi du 30 décembre 1907, qui par des innovations fantaisistes et des hardiesses sans précédent, méconnaissant les leçons les plus élémentaires du passé, traversant en coup de foudre les assemblées législatives et sortant triomphante grâce à la magie toute puissante et au nom de la « discipline

de parti», aura fait disparaître la plus populaire juridiction roumaine.

Organisation actuelle des Justices de paix. Loi du 30 décembre 1907. — Pour faire comprendre les dispositions de la loi de 1907, pour discerner ce qui a hanté et constamment poursuivi l'esprit de son auteur, nous nous faisons un devoir d'ajouter de suite, que cette loi a été conçue, préparée, élaborée et votée dans des moments d'une exceptionnelle gravité (1).

La question paysanne, ardente et menaçante, qu'incurie ou simple prudence, les gouvernements successifs ont ajournée avec une impardonnable légèreté, tout en faisant l'éternel et alléchant sujet des déclarations ministérielles, s'est posée dans toute sa gravité au printemps de l'année 1907, d'une façon tout à fait inattendue. La révolte qui s'ensuivit, secouant les assises fondamentales de la Roumanie et la menaçant dans son existence même, fut l'occasion d'une véritable hécatombe.

L'apaisement survenu, obtenu au prix de moyens radicaux sur la légalité desquels il était aussi imprudent que coupable de discuter ; la question des res-

1. La loi sur les Justices de paix du 30 déc. 1907, a été proposée par M. Toma Stelian, ministre de la Justice, et votée par le Sénat dans la séance du 17 déc. 1907 (*Moniteur officiel*, n° 14, 1908). La Chambre ayant apporté certaines modifications, dans sa séance du 22 décembre 1907, la loi a été de nouveau votée par le Sénat, avec les amendements proposés, le 22 déc. 1907 (*M. off.*, n° 18, 1908).

ponsabilités tranchée ou plutôt éludée par le fait même de la communauté dans la faute, il fallait agir.

Le parti libéral, se conformant en cela à ce qui constitue une noble tradition dans son histoire politique, assumait la direction du gouvernement, au plus vif de la crise.

Par une série de lois successives, dont l'ensemble constitue, dans cette nouvelle activité parlementaire, le chapitre des *Réformes agraires*, on a établi sur de nouvelles bases les rapports entre les paysans, en leur double qualité d'ouvriers agricoles et de métayers ou détenteurs de petites parcelles et les exploitants de la terre, propriétaires ou fermiers.

La nouvelle loi sur l'organisation des justices de paix, fait partie, dans le domaine judiciaire, des réformes promises.

La commotion avait été trop forte, les esprits trop suggestionnés encore par les événements qui venaient à peine de disparaître, pour que cette loi n'en subît pas l'empreinte. Ces considérations seules permettent d'expliquer les innovations qu'on y trouve ; pour n'en citer que les principales, mentionnons l'institution des juges de paix ambulants, principe d'une application plus que discutable en Roumanie et l'extension considérable de la compétence du nouveau juge de paix, duquel, en empruntant le mot d'un orateur du Parlement, on a fait « un héros ».

De la combinaison des articles 119 et 122, il résulte

implicitement que les justices communales sont supprimées (1).

Composition et circonscriptions des justices de paix.

— Chaque département comprend plusieurs circonscriptions judiciaires, appelées *ocols judiciaires*.

Il y a des *circonscriptions urbaines* comprenant une commune urbaine ou des fractions de communes urbaines, auxquelles au besoin on peut ajouter des communes rurales, suivant l'étendue de la commune et le nombre des habitants.

Il y a en outre, des *circonscriptions rurales*, comprenant plusieurs communes rurales avoisinantes.

Comme on trouve cependant beaucoup de petites villes qui ont été déclarées communes urbaines et pour lesquelles seules, d'autre part, une justice de paix aurait été de trop, ces petites villes avec plusieurs communes rurales voisines constituent respectivement des circonscriptions rurales (2).

1. La loi du 30 décembre 1907 n'a été mise en application que le 1^{er} mai 1908. Le règlement pour la mise en application de la loi, a été publié dans le *Moniteur officiel*, n° 252 du 15 février 1908 ; quelques rectifications au règlement ont été publiées dans le *M. off.*, n° 255 du 19 février 1908 et 288, 1908.

2. La distinction des circonscriptions judiciaires en urbaines et rurales, est, comme on le verra, nécessaire à plus d'un point.

Pour la facilité du langage, nous emploierons les expressions de justices de paix urbaines et justices de paix rurales, pour désigner les juridictions qui s'y trouvent respectivement.

Dans chaque circonscription judiciaire il y a une justice de paix.

Les justices de paix urbaines sont composées d'un juge, d'un magistrat-stagiaire qui est une création de la nouvelle loi, un greffier, un archiviste-enregistreur et un ou plusieurs copistes. La qualification donnée au nouveau magistrat n'est pas très heureuse; le simple mot stagiaire aurait évité l'anomalie qu'il y a entre les deux expressions réunies.

Quant aux justices de paix rurales, leur personnel comprend : le juge, le magistrat-stagiaire, deux greffiers et un ou plusieurs copistes.

L'instance de la justice de paix rurale, à l'occasion des circuits que le juge fera dans sa circonscription, est composée du juge, d'un des deux greffiers de la commune-résidence qui doit accompagner le juge dans ses circuits et du secrétaire de la commune respective, qui remplit le rôle d'archiviste. Les nombreuses attributions accordées à ce fonctionnaire administratif, constituent une vraie lacune. Il ressort cependant, des déclarations du ministre de la Justice, que ces attributions n'ont été accordées au secrétaire communal que dans l'impossibilité de faire autrement.

Les juges de paix ruraux sont obligés, tous les fois que les nécessités l'exigeront et au moins deux fois par mois, d'aller dans chaque commune de leur ressort, pour exercer les attributions qui leur appartiennent. Ce qui a occasionné l'institution de cette jus-

tice ambulatoire c'est la suppression des justices communales. Il est certain que par le fait de cette suppression, la plupart des justiciables se fussent trouvés trop éloignés de la résidence de la justice de paix. Néanmoins les conditions dans lesquelles impérieusement le nouveau juge devra exercer ses fonctions sont trop critiquables pour pouvoir trouver une compensation dans l'infime avantage offert par le système de la justice à domicile.

Mais, à notre avis, c'est le point de départ de la nouvelle conception, qui est entièrement faux : on s'est imaginé le paysan roumain d'une nature essentiellement processive, ce qui est loin d'être prouvé. Mais à la rigueur, même si cela était la vérité, ce n'est pas en facilitant, en excitant même, l'exercice d'une passion imaginaire, qu'on aurait agi au mieux des intérêts de la classe paysanne.

L'état peu fameux des moyens de communication dans la plus grande partie du pays, rendus impraticables presque, par des intempéries dont la durée se manifeste pendant une grande partie de l'année, les juges mal logés, mal nourris, étant obligés de tenir leurs séances dans les salles étroites et obscures des mairies rurales et avec cela surchargés de travail, nous doutons fort que la justice distribuée dans de pareilles conditions, puisse gagner en confiance et en prestige et que son relèvement qui a été la pensée maîtresse de l'auteur de la loi, puisse être obtenu.

On a insisté, dans les débats parlementaires jusqu'à en abuser, sur l'exemple offert par l'Angleterre ; et cependant en Angleterre où le système de la justice ambulatoire fonctionne depuis des siècles, on ne fait aucune difficulté pour reconnaître les défauts qu'il présente : jamais les plaideurs ne savent exactement à quelle époque leur affaire sera jugée.

« Inscrire un procès au rôle, disait un solicitor, équivaut à peu près à lancer une bouteille cachetée, dans un tourbillon d'eau. Quand et où arrivera-t-elle ? Nul ne le sait (1).

Le but de la loi, mettre la justice à la portée des paysans, aurait été largement atteint par l'augmentation du nombre des justices de paix, surtout avec les nouvelles conditions concernant le recrutement et la stabilité des magistrats.

Admissibilité dans les fonctions de juge de paix et de stagiaire. — Pour être nommé juge de paix, il faut réunir les conditions suivantes : 1° satisfaire aux conditions générales d'admissibilité dans les fonctions judiciaires (2) ; 2° être âgé de 28 ans révolus ; 3° posséder le diplôme de docteur ou licencié en droit ; 4° avoir subi avec succès l'examen de capacité ; 5° avoir rempli consciencieusement la fonction de stagiaire, près d'une justice de paix rurale, pen-

1. E. Glasson. *La justice en France et en Angleterre*, 1895.

2. Voir l'article 52 de la loi sur l'organisation judiciaire de 1890 ; — art. 74, loi du 24 mars 1909.

dant deux ans au moins. La condition de stage peut être remplacée par l'exercice effectif de la fonction d'avocat pendant quatre ans au moins, auprès d'un tribunal de département ou une cour d'appel ; 6° n'être pas parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement, avec des personnes de sa circonscription et ne pas avoir une propriété rurale dans la même circonscription.

L'examen de capacité aura lieu à Bucarest, devant une commission composée : de deux membres de la Cour de Cassation, délégués par la Cour pour un an ; de deux professeurs des facultés de droit nommés pour un an par le ministre de la Justice sur une double liste présentée par les deux facultés de droit de Bucarest et de Jassy (1) ; enfin d'un délégué du ministre de la Justice.

Pour être nommé magistrat-stagiaire il faut : 1° avoir l'âge de 25 ans révolus ; 2° posséder le diplôme de docteur ou licencié en droit ; 3° avoir passé avec succès l'examen de capacité.

D'après l'article 24 du règlement, les nominations seront faites par le ministre de la Justice suivant l'ordre de classement des candidats admis à l'examen, exception faite pour les cas où pour des raisons décisives et expressément indiquées par la commis-

1. D'après les explications fournies au Sénat par le ministre de la Justice, ce dernier doit obligatoirement nommer un professeur de chacune des deux facultés de droit.

sion disciplinaire ou par le ministre dans une conclusion motivée, il en sera décidé autrement relativement à un candidat.

Par son contenu et par sa place, cette regrettable disposition est destinée à causer bien des surprises.

Avant d'entrer en fonctions, le juge de paix prête serment au tribunal du département respectif ; le magistrat stagiaire, devant le juge de paix, à la résidence de la justice de paix, en séance publique.

Position des juges de paix. — Les juges de paix sont assimilés, au point de vue de la hiérarchie et du traitement, aux juges des tribunaux du département. Jouissant des mêmes prérogatives, ils sont astreints aux mêmes obligations et sont atteints par les mêmes incompatibilités. Par exception cependant à l'article 75 de la loi sur l'organisation judiciaire, le juge de paix peut être l'oncle ou le neveu du magistrat stagiaire, car quoique membres du même tribunal, ils ne jugent jamais ensemble (1).

Dans le but de récompenser et stimuler le zèle des nouveaux juges de paix, la loi prévoit un avancement sur place au grade de président de tribunal, au bout de six ans, depuis sa mise en application ; après un nouveau délai de six ans, ils peuvent être avancés, toujours sur place, jusqu'au grade de conseiller de Cour d'Appel. L'avancement aura lieu à la suite

1. L'article 75 correspond à l'article 63 de la loi du 20 avril 1810 en France, auquel on donne la même interprétation.

d'un rapport du ministre de la Justice, après avis conforme de la commission disciplinaire. Les honoraires reçus sont ceux qui sont dus au grade auquel ils ont été avancés.

A part cet avancement exceptionnel, personne ne peut être nommé président de tribunal ou conseiller à la Cour d'Appel, avant d'avoir rempli, pendant deux ans au moins, les fonctions de juge de paix, parmi lesquels une année au moins comme juge de paix rural. Sont exceptés les présidents et les juges des tribunaux, qui au moment de la mise en vigueur de la loi ont le stage nécessaire pour être avancés présidents. Une preuve de la légèreté avec laquelle la loi a été votée, c'est que cette exception a été rendue superflue, à la suite d'un nouvel alinéa ajouté à l'article 120 et dû à l'initiative parlementaire, en vertu duquel, les juges des tribunaux de département, qui sont en fonctions au moment de la mise en vigueur de la loi, sont dispensés du stage, tout en n'ayant pas le stage nécessaire pour être nommés présidents. Étant donné les nouvelles conditions de recrutement des juges de paix et surtout le rôle considérable — par l'extension de leur compétence — qui leur est attribué dans la nouvelle vie sociale créée dans les campagnes, il était indispensable, pour l'accomplissement intégral de leur mission de les placer dans des conditions de stabilité et d'indépendance absolue. L'extension de l'inamovibilité aux juges de paix, est une des pres-

criptions de la nouvelle loi, qui est appelée à rendre d'appréciables services. « Le pouvoir judiciaire dépouillé de son indépendance, dit M. Glasson, est l'instrument le plus redoutable des factions et des haines politiques. » Et plus loin : « Le principe de l'immovibilité des juges, finirait par ne plus être qu'une vaine fiction s'il devait faire naufrage avec chaque forme de gouvernement; sa force est dans son inviolabilité absolue (1). »

Cependant, l'immovibilité ne veut pas dire impunité et dans l'intérêt de la justice même, il était indispensable que les juges trouvent le contrepoids nécessaire de leur stabilité, dans la responsabilité devant les autorités supérieures.

Dans ce but la loi de 1907 prescrit que les juges exercent leurs attributions sous la surveillance du ministre de la Justice et du procureur général près la Cour d'Appel respective.

Le ministre de la Justice exerce son droit directement ou par l'intermédiaire d'un inspecteur-délégué.

Les juges de paix sont soumis à toutes les obligations professionnelles et aux peines disciplinaires prévues par la loi sur l'organisation judiciaire pour les autres magistrats (Art. 83, 143, loi de 1890) (2).

1. E. Glasson, *Éléments de droit français*, Tome II, 2^e édit.

2. Ces articles correspondent aux articles 124 et suiv. de la loi du 24 mars 1909.

L'avertissement et la réprimande peuvent être prononcés par le ministre de la Justice seul. Le transfert, la suspension, la mise en disponibilité et la destitution, ne peuvent être prononcés qu'après avis conforme de la commission disciplinaire. Les peines disciplinaires peuvent être prononcées ou graduellement ou chacune d'elles pour la première fois, suivant la gravité du cas.

La commission disciplinaire, dont le siège est à Bucarest, est composée d'un membre de la Cour de Cassation, d'un conseiller et du procureur général près la Cour d'Appel de Bucarest. Le membre de la Cour de Cassation et le conseiller à la Cour d'Appel sont désignés par voie de tirage au sort, au commencement de chaque année judiciaire, en séance publique, le représentant du ministère public y assistant. Le délégué du ministre de la Justice, chargé de la surveillance des juges de paix, fera office de ministère public, dans la commission disciplinaire.

Le ministre de la Justice convoque la commission disciplinaire, toutes les fois qu'il en sera besoin.

Elle fonctionne sous la présidence du membre de la Cour de Cassation, chaque membre étant tenu de motiver son opinion. En cas de jugement, le magistrat inculqué est requis par lettre recommandée, dans laquelle on lui fait connaître les imputations dont il est l'objet. Il ne peut se défendre que seul ou assisté par un autre magistrat.

La commission disciplinaire émet son avis sur la nomination, l'avancement, le transfert, la suspension, la mise en disponibilité ou la destitution des juges de paix, et sur toute autre mesure qui serait mise par les lois dans ses attributions.

Compétence. — En matière civile et commerciale, les juges de paix sont compétents pour toutes les actions personnelles et mobilières, principales, accessoires ou incidentes, en premier et dernier ressorts, depuis la somme la plus minime jusqu'à 300 francs inclusivement, capital et intérêts compris, et à charge d'appel au tribunal de département, depuis 300 francs jusqu'à 3.000 francs, inclusivement, capital et intérêts.

Il nous semble bien difficile de concilier l'extension de la compétence des juges de paix avec le souci d'une justice équitable et expéditive, qui a été le but vers lequel gravitaient la pensée et les efforts du législateur de 1907. Pour justifier cette extension qui semblait s'imposer, on a avancé un argument de nature économique, en disant que depuis 1879, le prix des choses a presque doublé, ce qui fait que dans la mesure où cette transformation économique s'accomplissait, la compétence diminuait d'autant, quoique inversement les garanties d'une bonne justice augmentaient. Cet argument est critiqué, pour la raison décisive que ce qui doit servir pour la détermination de la compétence ce n'est pas la chose

en elle-même, car si la valeur des choses a augmenté, l'intérêt est resté le même (1).

L'extension de la compétence et la multiplicité des nouvelles attributions mises à la charge des juges de paix, tourne à l'encontre de la loi elle-même : dans l'impossibilité matérielle de remplir consciencieusement la lourde tâche qui lui incombe, le nouveau juge, sans manquer de scrupules, se verra dans la nécessité de régler son zèle, d'après des considérations étrangères à l'intérêt de la justice et des justiciables.

Les juges de paix connaissent en dernier ressort, sans limite de valeur : 1° des actions pour dommages causés par les hommes ou les animaux, aux champs, aux fruits et aux récoltes ; 2° des actions pour le curage des fossés, des canaux d'irrigation, des rivières, des étangs ; des actions pour l'usurpation ou dommages causés aux terres, aux arbres, aux haies, fossés ou autres clôtures.

Ils jugent d'après le droit commun ou suivant la loi des propriétaires (2) les actions relatives à l'exécution, l'annulation ou la résiliation des contrats de location mobilière ou immobilière, de même que celles relatives à l'expulsion du fermier ou du locataire, en premier et dernier ressorts, lorsque la valeur

1. C. Botez. *Le nouveau Code de séance du juge de paix.*

2. Loi sur les droits des propriétaires. Promulguée et publiée dans le *Monit. Off.* 289 du 30 mars 1903.

locative annuelle atteint la somme de 150 francs inclusivement et à charge d'appel, lorsque cette valeur monte de 150 francs à 1.500 francs inclusivement.

En ce qui concerne les actions possessoires, les juges de paix prononcent en premier et dernier ressort, lorsque la chose qui fait l'objet de la possession ne dépasse pas 300 francs, ou lorsqu'il s'agit de la possession d'un hectare au plus, sans constructions ni autres améliorations ; en tout autre cas, ils ne jugent qu'à charge d'appel.

Ils jugent en premier ressort toutes les actions en revendication et en général les actions immobilières, lorsque l'objet de l'action est un terrain sans constructions ou d'autres améliorations, d'une étendue maximum de dix hectares, ou si ayant des constructions ou d'autres améliorations, n'a pas une valeur supérieure à 3.000 francs.

En adoptant comme fondement, pour la détermination de la compétence concernant les terrains sans constructions, l'étendue de dix hectares, l'intention du législateur a été d'éviter les chicanes et les retards qui n'auraient pas manqué de se produire. Cependant, comme il arrivera souvent, deux terrains de culture de la même étendue, n'auront jamais la même valeur, et presque toujours cette valeur sera supérieure à 3.000 francs, maximum de la compétence pour les terrains ayant des constructions. Ce qui conduira à

ce résultat, que les deux maxima, qui devaient être adéquats, établiront au contraire une compétence différente pour les deux catégories de terrains et ce qui est plus fâcheux encore, une compétence différente pour la catégorie des terrains sans constructions, suivant les localités. Le seul moyen pratique d'éviter ces difficultés, aurait été d'adopter le système qui prend pour critérium la valeur réelle des immeubles.

Les actions immobilières relatives aux propriétés concédées aux paysans déclarées inaliénables par la loi rurale du 15 août 1864 (art. 7) et par des lois postérieures, de même que les actions personnelles ou mobilières, de la nature de celles qui sont jugées par les juges de paix dans les communes rurales, lorsqu'elles seront intentées par les paysans sont dispensées de la taxe du timbre et de tous autres frais de procédure.

Sont aussi de la compétence des juges de paix : les pétitions d'hérédité, les demandes relatives à la mise en possession et à la dévolution des successions, aux sorties d'indivision et au partage des successions.

Lorsque les objets de la succession sont meubles, le livre de justice est rendu en premier et dernier ressorts jusqu'à 300 francs inclusivement et à charge d'appel, de 300 jusqu'à 3.000 francs. Si parmi ces objets, il y a des immeubles, le livre de justice ne peut être rendu qu'en premier ressort, jusqu'à la valeur de 3.000 francs inclusivement. Si l'action en

revendication d'une succession ayant été introduite directement devant le tribunal, l'intimé a acquiescé à la sentence, il résulte que les parties ont tacitement renoncé au bénéfice de la première instance, et que le tribunal a statué en dernier ressort (1).

En ce qui concerne la détermination de la compétence des juges de paix, dans les cas où elle est fixée suivant la valeur ou l'étendue de l'objet de litige, ces dernières seront déterminées et justifiées par le demandeur, dans sa demande même. En cas de contestation, le juge appréciera d'après les actes et indications donnés par les parties, ou la à suite d'une enquête locale ou enfin suivant le rapport d'un expert à ce désigné.

Quant à la matière des tutelles, les juges de paix sont compétents pour toutes celles qui sont ouvertes dans leur circonscription, lorsque la valeur du patrimoine à administrer, ne dépasse pas 10.000 francs.

Il résulte des débats parlementaires, que la seule tutelle qu'on a eue en vue c'est celle des mineurs proprement dits, la tutelle des autres incapables rentrant dans les attributions du tribunal de département.

Enfin et comme pour marquer le lien intime existant entre la loi sur les contrats agricoles (2) et la

1. Cassation I, 236, 1906, *Bulletin*, p. 867.

2. Cette loi a été publiée dans le *Moniteur Officiel*, 213, du 23 décembre 1907, date de sa mise en application. Elle remplace la loi du

mission confiée aux juges de paix dans leur double qualité de facteurs conciliants et agents exécutifs, des attributions d'une nature particulière leur ont été données.

Le nouveau juge de paix, chargé d'aplanir et au besoin de juger les différends nés à l'occasion des combats agricoles ou des associations paysannes, est en même temps obligé de veiller au respect de la loi sur les dits contrats, étant en outre tenu d'assister au règlement annuel des comptes entre les propriétaires ou les fermiers et les paysans, toutes les fois qu'il en sera requis par l'une ou l'autre des parties.

C'est encore une disposition qui condamnée irrévocablement à rester, par la force des choses, purement platonique, est destinée à tromper les illusions du législateur.

La compétence des juges de paix relativement aux actes notariés, surtout celle des juges de paix ruraux, a reçu un notable changement et partant une grande extension.

Ainsi, tandis que les juges de paix urbains, continuent à exercer les attributions qui leur sont conférées par la loi sur l'authenticité des actes (1), les

14 mai 1893. Plusieurs modifications lui ont déjà été apportées par la loi du 22 avril 1908.

1. Loi sur l'authenticité des actes du 1^{er} septembre 1886, modifiée par les lois du 1^{er} janvier 1887 et du 11 février 1904.

Article premier. — Les autorités compétentes pour légaliser les

juges de paix ruraux, en plus de ces attributions, peuvent rendre authentique tout acte dans lequel interviendrait un habitant de la circonscription judiciaire respective, ou qui serait relatif à des biens situés dans cette circonscription, exception faite pour les contrats agricoles (1).

Dans les communes rurales, les greffiers des justices de paix et les secrétaires communaux, sont obligés de rédiger, sous le contrôle du juge ou du magistrat stagiaire, les actes dont les habitants de ces communes auront besoin, sans pouvoir réclamer aucun droit. Cette obligation, corollaire de la disposition précédente relative à l'authenticité, constitue une énorme facilité, pour les plaideurs des justices rurales.

Compétence pénale. — Les juges de paix jugent toutes les contraventions de simple police, en premier et dernier ressorts lorsque la peine prévue par la loi est l'amende et que les restitutions et les dom-

actes sous seings privés et rendre authentiques les actes pour lesquels la loi exige cette forme sont les suivantes :

- 1° Les tribunaux de département;
- 2° Les juges de paix;
- 3° Les justices communales (supprimées);
- 4° Les chefs de police et les commissaires de police, exceptionnellement et suivant les distinctions établies par la loi.

Voir les articles 3 et 5 de la loi.

1. L'authenticité de ces derniers a été réservée par la loi sur les contrats agricoles, aux maires.

mages-intérêts ne dépassent pas 300 francs ; ils ne prononcent qu'en premier ressort lorsque la peine est l'emprisonnement ou lorsque les restitutions et réparations civiles sont supérieures à 300 francs.

Quant à la compétence correctionnelle, elle a été à tel point étendue que presque tous les délits seront jugés en premier ressort par les juges de paix et en appel par les tribunaux de département.

La conséquence est qu'on a rendu difficile sinon matériellement impossible la tâche du juge, en déchargeant d'autant et sans aucun motif, les Cours d'Appel, devant lesquelles étaient portés jusqu'à présent, les appels contre les jugements prononcés par les tribunaux de première instance, en matière correctionnelle.

Les inconvénients signalés jusqu'à présent, conséquence de l'extension sans mesure de la compétence des juges de paix, ne sont relatifs qu'aux entraves, que de par la loi elle-même on a apportées à la marche régulière de la justice.

Mais là où cette extension constitue une flagrante violation des principes du droit public en même temps qu'une grave atteinte à la liberté individuelle, c'est en ce qui concerne le rôle d'officier de police judiciaire dont on a investi le juge de paix. On a vraiment de la peine à comprendre comment ne s'est-on pas aperçu, que ceux qu'on voulait protéger, seraient précisément les premiers à en souffrir. Le juge de

paix réunit en effet les qualités de procureur, de juge d'instruction dont les mandats ne seront soumis à aucune confirmation ou infirmation, et enfin de juge du fond. Ce n'est pas par des arguments tirés de l'intérêt public et de l'intérêt de l'inculpé lui-même, les seuls qu'on a donnés, qu'on aura justifié l'atteinte au principe de la séparation des autorités qui instruisent de celles qui jugent. Et il faut méconnaître complètement le déchaînement des passions humaines mises en éveil par la diversité des intérêts et les influences de toute sorte, pour se faire des illusions sur les résultats de l'épreuve pratique, des principes théoriques conçus d'une manière purement abstraite et sans égards à la réalité des faits.

L'autoritarisme du juge de paix trouva enfin sa consécration définitive dans une disposition, qui tempérée à la suite de protestations unanimes que sa rigueur souleva lors de la discussion du projet, constitue encore une immense prérogative, que seules la prudence et le tact de ceux qui en sont investis, pourront empêcher de donner lieu à de regrettables conflits.

Cette disposition fait l'objet de l'article 93 de la loi, en vertu duquel le juge de paix, condamnant la partie qui a succombé, aux frais du procès et à tous les dommages subis par l'autre partie, à son occasion, peut en outre, si ses prétentions ont été « manifestement injustes » prononcer contre elle une amende jusqu'à 200 francs.

Le même article, dans sa facture primitive accordait au juge la possibilité de prononcer la même peine contre l'avocat ou le défenseur (1) qui de « mauvaise foi » aura soutenu de pareilles prétentions.

Outre l'argument de principe tiré de ce que l'amende, en tant que peine, n'est jamais que la sanction d'une infraction à la loi pénale (2), l'arbitraire que cette disposition faisait naître, a fait revenir sur la peine que le juge pouvait infliger aux avocats et aux défenseurs. En ce qui les concerne, l'article 93, dans sa rédaction définitive s'exprime dans ces termes : « En pareil cas (prétentions injustes du perdant) si à la demande de la partie intéressée, le juge trouve que l'avocat ou le défenseur de la partie condamnée a soutenu de mauvaise foi de pareilles prétentions, il déférera le cas au Conseil de discipline respectif (3) par une adresse motivée et par l'intermédiaire du procureur près le tribunal civil.

Le Conseil de discipline est tenu de se prononcer

1. Les défenseurs sont d'anciens magistrats sans diplôme, qui à la suite de l'évolution des institutions judiciaires et à cause du nombre des candidats diplômés augmentant constamment, se sont trouvés exclus de leurs anciennes fonctions.

Dans une pensée équitable et humanitaire, la loi du 1^{er} juillet 1896 leur accorda le droit de remplir les fonctions de défenseurs et de mandataires près les justices de paix.

2. R. Garraud, *Précis de droit criminel*, p. 303 et 304.

3. Loi sur l'organisation du corps des avocats du 12 mars 1907 art. 52, action disciplinaire.

dans le délai d'un mois au plus tard, du jour de la réception de l'adresse. En cas d'acquiescement, ou si le conseil ne s'est pas prononcé dans le délai légal, le procureur déférera le cas à la Cour d'Appel respective.

Si l'avocat ou le défenseur est puni, il est de plein droit solidairement responsable avec la partie dont il a soutenu les intérêts, pour tous les dommages-intérêts auxquels cette partie a été condamnée par le juge de paix.

Malgré le tempérament reçu, la disposition de l'article 93 n'en reste pas moins une mesure assez vexatoire pour les avocats et les défenseurs et par la contradiction à laquelle elle conduit dans un cas particulier, elle constitue une véritable anomalie. Il arrivera en effet que l'avocat dont la verve aura paru suspecte au juge de paix, traduit par ce dernier devant le Conseil de discipline et condamné, gagne ensuite le procès devant le tribunal civil en appel (1) ou même lors du recours devant la Cour de Cassation (2).

1. Art. 99. Le délai d'appel est de dix jours. Il court contre les parties présentes, du jour qui suit celui de la prononciation du jugement; contre les parties absentes de celui qui suit la signification.

Le délai d'opposition est de cinq jours. On ne peut se servir de cette voie, que si l'affaire a été jugée en dernier ressort.

2. Quoique le législateur de 1907 soit revenu au système antérieur à la loi du 2 juillet 1905, en chargeant de nouveau les tribunaux de département du jugement des recours intentés contre les décisions

Chargé d'une compétence excessive, entouré de l'auréole du prestige que lui donne la haute mission qui lui incombe et possédant les moyens pour se faire respecter et obéir, le juge de paix, sûr de sa situation, n'aura plus qu'une seule question à résoudre : c'est la possibilité matérielle de réaliser sa difficile tâche.

Nous ferons en effet remarquer qu'en ce qui concerne les deux principaux facteurs, le changement s'est opéré avec des tendances diamétralement opposées. Le résultat est qu'à l'augmentation excessive des attributions de juge de paix, correspond la diminution non moins excessive des charges de son auxiliaire. Ces charges font l'objet de l'article 8 et sont relatives à différents actes que le magistrat stagiaire ne peut accomplir qu'à la suite d'une mission expressément confiée par le juge. Le magistrat stagiaire ne peut juger qu'en cas d'absence ou d'empêchement du juge, à la suite d'une délégation ministérielle et après un stage d'une année au moins. Cette disposition louable en elle-même, perd beaucoup de sa valeur, par son dualisme avec la disposition concernant le juge. L'article 41 du règlement impose en

rendues par les juges de paix en dernier ressort, la Cour de Cassation, aujourd'hui comme avant 1905 connaît des recours intentés contre ces décisions, dans les cas non prévus par la loi sur les justices de paix, mais réglementés par la loi organique de la Haute-Cour. Ces cas font l'objet de l'art. 33, al. 1^{er}, 2 et 4, loi C. de Cass.

effet au juge l'obligation d'accomplir par lui-même, toutes les attributions que la loi lui confie ; il ne peut user de la faculté que lui offre l'article 8 de la loi que lorsqu'il est empêché de les accomplir personnellement. Même dans ce cas, le juge est tenu, sur sa responsabilité, de surveiller le travail du stagiaire.

Avec quelques notions sur le traitement, du juge et du stagiaire nous finissons l'exposé du premier échelon de notre organisation judiciaire.

La division par classes, qui existait sous l'empire de la loi de 1879, fut supprimée par la loi de 1894, qui fixa les traitements mensuels du juge et de son adjoint respectivement à 350 et 220 francs.

La loi de 1896 rétribua plus convenablement les magistrats de la justice de paix, leurs gages étant portés à 500 et 300 francs. La forte crise économique que la Roumanie traversa en 1899, imposant des économies budgétaires, amena une première réduction en 1900 et une seconde en 1901, qui fut l'objet de la loi du 31 mars 1901, à la suite de laquelle le juge ne touchait plus que 370 francs et l'adjoint au juge 272.

Lors du vote du budget pour l'exercice 1906-1907, le traitement du juge de paix reçut une augmentation de 10 %.

La rétribution actuelle, aussi bien pour les magistrats des justices de paix urbaines que pour ceux des justices de paix rurales, est fixée respectivement

pour les juges et les stagiaires à 468 et 200 francs.

Un supplément mensuel de 132 francs est accordé aux juges de paix ruraux, pour supporter les frais occasionnés par leur déplacement lors des tournées dans les communes rurales.

Il est évident que si on s'est arrêté à cette minime somme, c'est que les moyens manquaient, pour en choisir une autre. Néanmoins combien l'enthousiasme pour la justice ambulatoire anglaise aurait été diminué, si lors de la discussion de la loi, on avait introduit dans les débats, la comparaison avec la justice anglaise, même sur le point qui nous préoccupe — point, dont on a complètement fait abstraction.

Le juge des Cours de comté en Angleterre, celui qui exerce la justice ambulatoire tant enviée, ne touche pas moins, en effet, de 37.800 francs par an, sans aucune retenue pour la retraite. C'est là, à part les hautes qualités traditionnelles de la magistrature anglaise, un surcroît d'indépendance et d'intégrité qu'on aurait dû ne pas négliger.

SECTION II

Tribunaux civils de département.

La création des tribunaux de département remonte à la loi du 6 décembre 1864, la première qui s'est

occupée de leur organisation, en même temps que du recrutement et de l'avancement dans les fonctions judiciaires. Nous croyons avoir déjà suffisamment insisté sur l'origine et le caractère de l'évolution subie par la Roumanie dans la seconde moitié de xix^e siècle, aussi bien que sur la portée de l'influence française sur les destinées de ses institutions, pour être dispensés d'y revenir.

Disons simplement que le nouvel état de choses dura jusqu'en 1890, lorsqu'il fut profondément modifié par la loi du 1^{er} septembre, loi qui modifiée en 1892 et 1896 a régi l'organisation judiciaire jusqu'à la loi toute récente du 24 mars 1909.

En vertu de l'article 6 de la loi de 1890, disposition maintenue par la loi du 24 mars 1909, la circonscription de chaque tribunal civil a la même étendue que la circonscription administrative du département (1).

Composition. — Chaque tribunal est composé d'une ou plusieurs sections suivant l'étendue du département et le nombre des affaires. Le département d'Ilfov (ayant Bucarest pour chef-lieu) possède le tribunal civil comprenant le plus grand nombre de sections : six en tout, parmi lesquelles une section notariale et une autre commerciale.

Les attributions de chacune des sections des tribunaux qui en ont deux ou plusieurs, son déterminées

1. Il y a en Roumanie 32 tribunaux de première instance.

par le règlement approuvé et sanctionné par le décret royal du 30 mars 1909. Dans les tribunaux à deux sections, les affaires civiles, correctionnelles et commerciales (1) sont divisées par moitié entre les deux sections.

Quant au nombre des juges de chaque tribunal ou section de tribunal il varie suivant leur importance, mais ne peut être modifié que par décret royal. D'une façon générale, les tribunaux et les sections des tribunaux se composent : d'un président, trois juges, un magistrat stagiaire (création de la loi de 1909 pour remplacer le juge suppléant), un ou plusieurs greffiers et auxiliaires de greffe, des enregistreurs, des archivistes et des copistes. Par décision ministérielle, un des juges du tribunal ou de l'une des sections, est chargé de remplir les fonctions de syndic.

La fonction de juge d'instruction est exercée par un des juges du tribunal ou de l'une des sections.

Un des présidents, dans les tribunaux à plusieurs sections, exerce les attributions et possède le titre de premier président.

Compétence. — En vertu de l'article 55 du Code de procédure civile les tribunaux de département connaissent en appel des affaires jugées en premier ressort par les justices de paix. Les autres affaires,

1. Les tribunaux civils jugent, suivant les règles de leur compétence les affaires commerciales. Article 21 loi de 1890 ; article 19 loi de 1909.

ils ne les jugent qu'en premier ressort. Cette dernière disposition est une des innovations introduites lors de la réforme du Code, en 1900, en vertu de laquelle, toutes les affaires sont jugées en deux instances. Quant au chiffre déterminant les limites de leur compétence, d'après l'article 56 du Code de procédure civile ils jugeaient les affaires d'une valeur supérieure à 1.500 fr., limite fixée par la loi de 1896 à la compétence en premier ressort des justices de paix (1). Le compétence de ces dernières ayant été portée à 3.000 francs, tant en matière personnelle et mobilière qu'en matière immobilière, les tribunaux de département se trouvent privés des affaires qui constituaient la grande partie de leurs attributions courantes, qu'ils ne connaîtront plus que comme instances du second degré.

D'après l'article 122 de la loi du 30 décembre 1907 sur les justices de paix « les affaires pendantes devant les tribunaux et qui deviendraient de la compétence des justices de paix, continueront à être jugées par ces tribunaux, mais suivant les règles de procédure établies par la nouvelle loi » (2).

1. Une autre innovation du Code de procédure de 1900 consiste en ce qu'on ne tient plus compte du revenu, dans la détermination de la compétence.

2. Il est probable que la loi du 30 décembre 1907, n'a entendu déroger par cet article qu'au principe de la rétroactivité des lois de compétence, mais la dérogation étant complète en ce qui les concerne et s'étendant même aux Cours d'Appels, pour les affaires dont, en vertu de la nouvelle loi, elles se trouvent privées.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire les tribunaux de département ont été de nouveau investis par la loi de 1907 du recours contre les livres de justice rendus par les juges de paix en dernier ressort, recours dont ils avaient été dépouillés par la loi du 2 juillet 1905, qui le mit dans les attributions de la Cour de Cassation.

Le législateur de 1905 invoquait, en fait de griefs contre les tribunaux fonctionnant comme Cour de Cassation, l'inconstitutionnalité de principe d'abord, ensuite et surtout le fait que les tribunaux de département repoussant trop facilement les recours intentés devant eux, les parties étaient privées du bénéfice du contrôle de l'instance supérieure.

Néanmoins, devant les inconvénients pratiqués du nouvel état de choses, inconvénients déjà signalés, on est revenu en 1907 aux dispositions de la loi de 1896. Les livres de justice, rendus en matière civile, commerciale ou pénale par les juges de paix en dernier ressort, peuvent être attaqués par la voie du recours devant les tribunaux de département respectifs, pour excès de pouvoir, incompétence, violation de la loi, omission essentielle ou dénaturation d'actes (Art. 106, loi du 30 décembre 1907).

Ce recours, qui est suspensif d'exécution, constitue plutôt un complément de défense pour les parties. Si le tribunal trouve fondés les motifs pour lesquels on a attaqué le livre de justice, il évoque l'affaire

entière qu'il juge suivant ses propres règles de compétence (art. 107, loi de 1907) ; avant la loi du 9 mars 1879, le tribunal devait renvoyer l'affaire devant une autre justice de paix.

Les tribunaux de département statuent, comme instances du second degré, sur les appels en matière électorale (art. 45 loi électorale du 9 juin 1884) et en matière de contraventions prévues et punies par des lois spéciales, telles que la loi sur le monopole des tabacs (art. 88 loi du 23 février 1887), la loi sur les douanes (loi du 15 juin 1874, art. 190), la loi sur le monopole des allumettes et des cartes à jouer (art. 19, loi du 31 mars 1886, modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1889), etc.

En matière pénale, les tribunaux connaissent comme instance du second degré, des appels contre les livres de justice rendus par les juges de paix à charge d'appel, à l'occasion des contraventions de simple police, c'est-à-dire lorsque la peine est l'emprisonnement ou lorsque les restitutions et les réparations civiles sont d'une valeur supérieure à 300 francs.

Ils jugent en premier ressort les délits qui ne rentrent pas dans la compétence des juges de paix ainsi que les crimes commis par des mineurs de vingt ans qui n'ont pas de complices présents au-dessus de cet âge (Art. 65 C. pénal).

Comme instance du second degré, ils connaissent en dernier ressort des délits jugés par les justices de

paix et des délits forestiers punis par les juges de paix d'une amende de 300 à 3.000 francs.

Les tribunaux de département font, en plus des attributions mentionnées, office de notaires.

En vertu de l'article 2 de la loi du 1^{er} septembre 1886, ils sont compétents pour légaliser ou revêtir de la forme authentique, toute acte, passé entre toutes personnes, sans égard à la nature ou à la valeur de l'acte, ni au domicile des parties.

Nous avons vu cependant que tandis que la compétence des juges de paix urbains relativement aux actes notariés est restée telle que la prévoit l'article 3 de la loi du 1^{er} septembre 1886, la compétence des juges de paix ruraux a reçu une extension illimitée, du fait de la loi de 1907 (art. 45).

Nous estimons néanmoins, que les tribunaux civils ont gardé leur ancienne compétence, la disposition de l'article 45 constituant une simple facilité accordée aux parties et non pas une atteinte à la compétence des tribunaux (1).

Roulement, nombre de juges, remplacement. —

1. En sens contraire. Tribunal d'Ilfov, section notariale, 8904/907. Il a été jugé que les justices de paix étant compétentes pour revêtir de la forme authentique — sous l'empire de l'ancienne loi — des actes contenant des obligations personnelles jusqu'à 3.000 francs, le tribunal ne pouvait pas rendre authentique un acte de cession d'une valeur de 400 francs seulement.

Dans les tribunaux qui ont plusieurs sections, le premier président répartit chaque année, le 1^{er} septembre, les membres du tribunal, par voie de tirage au sort, entre les différentes sections, de façon que le même juge ne fonctionne pas deux années de suite dans la même section. Dans les tribunaux qui n'ont que deux sections, il y a un simple mouvement alternatif entre leurs membres.

La loi de 1890 avait déjà réglementé le roulement, qui a été conservé sans aucune modification par la loi du 24 mars 1909.

Le président du tribunal ou celui qui le remplace, exercent durant la séance et les délibérations, la police de l'audience sur tous ceux qui concourent ou y assistent.

En cas d'absence du premier président, ses droits de surveillance et d'administration sont exercés par le président de section le plus ancien en grade, les attributions de ce dernier sont exercées par le plus ancien juge. Dans les tribunaux à une seule section, le président est remplacé par les juges dans l'ordre de l'ancienneté.

Quant au nombre de juges exigés pour l'audience, le tribunal peut rendre la sentence avec deux juges, exception faite pour les cas de partage, lorsqu'il doit se constituer dans son complet de trois juges.

Dans tous ces cas, la sentence doit être rendue à la majorité de deux voix.

Dans les tribunaux divisés en plusieurs sections, le premier président remplace les juges absents avec des juges pris, par voie de tirage au sort, en séance publique, et en présence du ministère public, parmi les juges des autres sections.

Quand, à la suite de diverses circonstances un tribunal ne peut pas se constituer avec le nombre légal de juges, la loi prescrit d'appeler le juge de paix de la circonscription respective ou l'un des juges de paix urbains, ayant la résidence en ville et tirés au sort en séance publique et en présence du ministère public. En cas d'empêchement du juge de paix, le président du tribunal doit enfin appeler un avocat titré, ayant en outre pratiqué sa carrière pendant cinq ans au moins, pris dans l'ordre du tableau, parmi les avocats présents. L'avocat désigné a tous les droits, prérogatives et obligations du juge qu'il remplace, relativement à l'affaire pour le jugement de laquelle il a été appelé.

La sentence doit mentionner le remplacement du juge absent, qui sera en outre constaté dans un procès-verbal signé par l'avocat remplaçant, le président et le procureur du tribunal et gardé au dossier de l'affaire jugée.

L'inobservation de ces prescriptions constitue la nullité de plein droit de la sentence, entraînant en outre des peines disciplinaires pour les magistrats négligents, en plus de leur responsabilité envers les

parties, pour le préjudice causé par l'inobservation de la loi.

Chambre du conseil. — En plus et à part la juridiction contentieuse les tribunaux possèdent des attributions d'une nature différente, relatives au sanctionnement ou à l'autorisation de certains actes intéressant soit l'ordre public, soit les incapables. L'ensemble de ces attributions constitue la juridiction gracieuse, dont le nom est justifié par cette circonstance qu'elle s'exerce en dehors de tout procès,

Lorsque le tribunal exerce la juridiction gracieuse, il prend le nom de chambre du Conseil.

Cette expression sert à désigner aussi la salle dans laquelle se réunit le tribunal, toutes les fois qu'il siège à huis clos.

Nous ne nous occuperons de la chambre du conseil que dans sa première acception, relative au tribunal en tant que juridiction. En cette qualité, le tribunal exerce soit une juridiction gracieuse, soit même une juridiction contentieuse. En ce qui concerne la première, les tribunaux avaient reçu déjà de nombreuses attributions tant du Code civil que du Code de procédure civile. Suivant l'importance des actes, les uns ont été mis dans les attributions exclusives du président, comme la demande en séparation de biens (art. 628 C. pr. civ.), l'apposition des scellés (art. 654 C. pr. civ.), etc., tandis que d'autres comme les autorisations à donner aux

incapables ou à leurs représentants, les nominations d'administrateurs judiciaires, etc., rentrent dans la compétence du tribunal.

La compétence de la chambre du conseil est générale, en sens qu'elle seule peut connaître des différentes affaires mises par la loi dans ses attributions.

Les décisions rendues ne possèdent pas l'autorité de la chose jugée et ne sauraient en outre être susceptibles d'aucune voie de recours. Néanmoins elles peuvent être révoquées et leurs dispositions sont remplacées par d'autres, toutes les fois que l'intérêt de ceux que la loi a mis sous son autorité tutélaire, réclamera cette révocation.

Quant à la juridiction contentieuse de la chambre du conseil, elle comprend un certain nombre d'affaires qui ont été mises dans ses attributions, soit à cause de leur importance minime soit parce que l'intérêt public exigeait que les débats soient soustraits au contrôle de la publicité.

En tout cas la chambre du conseil ne peut juger une affaire de nature contentieuse que lorsqu'elle lui est expressément attribuée par un texte. Une grande controverse s'est cependant élevée à propos de l'autorisation de la femme par la justice en cas de refus du mari. Cette situation est prévue par l'article 624 du Code de procédure civile qui est la copie fidèle de l'article 861 du Code de procédure civile français. L'identité de rédaction devait provoquer nécessai-

rement la même identité dans les difficultés. Il s'agit de savoir si le tribunal statuant sur la demande de la femme, doit prononcer le jugement dans la chambre du conseil même ou à l'audience publique. Il est regrettable, qu'en 1900, lors de la revision du Code de procédure on soit passé à côté de la controverse, sans la résoudre.

Dans le doute, en s'inspirant de l'esprit de la loi, il semble, le vœu de cette dernière étant largement réalisé par le maintien du secret des débats, qu'il faut pour le surplus s'en tenir aux principes généraux et prendre parti pour le prononcé du jugement à l'audience publique.

Juge unique.— La question du nombre des juges, sous ses deux aspects « pluralité de juges » et « juge unique », a constamment passionné les esprits et chacun de ces deux aspects a eu ses ardents défenseurs. Des débats auxquels ces derniers se sont livrés, il résulte surabondamment que chaque système, quoi qu'on y fasse, se présente avec ses avantages et ses défauts inhérents, et qu'il est surtout absolument impossible de conclure à la supériorité de l'un sur l'autre. Telles étant les données du problème, la solution, quelle qu'elle soit, ne peut être qu'une pure question de conviction et d'appréciation personnelles.

La nécessité du juge unique, au triple point de vue de développement des qualités chez le juge, de la célérité de la procédure et de l'économie y résul-

tant, a été soutenue avec de très judicieux arguments d'une extraordinaire pénétration, par Bentham (1).

« Dans un système d'entière publicité, dit-il, un seul juge suffit. Un seul est toujours préférable à plusieurs. »

L'unité en judicature, d'après Bentham, est favorable à toutes les qualités essentielles dans un juge. La probité du juge dépend en effet de sa responsabilité soit devant le tribunal de l'opinion publique. soit devant celui des lois; or, cette responsabilité ne pèse tout entière que sur un juge unique. Et continuant il insiste sur les inconvénients de la pluralité, qui fournit aux juges « un moyen de s'absoudre eux-mêmes », en se renvoyant de l'un à l'autre, l'odieux d'un décret injuste, de sorte qu'il est le fait de tous et n'est celui de personne. Le nombre peut servir en outre à voiler des partialités, des abus de pouvoir, sous un beau prétexte de zèle, pour l'honneur ou pour la dignité du corps. Se demandant s'il y aurait plus de lumières, plus d'application dans un corps plus ou moins nombreux que dans un juge unique, il est amené à conclure, que la multiplication des suffrages est plus apparente que réelle et que pour la très grande majorité des cas, tout se réduit à l'opinion d'un seul qui entraîne tous les autres. « L'acquiescement à l'influence d'un chef est le sentiment habi-

1. Bentham. *De l'organisation judiciaire et de la codification.*

tuel. » Sur ce point Bentham se rencontre avec l'opinion de M. Garsonnet, qui quoique moins net dans le choix entre les deux systèmes, affirme néanmoins l'inconvénient de la pluralité, « qui partage la responsabilité du jugement entre plusieurs personnes, alors qu'il arrive souvent en fait, qu'un seul décide et impose son opinion aux autres et ce n'est pas toujours le juge le plus savant et le plus expérimenté, ce peut être souvent le plus tenace et le plus impérieux » (1).

Quant à la question de savoir comment s'est-il formé en faveur du système de la pluralité un tel préjugé qu'on ne passerait pas « sans effroi » sous le régime du juge unique, Bentham donne une double réponse. Sa première source est dans un ancien usage ; il est ensuite fondé sur deux considérations parmi lesquelles la seconde seule présente une certaine valeur. Une de ces considérations est la notion vulgaire que « deux têtes valent mieux qu'une », tandis que l'autre tire sa force de la notion politique sur l'avantage de diviser les pouvoirs pour les limiter.

La pluralité, qui pour les défenseurs du système de l'unité de juge offre tant d'inconvénients, constitue par contre pour ses partisans autant de garanties d'un bon jugement. Ainsi d'après d'Ihering, l'organisation des juges en collège, est des plus précieuses.

1. E. Garsonnet. *Traité théorique et pratique de procédure.*

« Le jugement d'une juridiction érigée en collège, dit-il, laisse ignorer au public la part d'intervention de chaque membre (1). »

Il y a incontestablement du vrai dans les deux systèmes, et leur conciliation, permettant seule de tirer de chacun d'eux sa part de vérité, est la solution qui s'impose dans cette classique discussion. La possibilité de cette conciliation réside tout entière dans l'adoption du système du juge unique en première instance, en faisant juger l'appel par plusieurs juges. C'est aussi la solution préconisée par M. Glasson. « Un juge unique, dit-il, investi du droit d'infirmer la décision personnelle d'un juge inférieur, serait de toutes les institutions judiciaires la plus détestable. » Et plus loin : « Un corps, si peu nombreux qu'il soit, représente toujours avec plus de dignité, l'idée impersonnelle de la justice (2). »

Il est manifeste qu'un des avantages considérables du principe du juge unique consiste dans la possibilité — par suite de la diminution du nombre des juges — d'une meilleure rémunération. Les traitements fabuleux des magistrats anglais sont sinon l'unique du moins la principale raison de leur étonnante et imposante supériorité. L'idéal de la magistrature de l'avenir serait précisément de placer ses membres

1. Rud von Ihering, *L'évolution du droit* (Zweck im recht).

2. E. Glasson, *Eléments de droit français*, T. II.

dans des conditions matérielles et morales telles qu'une fois installés, ils n'aient plus rien à espérer des pouvoirs publics, sous forme d'avancement ou diverses distinctions. Il est cependant plus que douteux qu'on puisse jamais atteindre une parcelle de cet idéal, avec le système au moyen duquel la justice est administrée actuellement tant en France qu'en Roumanie. En tout cas, il nous est difficile de concevoir, par quel moyen dans l'état actuel des choses, obtiendrait-on jamais du juge soumis à l'avancement, cette abstraction de tout souci étranger à l'intérêt de la justice, cette abnégation de soi-même, qui faisait dire à d'Ihering, parlant de la justice dans le sens subjectif : « Élever le cas d'espèce à la hauteur de la situation abstraite, prévue par la loi, telle est la vraie mission du juge. »

En Roumanie le principe du juge unique a toujours constitué l'exception. Il était déjà consacré par la loi du 30 mars 1886 sur l'organisation judiciaire en Dobrogea, en vertu de laquelle les deux tribunaux de cette région peuvent juger avec un seul juge lorsqu'ils fonctionnent comme première instance et à charge d'appel. De même, en vertu de la loi du 22 avril 1886, les tribunaux qui n'ont qu'une seule section, fonctionnent pendant les vacances avec un seul juge. La loi du 1^{er} avril 1903 enfin, relative aux droits des propriétaires résultant des contrats de location et de fermage, autorise le président du tribunal ou le juge

qui le remplace à juger seuls les conflits naissant à l'occasion de ces contrats.

Ce n'est que dans la loi du 24 mars 1909 que le principe de l'unité du juge a trouvé sa consécration définitive. L'exposé des motifs de cette loi, dans sa partie relative à cette question, constate les heureux résultats donnés par les lois précédentes dans leur application exceptionnelle; et l'article 20 de la loi de 1909, énumérant les exceptions, assez nombreuses cependant, consacre la généralisation du principe. En vertu de cet article, les affaires qui sont de la compétence du tribunal fonctionnant comme première instance, peuvent être résolues et jugées par un seul juge, exception faite pour les affaires pénales, la faillite et la demande en suspension du jugement déclaratif (art. 834 C. com. roumain), les divorces, les séquestres judiciaires (art. 1632 C. civ. r.), les pensions alimentaires, les actions en bornage, les saisies immobilières, la réception de capitaux, la vérification des comptes de tutelle et les autorisations relatives à la vente, l'échange et l'hypothèque des biens dotaux et de ceux appartenant aux incapables.

Un seul juge peut faire l'appel nominal de toutes les causes et décider leur remise ou leur suspension, pour tout motif légal qui ne prête pas à controverse, si en outre les parties ne s'y opposent pas (art. 20 loi de 1909). Un seul juge peut de même être chargé à

entendre les témoins dans toute affaire de la compétence du tribunal. Au début de chaque séance, le président du tribunal ou le juge qui le remplace, doit tirer au sort, en séance publique et en présence du procureur les noms des juges qui devront juger seuls les affaires à l'ordre du jour. La loi du 30 décembre 1907 prévoit dans son article 108, la composition du tribunal fonctionnant comme instance d'appel contre les livres de justice des juges de paix. Il doit être composé du président et d'un juge ayant le grade hiérarchique de « juge de séance » ; le président peut en cas d'absence être remplacé par un juge ayant le même grade hiérarchique que le premier. Lorsqu'il y a partage, le tribunal doit être complété avec un troisième juge égal en grade, en l'absence duquel on devra appeler un avocat inscrit, ayant un stage effectif de cinq ans au moins.

Cette disposition a été inspirée par le désir d'éviter qu'un appel ou un recours des livres de justice puissent à l'avenir être jugés par un juge et un suppléant ou même par le juge suppléant seulement pendant les vacances, situation qui se présentait fréquemment sous l'empire de la loi de 1890.

Ministère public. — Dans les tribunaux de département ayant une seule section, le ministère public est représenté par le procureur. Au contraire, dans les tribunaux divisés en plusieurs sections, il est représenté par un premier procureur et autant de pro-

cureurs de section qu'il y a de sections. Le tribunal d'Ilfov fait cependant exception, ayant un premier procureur et cinq procureurs de section seulement. D'après l'article 36 de la loi de 1890, dans les tribunaux à une seule section, il y avait à côté du procureur un substitut, dont les fonctions ont été supprimées par la loi du 24 mars 1909.

Cette dernière loi prévoit néanmoins la possibilité de nommer en cas de besoin, un magistrat stagiaire près les parquets des tribunaux.

Fonctions du président. — Le président du tribunal doit remplir plusieurs charges, qui lui ont été données par différentes lois. Ainsi il doit numérotter et parapher les registres contenant les actes de l'état civil, cette mission pouvant être aussi accomplie par le juge qui le remplace (art. 28 C. civ.).

Le président ou le juge sont tenus d'essayer, avant l'ouverture de la procédure du divorce, la conciliation des époux dans le cas où ils se présentent ensemble; dans le cas contraire, ils doivent donner des conseils au requérant (art. 221 C. civ.). Suivant les distinctions établies par les articles 330 et 331, distinctions se rapportant à l'âge de l'enfant, le président du tribunal doit ou peut acquiescer à la demande du père requérant l'emprisonnement contre son enfant récalcitrant. Dans les tribunaux qui ont plusieurs sections le premier président est chargé de la distribution des causes entre les différentes sections. Les

demandes qui par leur nature même, rentrent dans la compétence spéciale de certaines sections, doivent être adressées directement aux présidents de ces sections (Art. 11, loi de 1909).

Dans les mêmes tribunaux, le premier président est chargé, comme nous l'avons déjà vu, d'opérer le roulement entre les membres des différentes sections.

L'article 174 de la loi de 1909 confère en outre au premier président et au président du tribunal le droit d'inspecter les travaux des magistrats, des fonctionnaires du greffe et des auxiliaires de la justice et en même temps de contrôler leurs rapports de service avec le public; le même article leur impose l'obligation de porter formellement à la connaissance du ministre de la Justice tout ce qui est de nature à compromettre le caractère des magistrats ou entraver la distribution de la justice.

Assemblées générales. — Le premier président ou le président du tribunal sont tenus de convoquer chaque année, dans les premiers dix jours du mois de septembre, tous les magistrats du tribunal, en assemblée générale, pour pouvoir envoyer à temps, au ministre de la Justice, le rapport exigé par l'article 155 de la loi de 1909. Ce rapport, relatif aux travaux des tribunaux au cours de l'année judiciaire expirée, doit être envoyé dans la première quinzaine du mois de septembre. Les tribunaux se réunissent, en outre, en assemblée générale, toutes les fois qu'il

s'agit de questions d'ordre et de service intérieur qui intéressent le corps entier ou lorsqu'il s'agit d'exprimer leur avis sur les projets de lois ou sur les questions sur lesquelles ils sont consultés par le ministre de la Justice (art. 140, loi de 1909). Pour être légalement constituée, l'assemblée générale doit réunir deux tiers au moins du nombre total des membres du tribunal et de son parquet.

Chambre des vacances. — Pendant les petites vacances (1) le tribunal est représenté par un juge et un greffier qui sont tenus de faire les actes de juridiction gracieuse de nature urgente, d'expédier les affaires courantes et de recevoir au besoin les actions, les oppositions et les appels.

La désignation du juge a lieu par voie de tirage au sort, en séance publique, une semaine avant le commencement des vacances.

Dans les tribunaux à plusieurs sections, on doit désigner de la même manière deux ou plusieurs juges qui rempliront alternativement le service des vacances (art. 197, loi de 1909).

Pour les grandes vacances, la chambre des vacances est constituée de la manière suivante : dans les tribunaux divisés en sections, le premier président

1. Les petites vacances ont lieu à Noël, partant de la veille pour finir le 7 janvier inclusivement, et à Pâques, entre le dimanche des Rameaux et le dimanche suivant. Les grandes vacances ont lieu pendant deux mois, à partir du 1^{er} juillet.

doit, dix jours avant, convoquer tous les membres et former en leur présence et par voie de tirage au sort, la dite chambre, qui sera composée de deux membres, dont l'un sera pris parmi les présidents, l'autre parmi les juges, excepté les juges d'instruction qui ne sont jamais en vacances ; dans les tribunaux n'ayant qu'une seule section, elle sera composée d'un juge tiré au sort par le président et du juge d'instruction. Le président doit prendre part au tirage.

L'article 205 de la loi mentionne les affaires qui entrent dans les attributions de la chambre des vacations pendant les grandes vacances.

Les greffes des tribunaux n'ont pas de grandes vacances.

Congés. — La loi de 1909 a soumis les congés à une réglementation détaillée, déterminant tant leur durée, que les personnes chargées de les accorder.

Aucun membre de l'ordre judiciaire ne peut obtenir, au cours d'une même année, un congé d'une durée supérieure à un mois, ni plusieurs congés qui réunis dépasseraient cette durée. En cas de maladie cependant, le congé peut être prolongé jusqu'à trois mois. Passé ce délai, le magistrat ou le fonctionnaire judiciaire perdent le droit aux honoraires et peuvent, par décret royal, être mis à la retraite, quittes à en être rappelés à la première vacance survenue.

(art. 210) Toute demande en congé doit en outre être appuyée sur des motifs d'absolue et inévitable nécessité. Les congés ne dépassant pas dix jours peuvent être accordés aux premiers présidents et aux présidents des tribunaux, aux premiers procureurs et aux procureurs des mêmes instances ainsi qu'aux juges de paix, par le ministre de la Justice. Les mêmes congés sont accordés aux présidents de section et aux juges, par le premier président et dans les tribunaux à une seule section, par le président, aux procureurs de section, par le premier procureur. Les chefs de parquet, les présidents et les juges de paix accordent les congés des magistrats stagiaires.

Si le congé demandé dépasse dix jours, la demande doit être adressée au ministre de la Justice qui ne statue qu'après avis des autorités compétentes.

Dans les cas urgents et imprévus, les magistrats et les membres du ministère public peuvent obtenir, par la voie hiérarchique indiquée, des permissions d'absence, de trois à cinq jours au plus, même si elles dépassent la durée maximum fixée pour les congés par l'article 210. La durée de ces permissions ne peut toutefois pas dépasser quinze jours, au cours d'une même année.

Greffe. — Le personnel du greffe des tribunaux de département est composé du greffier, d'un ou plusieurs auxiliaires de greffe, un archiviste, un enregistreur et un ou plusieurs copistes. Les greffes ont

gardé l'organisation qu'ils avaient sous l'empire de la loi de 1890.

Le greffier est le chef de son bureau, ayant un droit de contrôle et un droit de surveillance sur les fonctionnaires du greffe.

Il garde les actes, les procès-verbaux, les registres et les collections de lois. Il est en outre chargé de délivrer les copies et les extraits. C'est lui enfin, qui sous sa responsabilité garde les actes, documents et valeurs, qui lui sont confiés par les huissiers ou par les particuliers.

Le greffier ou son auxiliaire sont obligés d'assister à toutes les audiences, de prendre des notes, de rédiger les procès-verbaux et de veiller à ce que les juges signent les registres ou les minutes. Tout acte émané du tribunal et non signé par le greffier ou son auxiliaire, est frappé de nullité.

Le personnel du greffe est en outre chargé d'attributions relatives aux actes notariés.

Le ministère des avoués n'a jamais été connu en Roumanie, l'office d'avoué y est rempli par les avocats.

Quant aux huissiers, leur nombre, classement et attributions ainsi que la caution qu'ils ont à fournir et les taxes à percevoir, ont été déterminés par un « Règlement d'administration publique pour le service des huissiers », en date du 27 mai 1909.

SECTION III

Cours d'appel.

Il y a en Roumanie quatre Cours d'Appel ayant pour résidences Bucarest, Jassy, Craïova et Galatz (1). Elles forment le second degré de juridiction pour les affaires civiles, commerciales et correctionnelles jugées par les tribunaux de département comme instances du premier degré.

La compétence territoriale de ces cours est différente. La Cour d'appel de Bucarest comprend dans son ressort neuf départements. Néanmoins le ressort le plus étendu est celui de la Cour de Jassy, la loi du 24 mars 1909 ayant transféré le département de Tutova du ressort de la Cour de Galatz dans celui de la Cour de Jassy, qui comprend actuellement dix départements. Quant au nombre des sections, chaque Cour en a deux, excepté la Cour de Bucarest qui est divisée actuellement en quatre sections, la quatrième lui ayant été ajoutée par la loi de 1909.

Les différentes sections d'une même Cour constituent une seule Cour. Chaque section est composée

1. En vertu de la loi d'organisation judiciaire du 6 décembre 1864 cette quatrième Cour était située à Focsani. Elle a été transférée à Galatz par la loi du 30 mars 1886.

d'un président et de cinq conseillers. Sur ce point, l'organisation des Cours d'Appel a subi un léger changement par la loi de 1909. En effet, en vertu de la loi sur l'organisation judiciaire du 1^{er} septembre 1890, chaque Cour au complet comprenait un président et cinq conseillers pour chaque section. Il y avait en outre deux procureurs de section et un procureur général près de chaque Cour. La loi du 28 mai 1905 porta le nombre des conseillers de cinq à six pour chaque section, décidant en outre que les fonctions de procureur général devaient être remplies par délégation, par un des conseillers. Il est facile de se rendre compte des inconvénients d'un pareil système, d'abord en ce qui concerne les attributions spéciales du procureur général relatives à son droit de surveillance et de contrôle sur le personnel judiciaire, lesquelles s'en ressentirent, ensuite et surtout quant au changement du procureur général occasionné par la disgrâce du ministre de la Justice, changement qui n'aurait pas manqué de laisser croire à l'influence des régimes politiques sur la stabilité des conseillers exerçant les fonctions de procureurs généraux.

La loi du 24 mars 1909 est revenue au système de la loi de 1890, décidant la séparation des fonctions du procureur général qui seront exercées par un fonctionnaire nommé expressément, réduisant en outre le nombre des conseillers de six à cinq.

Un des présidents possède le titre et les attributions de premier président de la Cour.

Le premier président préside la première section de la Cour; c'est lui qui reçoit et distribue les appels aux différentes sections, en suivant l'ordre de leur entrée. Les demandes spéciales à une section sont adressées au président respectif.

La formation des sections en même temps que le roulement, sont opérés chaque année, le 1^{er} septembre. Dans ce but, le premier président procède au tirage au sort de trois conseillers dans chaque section, qui passent dans l'autre.

Pour la Cour d'appel de Bucarest, le législateur a déterminé lui-même la façon dont le roulement sera opéré entre les quatre sections de la Cour. Les membres tirés au sort passent, ceux de la première section dans la seconde, ceux de la seconde dans la troisième, ceux de la troisième dans la quatrième et ceux de cette dernière dans la première.

Les présidents de section gardent leurs sections respectives.

Le remplacement du président s'opère — en cas d'absence — dans les conditions et suivant les distinctions établies pour les tribunaux (art. 28, loi de 1909).

Dans chaque Cour d'appel, trois membres tirés au sort au commencement de l'année judiciaire composent la Chambre des mises en accusation.

A la Cour d'appel de Bucarest, les trois membres sont pris dans trois sections, dont la détermination aura lieu aussi par voie de tirage au sort. Dans les autres Cours d'appel, un membre est pris dans la première section et les deux autres dans la seconde.

Les trois conseillers ainsi désignés, continuent néanmoins à exercer leurs fonctions de juges à l'audience de la Cour.

La Cour siège avec trois conseillers au moins et cinq au plus, y compris le président. Toute décision doit réunir trois voix au moins. Les décisions de la Chambre des mises en accusation sont cependant valables à la majorité de deux voix seulement. Il en est de même pour la Chambre des vacations qui siège au nombre de trois conseillers et peut rendre une décision à la majorité de deux voix.

Lorsqu'en cas de nécessité, il faut compléter la Cour avec un avocat, on doit suivre les dispositions de l'article 17 de la loi de 1909, relatives au complètement des tribunaux.

Les Cours d'appel connaissent de toutes les affaires civiles, commerciales en correctionnelles jugées par les tribunaux de département la première instance, qui, comme nous l'avons déjà vu, ne jugent plus depuis 1900, qu'en premier ressort, excepté les cas où la loi prévoit le contraire. Elles connaissent aussi des appels entre les jugements des commissions instituées par la liquidation des droits à la pension

(art. 20, loi du 10 mai 1890). Elles jugent en outre en premier et dernier ressort, les délits entraînant une peine correctionnelle, commis dans l'exercice de leur fonction par les officiers de police judiciaire et les magistrats inférieurs (art. 493, C. pr. pénale).

En vertu de l'article 308 du Code de procédure civile, la prise à partie contre les juges de paix et les juges des tribunaux de département est intentée également devant la Cour d'appel respective (1).

Les Cours d'appel connaissent enfin des appels intentés par les avocats contre les décisions des conseils de discipline et des appels interjetés par le procureur général près la Cour d'appel ou par trois avocats inscrits au tableau, contre les décisions du même conseil relatives aux inscriptions. (Art. 11 et 61 de la loi sur l'organisation du corps des avocats du 12 mars 1907 qui a abrogé les lois du 6 décembre 1864 et 1^{er} juin 1884.

La Cour de Galatz fonctionne en outre comme Cour criminelle pour les crimes commis en Dobrogea.

L'instruction de ces crimes est faite conformément au livre II, titre II, chapitre I, du Code de procédure pénale. Lorsqu'elle fonctionne comme Cour criminelle, la Cour doit nécessairement se constituer dans

1. Les cas de prise à partie sont les trois suivants : les juges sont accusés de vol ou de concession, ils sont déclarés responsables par la loi ou enfin ils ont commis un déni de justice.

son complet de cinq juges. (1) Enfin et toujours par rapport à des attributions spéciales, la Cour d'appel de Bucarest est exclusivement compétente, pour tout le territoire de la Roumanie, relativement aux contestations nées à l'occasion du changement de nom d'une personne (art. 10, loi du 18 mars 1895.) Les décisions qu'elle rend en cette qualité ns sont susceptibles ni d'opposition ni de recours en cassation.

De même que les tribunaux, les Cours d'appel jugent dans la chambre du conseil toutes les affaires de nature gracieuse.

Les affaires qui, en vertu des lois spéciales peuvent être jugées dans la chambre du conseil, doivent être inscrites dans le tableau des procès, affiché journellement, avec la mention qu'elles seront jugées dans la chambre du conseil.

Les Cours d'appel sont obligées de résoudre les travaux de procédure gracieuse, dans un délai maximum de trois jours, du jour de la réception de la demande (art. 34 et 35 du règlement pour le service extérieur des Cours d'appel, en date du 30 mai 1909.)

Le ministère public est représenté par un procu-

1. Les autres Cours d'appel n'ayant pas cette compétence exceptionnelle, en cas de cassation d'une décision de la Cour de Galatz jugeant comme Cour criminelle, l'affaire n'est pas renvoyée devant une autre Cour d'appel mais devant une Cour d'assises. Cass. Roum. Bulletin, 27 septembre 1895.

reur général et autant de procureurs qu'il y a de sections.

Le premier président est en droit de convoquer l'Assemblée générale de la Cour, soit de sa propre initiative soit à la requête du ministre de la Justice. Pour être légalement constituée, l'assemblée générale doit réunir les deux tiers au moins, du nombre total des membres de la Cour et de son parquet. Les Assemblées générales peuvent être convoquées toutes les fois qu'il s'agit de questions intéressant le service ou l'ordre intérieur de la Cour (art. 140, loi du 24 mars 1909.) Le premier président est en outre obligé de convoquer l'Assemblée générale de la Cour, dans les premiers dix jours du mois de septembre, pour être en mesure d'envoyer le rapport exigé par l'art. 153 de la loi. Ces dispositions sont en tout point identiques à celles relatives aux tribunaux.

Le premier président reçoit les appels, conformément à l'art. 26 de la loi; en cas d'empêchement ils doivent être confiés à l'enregistreur de la première section, qui doit les présenter le jour même au premier président pour être distribués aux sections respectives. Il ne s'agit là que d'une simple impossibilité de fait pour le premier président, par exemple dans le cas où il est tenu à l'audience, parce que en son absence, la loi confie au président de section le plus ancien en grade, la distribution des appels aux différentes sections.

Pour constituer la chambre des vacations on procède de la même manière que pour les tribunaux. Pendant les petites vacances, à chaque Cour il y aura un conseiller et un greffier, chargés d'effectuer les actes de juridiction gracieuse de nature urgente et de recevoir les appels ou les oppositions.

Pendant les grandes vacances, la chambre des vacations est au contraire composée d'un président et deux conseillers ou de trois conseillers. Ils jugent au complet de trois membres, chaque décision devant réunir la majorité de deux voix.

En plus de ses attributions ordinaires, la chambre des vacations doit en outre résoudre toutes les questions qui entrent dans la compétence de la chambre des mises en accusation (art. 205 et 207, loi du 24 mars 1909).

En ce qui concerne l'organisation du greffe de chaque section de Cour d'appel et les attributions du personnel, la similitude est presque parfaite avec les dispositions correspondantes des tribunaux de département.

SECTION IV

Cour de cassation.

La Convention de Paris du 19 août 1858, contenait déjà en germe l'institution de la Cour de cassation. Il est en effet dit dans son article 38, « qu'il sera ins-

titué une Haute Cour de justice et de cassation commune aux deux principautés, qui siègera à Focsani ; il sera pourvu par une loi à sa Constitution. »

C'est en exécution de cette disposition que la Cour de cassation fût créée par la loi du 24 janvier 1861. Quoique l'organisation primitive de la Haute Cour ait été plus ou moins respectée dans son ensemble, néanmoins nombreuses sont les modifications qu'elle a subies tant au point de vue du nombre de ses sections et de ses membres, qu'au point de vue de ses attributions.

Loin de former un troisième degré de juridiction, la Cour de Cassation a au contraire dès le début eu son caractère et sa mission nettement définis aussi bien par la Convention de Paris que par sa loi organique. Tribunal de Cassation pour les sentences et les décisions des Tribunaux et des Cours, rendues en dernier ressort et entachées d'une violation de la loi, elle exerçait un droit de censure et de discipline sur les membres de l'ordre judiciaire, fonctionnant en outre comme Haute Cour de justice pour les poursuites provoquées contre les ministres, (art. 40 et 41 de la Convention de Paris de 1858 ; art. 35, loi du 24 janvier 1861) (1).

1. La loi du 24 janvier 1861 a été modifiée partiellement par plusieurs lois, notamment par celles du 19 août 1864, du 12 mars 1870, du 10 juin 1886, du 26 avril 1896 et enfin par la loi du 3 juillet 1905 qui dota la Cour de Cassation d'attribution de contentieux administratif.

Au point de vue de son organisation, la Cour de Cassation — en vertu de sa loi organique — se composait de trois chambres ou sections ; la chambre des requêtes fut néanmoins supprimée par la loi du 19 août 1864. La première section ou chambre civile connaît de tous les recours en matière civile à l'exception de ceux que la loi défère à la seconde section, qui juge tous les recours en matière criminelle, correctionnelle et de simple police. La seconde section connaît en outre des recours contre les décisions des tribunaux militaires dans les limites de l'article 36, alinéa c, de la loi du 3 juillet 1905 ; contre les ordonnances d'adjudication en matière d'expropriation forcée (art. 559 C. pr. civ. et art. 3 loi du 5 mars 1870) ; contre les décisions rendues sur contestation à l'exécution.

Une troisième section a été créée par la loi du 3 juillet 1905. La raison d'être de la création de cette nouvelle section a été l'attribution du contentieux administratif à la Cour de cassation. Le vote de la loi de 1905 a donné lieu à de très vives discussions, le projet étant surtout attaqué au double point de vue de la violation du principe de la séparation des pouvoirs et d'une atteinte à la Constitution. Ce n'est pas ici le lieu d'insister sur le grave problème relatif à la légalité des tribunaux administratifs, que de nombreux auteurs présentent comme une conséquence nécessaire du principe de la séparation des

pouvoirs, tandis que pour d'autres c'en est au contraire la violation.

« Les actes de gestion, dit M. Berthelemy, sont soumis aux mêmes règles de compétence que les actes semblables faits par les particuliers. Il serait impossible qu'il en fût de même des actes d'autorité, *puisque'il n'y a pas d'actes semblables faits par les particuliers.*

Si les tribunaux administratifs n'existaient pas, les actes d'autorité ne seraient soumis à aucune juridiction. Hors les tribunaux administratifs, institués tout exprès, il n'existe pas de juridiction qui puisse être chargée de juger des actes de ce genre (1).»

L'opinion de M. Berthelemy est l'expression du système consacré en France, système suivi aussi en Italie, en Allemagne, en Autriche.

Le système contraire, le seul qui nous paraît admissible et qui considère que le pouvoir judiciaire seul peut connaître des conflits nés à l'occasion de l'application des lois, est pratiqué en Angleterre, aux États-Unis et en Suisse.

Il peut paraître assez étonnant, dans une pure question de principe, de voir faire si totalement abstraction de l'indice souverain qu'offre dans l'interprétation, dans la mise en pratique du principe même, le pays qui en est le promoteur. Mais ce qui est abso-

1. H. Berthelemy. *Traité élémentaire de droit administratif* : 2^e édition, p. 861.

lument incompréhensible et plus bizarre encore, c'est de vouloir revendiquer au nom et sous le masque du respect de l'équité et de la légalité un état de choses qui ne constitue au contraire que la possibilité certaine de s'y soustraire. Car quel peut en effet être le fondement de la prétention de l'autorité administrative d'avoir ses juges à elle ?

En tout cas, la constitution, le mode de fonctionnement et le rôle dans l'organisation des sociétés modernes, des deux pouvoirs antagonistes, le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif, donnent un faible crédit à l'argument invoqué par le dernier et consistant dans la crainte d'un empiétement de la part du premier.

Quant au second reproche fondé sur la prétendue atteinte à la constitution, il ne pouvait pas résister à une argumentation un peu sérieuse.

La constitution de 1866, dans son article 131 portait la suppression du Conseil d'État immédiatement après le vote de la loi qui devait répartir ses attributions (1). Effectivement, l'article 8 de la loi du 12 juillet 1866 rendit les tribunaux judiciaires compétents pour toutes les affaires de nature contentieuse dont connaissait le conseil supprimé. L'appar-

1. Le conseil d'État avait été institué en 1864 (février) par le prince Alexandre Cuza, d'après le Conseil d'État français.

· Il était le tribunal suprême de droit commun en matière administrative.

rence de la difficulté vint cependant de l'article 130 de la constitution de 1884, modificatrice de la constitution de 1866. Cet article est ainsi conçu : « Le conseil d'État, avec des attributions de contentieux administratif, ne pourra plus être réinstitué ».

On avait soutenu que vouloir, en présence de ce texte, soumettre à la Cour de cassation les différends nés entre le pouvoir exécutif et les particuliers, c'est commettre une grave atteinte à la constitution, cette dernière prohibant non seulement l'institution du Conseil d'État, mais le contentieux administratif lui-même. Les partisans du projet n'ont pas été embarrassés à démontrer que le contentieux administratif n'a pas été supprimé puisqu'il existe au ministère des Finances où on juge les contraventions au monopole du tabac, il existe au ministère de la Guerre et que d'une façon générale les tribunaux judiciaires en ont été investis par la loi citée du 12 juillet 1866. D'ailleurs il est facile de discerner la pensée exacte du législateur de 1884, lorsqu'on sait que la formule actuelle de l'article 130 de la constitution, n'est que la forme définitive du texte primitivement adopté dont le changement a été nécessité par son sens équivoque : « Le Conseil d'État et le contentieux administratif ne pourront pas être réinstitué ».

La Cour de cassation connaît soit des recours contre les décisions des tribunaux administratifs spéciaux comme les commissions d'appel, la Cour des comp-

tes, tribunaux que la loi du 12 juillet 1866 a investi de certaines matières de contentieux administratif qui avant étaient jugées par les tribunaux ordinaires (1), soit directement des décisions des autorités administratives (art. 5, loi du 3 juillet 1905). En présence d'un acte illégal, la Cour de cassation doit prononcer son annulation, qui est fondée sur l'illégalité résultant de l'acte même. Au contraire, lorsque l'administration en prenant une décision, aura changé la réalité des faits, la Cour de cassation, après examen des faits, ne peut qu'obliger l'administration à se conformer à sa décision, qui en cas de refus est passible de dommages-intérêts, dont le quantum est fixé par la Cour d'appel.

La troisième section connaît en outre des recours contre les décisions rendues en matière commerciale.

Elle partage avec la seconde section la connaissance des pourvois en matière électorale (art. 46 et suiv. loi électorale de 1884, art. 5, loi du 3 juillet 1905).

1. En Roumanie, les tribunaux judiciaires ont toujours été compétents même pour les affaires administratives. En effet l'article 33 de la loi organique du Conseil d'État était ainsi conçu : Dans les affaires contentieuses, en cas de violation de l'intérêt des particuliers ou des personnes juridiques, la décision du Conseil d'État ne ferme pas la voie de la juridiction des tribunaux ordinaires, que dans les cas, expressément indiqués par la loi ou lorsque les parties se déclareront par écrit satisfaites de la décision du Conseil.

La Cour de cassation connaît en outre des demandes en renvoi pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique ; des demandes relatives à la prise à partie ; des conflits de Juridiction entre deux ou plusieurs cours ou entre deux ou plusieurs tribunaux qui ne sont pas du ressort de la même Cour ; des décisions contradictoires rendues par la même Cour, ou par deux Cours différentes ou par un tribunal et une Cour, dans la même cause, entre les mêmes personnes et dans les mêmes circonstances (art. 36-4^e loi du 3 juillet 1905).

La Cour rejette les pourvois toutes les fois qu'ils s'appuient sur des moyens qui n'ont pas été produits devant les Juges du fond. Les moyens intéressant l'ordre public peuvent seuls être présentés pour la première fois devant la Haute Cour.

En cas de cassation, la Cour de cassation désigne une autre juridiction, identique à celle qui avait d'abord statué, devant laquelle le fond de l'affaire sera de nouveau débattu. L'article 40 de la loi du 3 juillet 1905 prévoit les cas dans lesquels, exceptionnellement, la Cour se contente de déclarer sans aucune force le jugement ou l'acte administratif attaqué. De plus dans certains cas la Cour juge elle-même le fond de l'affaire ; il en est ainsi : 1^o en matière électorale ; 2^o lorsqu'elle juge la prise à partie contre les magistrats des Cours d'appel (art. 309 Code pr. civ.) ; 3^o lorsqu'elle fonctionne comme Haute Cour de jus-

tice. En cette dernière qualité elle connaît directement des poursuites intentées contre les ministres et les hauts fonctionnaires. Elle juge aussi tous les membres de l'ordre judiciaire et du ministère public. La Cour de cassation a en outre un droit de juridiction exclusive sur ses membres, en matière pénale, exerçant en même temps un droit de censure et de discipline sur les Cours d'appel et les tribunaux (art. 42, loi du 3 juillet 1905).

Nous verrons enfin les attributions de ses membres, élus dans le Conseil supérieur de magistrature institué par la loi du 24 mars 1909.

En vertu de l'article 3 de la loi du 3 juillet 1905 chacune des 3 sections de la Cour de cassation se compose d'un président et de sept conseillers ; le président de la première section a le titre et les attributions de premier président de la Cour.

Pour qu'une section soit valablement constituée il faut la présence de six membres au moins ; lorsque par suite de maladies, congés, récusations ou d'autres circonstances, ce nombre ne peut pas être atteint, on a recours, par voie de tirage au sort, aux membres des autres sections. Aucune décision ne peut être rendue si elle ne réunit cinq voix au moins ; dans l'impossibilité d'obtenir cette majorité, le premier président appelle, par voie de tirage au sort, en séance publique, trois membres des autres sections. L'affaire est de nouveau débattue devant ces trois

membres réunis à tous les membres présents de la section qui avait précédemment jugé et si même dans ce cas la majorité ne peut pas être atteinte, l'affaire est portée à la juridiction des trois chambres réunies (art. 22 loi du 1^{er} septembre 1890; art. 22 loi du 3 juillet 1905).

En l'absence des présidents ou du premier président, les sections sont présidées par les membres les plus anciens.

Lorsque la Cour de cassation siège toutes chambres ou sections réunies, la présence de dix-sept membres au moins est nécessaire (art. 25, loi du 3 juillet 1905); la loi n'impose aucun minimum en ce qui concerne le nombre que chaque section doit réunir respectivement. De plus les décisions rendues en cette qualité, ne peuvent l'être qu'à la majorité absolue des voix. La présidence des sections réunies appartient de droit au premier président de la Cour, qui peut être remplacé par les présidents de sections dans l'ordre des nominations et en cas d'absence de ces derniers, par le plus ancien parmi les membres de la Cour.

C'est devant ces audiences solennelles que sont portés les seconds pourvois en cassation, ce qui suppose que la juridiction de renvoi s'est prononcée dans le même sens que la première Cour ou le premier tribunal; dans le but de mettre fin au conflit et surtout de maintenir la fixité de la jurisprudence, la loi

oblige la nouvelle juridiction de renvoi de se conformer quant au point de droit, à la décision de la Cour. Dans ce cas, la Cour de cassation est obligée de communiquer immédiatement au ministre de la Justice le point de droit controversé, qui est tenu de demander au pouvoir législatif, lors de la première session de la chambre ou au cours de la session même, l'interprétation officielle de la loi (art. 74, loi du 3 juillet 1905).

C'est aussi en audience solennelle que sont jugées les poursuites contre les fonctionnaires publics, les ministres et les membres de la Cour (art. 68, loi du 3 juillet 1905).

Au 1^{er} septembre de chaque année le premier président procède en séance publique à la formation des sections de la Cour. Dans ce but, quatre membres tirés au sort dans chaque section, passent dans l'une des deux autres. (Art. 90 loi de 1905).

La Cour de cassation doit à la fin de chaque année communiquer au ministre de la Justice les vices qu'elle aura observés à la législation existante, lui faisant en même temps part des réformes qui lui paraissent désirables. (Art. 81 loi du 1^{er} septembre 1890 et loi de 1905, même article).

L'intérêt capital de cette disposition dont le but est de combler les lacunes de la loi, les hautes qualités des membres auxquels elle s'adresse, exigent qu'elle soit observée avec la plus sévère régularité.

CHAPITRE III

Magistrats de la Justice civile.

SECTION I

Juges et conseillers.

La situation des juges de paix, déterminée par la loi du 30 décembre 1907, ayant été déjà étudiée dans la partie de notre étude relative aux justices de paix, nous ne nous occuperons ici que des juges des tribunaux de département et des conseillers des Cours d'appel et de la Cour de cassation.

Nous avons déjà eu l'occasion de montrer les conditions peu flatteuses dans lesquelles se faisait le recrutement des magistrats dans les premières étapes de l'évolution subie par l'organisation judiciaire roumaine. L'explication et la justification de cet état de choses qui n'a du reste rien d'anormal, se trouvent dans les tâtonnements inévitables qui caractérisent les essais d'adaptation à une vie nouvelle et surtout dans le nombre nécessairement restreint, de candidats possédant les qualités techniques, qu'exigeait le caractère des nouvelles institutions.

C'est la loi du 1^{er} septembre 1890 qui changea complètement la face des choses. Et cependant, ce n'est qu'avec une grande timidité, avec trop de réserve même, que le législateur de 1890 s'appliqua à une réforme, dont l'urgence ne permettait plus aucun retard. En effet les conditions exigées par la loi de 1890 pour la nomination des magistrats se rapportaient uniquement à l'âge et au diplôme, tout en accordant une légère préférence à ceux qui possédaient un stage d'avocats, de deux ans au moins.

Dans ces conditions, la volonté souveraine du ministre de la Justice ne subissant aucun contrôle, les influences politiques et les intérêts de parti étaient les facteurs suprêmes qui décidaient du sort des magistrats.

Au point de vue de leur stabilité, la loi de 1890, en étendant l'inamovibilité aux membres des Cours d'appel et aux présidents des tribunaux a réalisé un progrès considérable.

Néanmoins cette inamovibilité partielle, en l'absence de toute condition dans le choix de ceux qui devaient en bénéficier, était impuissante à porter un coup salutaire, aux vices traditionnels dont souffrait l'entier organisme judiciaire.

Quant à la garantie disciplinaire contre ceux qui se seraient détournés de leurs obligations professionnelles, la loi de 1890 ne la soupçonnait même pas.

Tous ces inconvénients dont l'intensité ne faisait

qu'augmenter avec les années, n'auraient pu être tolérés sans risquer l'anéantissement complet de la justice en Roumanie.

A l'heure actuelle, les réformes tant attendues sont entrées dans le domaine des faits. La loi toute récente du 24 mars 1909 établit sur de nouvelles bases tant le recrutement que l'avancement et la stabilité des magistrats. L'extension de l'inamovibilité à tous les magistrats, équilibrée par la création de différentes autorités disciplinaires, constitue enfin le couronnement de cette réforme, sur laquelle on est en droit de fonder les plus légitimes espoirs.

Pour pouvoir entrer dans la magistrature il faut réunir les conditions qui forment le droit commun pour toute fonction publique : être citoyen roumain, avoir la jouissance de ses droits civils et politiques, ne pas avoir encouru une condamnation pour crime ou pour les délits mentionnés par la loi et posséder enfin les conditions exigées spécialement par chaque fonction. (Art. 74, loi du 24 mars 1909). Les mêmes conditions étaient déjà requises par la loi du 1^{er} septembre 1890.

En ce qui concerne le mode de recrutement de magistrats, la loi de 1909 marque l'aurore d'une ère nouvelle, par l'institution de l'examen de capacité, que tout candidat à la magistrature doit nécessairement subir et par l'institution en outre d'un tableau de classement qui servira de base tant pour la

nomination que pour l'avancement des magistrats.

Ainsi, d'après l'article 91 de la loi du 24 mars 1909 pour être nommé magistrat stagiaire au tribunal de département ou à son parquet, il faut avoir obtenu le grade de docteur ou licencié en droit, être âgé de 25 ans et avoir subi avec succès l'examen de capacité. Les juges des tribunaux doivent réunir les mêmes conditions, exception faite pour l'âge qui est de 28 ans ; ils doivent en outre posséder le stage de magistrat stagiaire dont la durée est de trois ans près d'un tribunal ou d'un parquet de tribunal et de deux ans près d'une justice de paix. La condition de stage peut être remplacée par l'exercice effectif de la fonction d'avocat près des tribunaux ou des Cours d'appel, pendant quatre ans au moins.

Personne ne peut être nommé président de tribunal, s'il n'est âgé de 32 ans au moins et si en plus n'a rempli l'une des fonctions de procureur chef de parquet ou procureur de section, juge de paix ou juge au tribunal, pendant quatre ans au moins, parmi lesquels deux ans en qualité de juge de paix et de ces deux ans, un an au moins comme juge de paix rural.

Les conseillers des cours d'appel et ceux de la cour de cassation doivent enfin satisfaire aux mêmes conditions, exception faite pour l'âge qui est respectivement de 35 et 40 ans et pour la durée du stage qui est de deux ans en qualité de président de tribunal

ou de premier procureur et de sept ans en qualité de procureur, juge au tribunal ou juge de paix. (Art. 105 et 110, loi du 24 mars 1909).

Examen de capacité. — Il a lieu à Bucarest, chaque année, à partir du 1^{er} octobre, devant la même commission qui est instituée en vue de l'admission des candidats aux postes de juge de paix et de magistrat stagiaire à la justice de paix. Dans la première quinzaine du mois de septembre, le ministre de la Justice est tenu de publier dans le *Moniteur officiel*, le nombre des places vacantes existantes et celles qui éventuellement pourront se produire au cours de l'année, nombre qui sert de base au classement des candidats. Ces derniers doivent adresser leurs demandes au ministre de la Justice, vingt jours au plus tard avant l'ouverture de la session

Le ministre, après avoir examiné les pièces des candidats et pris des renseignements sur leur moralité, envoie, après avis de la commission examinatrice, au président de cette dernière, la liste des candidats admis à subir l'examen.

Nomination. — Les candidats reçus et inscrits dans le tableau dans l'ordre de classement, conservent le droit à la nomination, pendant deux ans depuis la date de leur inscription. Les nominations ont aussi lieu dans l'ordre du classement, exception faite pour le cas où le ministre de la Justice, pour des motifs graves et expressément indiqués et après avis con-

forme du conseil supérieur de la magistrature, n'en aura décidé autrement. Nous avons déjà rencontré dans la matière correspondante concernant les juges de paix, la même façon détournée de laisser place à l'arbitraire, sous l'apparence d'une sollicitude, qui montre cependant d'une manière significative l'ardent désir de conserver quelques fâcheuses réminiscences d'un état de choses dont la suppression n'a été concédée qu'à regret.

La loi admet enfin le principe que les nominations et l'avancement ne puissent être faites que parmi les personnes désignées par le Conseil de la magistrature.

Ce dernier est en effet tenu en cas de vacances, de dresser un tableau dans lequel figurent trois au moins et cinq au plus, parmi les plus méritants.

Le ministre de la Justice choisit parmi eux celui qu'il propose au Roi pour la nomination ou l'avancement au poste vacant.

Une seule exception est prévue, concernant les premiers présidents et les présidents de la Cour de cassation et des Cours d'appel, ainsi que les procureurs généraux et les inspecteurs judiciaires, dont la nomination et l'avancement peuvent être faits sans l'avis du conseil supérieur de la magistrature. La raison d'être de cette exception nous est donnée par l'exposé des motifs de la loi : on n'a pas voulu placer le sort de ces hauts magistrats sous la dépen-

dance de ceux-là mêmes, sur lesquels ils sont appelés à exercer une continuelle surveillance.

D'une façon générale, les magistrats, les greffiers des Cours et des tribunaux, les secrétaires des parquets de première et seconde classes, sont nommés par décret royal, sur la proposition du ministre de la Justice. Les enregistreurs, les archivistes et les autres fonctionnaires judiciaires, sont nommés par décision ministérielle.

Serment. — Les membres de l'ordre judiciaire sont tenus avant l'entrée dans l'exercice des fonctions de prêter serment. Le serment n'est pas nécessaire en cas de changement dans la même fonction. Il doit au contraire être prêté par l'avocat appelé à remplacer un juge. Les actes faits par un magistrat ou un auxiliaire judiciaire avant la prestation du serment sont nuls, sans préjudice de la pénalité prévue par le code pénal.

Les membres des Cours et des tribunaux prêtent le serment devant les magistrats de l'instance à laquelle ils appartiennent, réunis en Assemblée générale et en présence du représentant du ministère public.

Le procès-verbal constatant la prestation du serment, après avoir été signé par le président de l'Assemblée générale, par le représentant du ministère public, par le magistrat à l'installation duquel il a procédé et contresigné par le greffier, doit être envoyé sans retard au ministre de la Justice.

Inamovibilité. — Jusqu'en ces derniers temps, l'inamovibilité n'a été qu'un vain espoir pour la grande majorité des magistrats roumains. Quoique prévue par les règlements organiques de 1832 (art. 283 régl. org. Moldavie, art. 215 régl. org. Valachie), elle ne fut accordée en 1864 qu'aux membres de la Cour de cassation. Depuis cette époque et pendant 26 ans, malgré les efforts dépensés et tout en figurant dans les innombrables projets de réforme de l'organisation judiciaire qui ont été présentés, il fut impossible qu'elle obtienne la moindre extension. Cette situation était d'autant plus fâcheuse, que ceux qu'on continuait à frapper au moyen d'une arme dangereuse et abusive, présentaient déjà des qualités intellectuelles et morales, sur le fondement desquelles on aurait dû et pu leur assurer une indispensable stabilité.

La preuve de la nécessité et de la possibilité sans aucune réserve de cette extension, nous la trouvons dans « le projet de loi pour la réforme judiciaire » présenté en 1887, œuvre du grand Eugène Stătesco, ancien ministre de la Justice. Ce projet conférait l'inamovibilité à tous les membres titrés des Cours d'appel, aux présidents titrés des tribunaux de département à partir de la date de la mise en application de la loi et aux juges des tribunaux et des justices de paix, mais au bout de trois années d'exercice seulement dans l'une de ces deux fonctions. Et cependant, la loi du 1^{er} septembre 1890 n'accorde l'inamo-

vibilité qu'aux présidents et conseillers des Cours d'appel et aux présidents des tribunaux, à la condition pour ces derniers d'être docteurs ou licenciés en droit (art. 90 et 91, loi du 1^{er} septembre 1890). C'était incontestablement beaucoup mais il restait presque autant à faire.

L'œuvre de la loi de 1890 est aujourd'hui heureusement complétée par la loi du 24 mars 1909 qui s'est lancée hardiment dans la voie que tout lui imposait. En vertu des articles 132 et 133 l'inamovibilité est accordée aux inspecteurs judiciaires et aux juges des tribunaux de département qui seront confirmés ou nommés après la mise en vigueur de la loi. Relativement à la stabilité des membres du ministère public, la loi de 1909 contient certaines dispositions qui constituent autant de garanties contre l'arbitraire du ministre de la Justice, sous la dépendance duquel ils se trouvent. Ces dispositions font l'objet de l'article 175 relatif au droit de discipline du ministre de la Justice sur les magistrats amovibles.

L'inamovibilité consistant « en ce qu'un magistrat ne peut pas être privé ou suspendu de ses fonctions, ni même changé de résidence sans son consentement, si ce n'est dans les formes et dans les conditions prévues par la loi » (1), ces conditions sont minutieusement déterminées par le législateur de 1909.

1. A. Tissier, *op. cit.*, 1 vol., p. 106.

Les magistrats inamovibles ne peuvent perdre leur fonction que dans les quatre cas suivants : démission, limite d'âge, mise à la retraite pour cause d'infirmité et destitution (art. 133, loi de 1909).

Les magistrats de la Cour de cassation sont mis à la retraite à l'âge de soixante-huit ans ; ceux des Cours d'appel et des tribunaux ne le sont qu'à l'âge de soixante-cinq ans. Les uns et les autres sont mis à la retraite d'office, par décret royal.

Les magistrats inamovibles qui ne justifieraient pas leur âge à l'aide de pièces à l'appui, sont aussi mis d'office à la retraite, au bout de trente années de service.

Lorsqu'à la suite d'une infirmité grave et permanente ou de l'affaiblissement des facultés intellectuelles, un magistrat inamovible ne peut plus remplir ses fonctions avec l'exactitude nécessaire, il est démis de ses fonctions par décret royal, rendu sur le rapport du ministre de la Justice, après examen médical opéré par trois médecins, deux désignés par le ministre, le troisième par le magistrat et après avis conforme du Conseil disciplinaire ou de la Cour disciplinaire (art. 177 et 178) suivant le grade hiérarchique du magistrat. En cas de démence ou de folie furieuse le magistrat inamovible est suspendu à la suite du rapport de l'inspecteur judiciaire ou du parquet respectif, après examen médical. Si l'avis des autorités disciplinaires mentionnées pour le cas pré-

cédent, n'intervient pas dans le délai d'un mois depuis la prononciation de la suspension, cette dernière cesse de plein droit.

La destitution des magistrats inamovibles a lieu de plein droit dans les deux cas suivants : 1° condamnation définitive pour crime ; 2° condamnation définitive à une peine correctionnelle pour l'un des délits mentionnés dans l'article 74 de la loi (ce sont les peines que ne doivent pas encourir les candidats aux fonctions judiciaires). Dans l'un et l'autre cas la destitution est directement prononcée par décret royal. La loi a enfin spécifié les trois cas dans lesquels peut avoir lieu le transfert des magistrats inamovibles : 1° lorsque le magistrat consent à être transféré ; 2° pour des raisons de service public et dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, lorsque le magistrat a des liens de parenté ou lorsqu'il a contracté des rapports dans le département qui sert de ressort à la Cour ou au tribunal.

Cette disposition peut devenir assez gênante pour les magistrats de la Cour d'appel, étant donné que les ressorts des Cours d'appel roumaines, comprennent 8 à 10 départements. 3° Les juges d'instruction peuvent — dans l'intérêt de service — être remplacés par les juges de séance, à l'intérieur du même tribunal.

Le transfert ne peut être opéré qu'avec l'avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature.

Il pourrait se présenter un autre cas de mise à la retraite résultant de la suppression ou de la translation d'un tribunal. Mais comme cela est d'une application excessivement rare et qu'en outre la situation n'est pas prévue par la loi, on peut dire que ce cas de mise à la retraite n'existe pas en fait. « Si les magistrats du tribunal supprimé ou transféré, dit M. Tissier, ne consentaient pas à changer de résidence, ils n'en conserveraient pas moins la qualité de juge et le traitement afférent à leurs fonctions ».

Incompatibilités. — La loi pose en principe l'interdiction du cumul des fonctions judiciaires avec d'autres fonctions. (Art. 71 loi de 1890 ; art. 118, loi de 1909). Les fonctions de l'ordre judiciaire ou des services auxiliaires sont, exception faite pour les cas expressément prévus par les lois, incompatibles avec les fonctions publiques de toute nature, qu'elles soient confiées par élection ou par nomination. Ainsi ils sont incompatibles avec les charges publiques, exceptées les tutelles ; avec le mandat dans les assemblées législatives, départementales ou communales. Nous ferons remarquer en passant la rigidité de la loi roumaine — ce dont on peut se féliciter — par rapport aux dispositions correspondantes de la loi française.

Cette dernière contient en effet une exception, en vertu de laquelle, le premier président de la Cour de cassation, celui de la Cour de Paris et les procureurs généraux de ces mêmes Cours, peuvent cumu-

ler leurs fonctions avec le mandat de député ou de sénateur.

Les membres de l'ordre judiciaire ne peuvent non plus cumuler leur fonctions avec la profession d'avocat, avec l'état militaire ou ecclésiastique, avec la qualité d'administrateur dans les sociétés de crédit. Les fonctions judiciaires sont en échange compatibles avec celle de professeur à la faculté de droit de la ville résidence du magistrat. Les magistrats peuvent aussi exercer temporairement les fonctions d'inspecteurs judiciaires, secrétaires généraux, ou directeurs au ministère de la Justice. Il est interdit à tout membre de l'ordre judiciaire d'exercer, sous peine disciplinaire, soit par lui-même, soit sous le nom de sa femme, soit à l'aide d'une personne interposée, toute espèce de commerce patenté.

Les fonctionnaires judiciaires ne peuvent se charger de la défense verbale ou écrite des parties en justice, ni donner des consultations, même s'il s'agissait d'autres tribunaux ou instances que ceux où ils exercent leurs fonctions ; ils ne peuvent être ni arbitres, ni experts.

Ils peuvent plaider cependant leurs propres causes, celles de leurs femmes et celles des mineurs ou des interdits placés sous leur tutelle ou curatelle.

Mais dans ces cas, l'affaire est portée devant le tribunal ou la Cour les plus rapprochés, sauf le cas où la partie adverse consentirait à la juridiction

de l'instance de laquelle le magistrat fait partie.

Incapacité résultant de la parenté et de l'alliance. — Les parents et alliés en ligne directe et jusqu'au degré d'oncle et neveu inclusivement en ligne collatérale, ne peuvent être simultanément membres d'une même Cour ou d'un même tribunal. La même incapacité s'applique à l'avocat appelé à remplacer un juge. Elle n'existe cependant pas par rapport aux membres du parquet vis-à-vis de la Cour ou du tribunal respectifs. En cas d'alliance survenue après la nomination du magistrat inamovible, celui du fait duquel l'incapacité est née, doit être mis en disponibilité jusqu'à sa nomination au premier poste vacant. Le président est tenu sous peine disciplinaire de dénoncer au ministre de la Justice toute parenté ou alliance, au degré prohibé. (Art. 121 loi du 24 mars 1909).

Prérogatives. — A raison de leur situation exceptionnelle et du caractère de leurs fonctions, les magistrats jouissent de certaines prérogatives, que la loi roumaine accorde, il est vrai, avec une excessive parcimonie.

Les membres de l'ordre judiciaire sont dispensés de tout service public étranger à leurs fonctions, exception faite pour le service militaire et d'autres charges prévues par des lois spéciales.

Ils sont aussi dispensés de la tutelle, en vertu de l'article 370 du Code civil, alinéa *b*, *d* et *n*.

En échange, la loi roumaine n'admet pas l'honorariat, distinction suprême que le législateur français accorde aux magistrats qui se retirent après trente ans de service (décret du 3 octobre 1807, art. 3).

Elle n'admet pas non plus le privilège de juridiction pour les crimes et les délits commis par les magistrats en dehors de leurs fonctions. Aux termes de l'article 491 Code de procédure pénale ils sont poursuivis et jugés d'après la loi commune. Le seul privilège de juridiction est relatif aux infractions commises dans l'exercice des fonctions. Il fait l'objet des articles 492-514 du Code de procédure pénale. Il est regrettable qu'on n'ait pas saisi l'occasion offerte par la récente réforme, pour abolir une distinction qui n'a aucun sens. La prérogative des juges en tant que justiciables est aussi indispensable pour les infractions commises en dehors de leurs fonctions, que pour les autres. Elle est nécessaire dans l'un et l'autre cas pour protéger la dignité du magistrat.

Obligations imposées aux magistrats. — Les magistrats sont astreints à de nombreux devoirs, dont l'ensemble constitue, en même temps qu'une haute garantie pour les justiciables, la sauvegarde de l'honneur et de la dignité du corps.

Ainsi ils doivent rendre la justice à tous, garder le secret des délibérations, rester dans les limites de leur juridiction et de leur compétence territoriale, remplir toutes les obligations imposées par les lois et

règlements. Ils doivent se comporter avec dignité, tant dans leurs rapports réciproques ou hiérarchiques que vis-à-vis des autres autorités publiques. Les magistrats et les fonctionnaires judiciaires sont tenus d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions dix jours au plus tard, depuis la signification de leur nomination. Ils doivent en outre habiter dans le lieu où ils exercent leurs fonctions, ne pouvant pas quitter leur poste sans avoir obtenu un congé conformément aux lois.

Les magistrats doivent être présents à l'heure fixée par les règlements (11 h. pour les tribunaux 11 h. 1/2 pour les Cours). Ils doivent signer le registre de présence (le registre de pointe en France) avant l'heure fixée pour l'ouverture de l'audience, moment auquel les premiers présidents et les présidents, doivent, après l'avoir signé à leur tour, le fermer. Le magistrat, qui sans justifier son absence, n'est pas venu à l'heure légale, perd ses honoraires pour le jour respectif. Il en est de même lorsque par son départ avant la fin de l'audience, il aura empêché la solution de l'affaire en cours.

La fréquence de ses irrégularités peut rendre le magistrat, sur le rapport de l'inspecteur judiciaire, passible de peines disciplinaires.

Discipline judiciaire. — La situation faite aux magistrats par l'extension de l'inamovibilité, n'aurait su éviter les reproches de partialité et peut-être d'iniquité même, si elle n'avait pas été complétée par la

création de nouvelles autorités disciplinaires. Aussi le législateur de 1909, pénétré de la nécessité d'un surcroît de surveillance et surtout de l'efficacité de la diminution du partage dans les responsabilités, créa-t-il les nouvelles autorités dans l'esprit des nécessités les plus actuelles et les plus urgentes.

Pour rendre la surveillance des magistrats plus active, pour diminuer les chances que l'inobservation des obligations qui leur incombent passe inaperçue, la loi de 1909 institue cinq inspecteurs judiciaires : quatre pour les justices de paix et les tribunaux de département, le cinquième pour les Cours d'appel. Les quatre premiers inspecteurs judiciaires doivent réunir les conditions d'admissibilité exigées pour les conseillers des Cours d'appel et ont la même position et les mêmes obligations que ces derniers. Les fonctions d'inspecteur des Cours d'appel, sont exercés par un conseiller à la Cour de cassation, en vertu d'une délégation temporaire et révocable, donnée par le ministre de la Justice.

Les principales attributions des inspecteurs judiciaires, sont les suivantes : inspecter le plus souvent possible les instances respectives ; contrôler les travaux et la manière dont les magistrats et les fonctionnaires judiciaires appliquent les lois et remplissent leurs obligations professionnelles ; signaler les difficultés constatées soit dans l'application des lois soit dans le fonctionnement des institutions judiciaires.

En outre et pour permettre que ses prescriptions soient sanctionnées aussi impartialement que sévèrement, la nouvelle loi institue une autorité suprême : le conseil supérieur de la magistrature.

Ce conseil se compose de trois membres et un suppléant élu par la Cour de cassation parmi ses propres membres et de deux membres et un suppléant élus de la même manière par la Cour d'appel de Bucarest. Un délégué du ministre ou le ministre même, complètent le conseil.

Ses attributions sont aussi multiples que variées. Ainsi il doit donner son avis sur la confirmation, la nomination et l'avancement des magistrats, sans distinction de grade ; c'est lui qui juge les infractions aux obligations professionnelles, commises par les magistrats inamovibles et qui détermine les peines applicables pour chaque cas ; il est tenu d'exprimer son opinion, toutes les fois qu'il sera consulté par le ministre de la Justice et exécuter enfin toutes les charges qui lui seront confiées par les lois.

Le ministre de la Justice peut convoquer le Conseil supérieur de la magistrature toutes les fois qu'il jugera nécessaire. Ce dernier n'est valablement constitué que s'il réunit sept membres ; le septième membre sera l'inspecteur des cours d'appel ou l'un des inspecteurs des tribunaux, suivant qu'il s'agira de questions relatives aux premières ou aux dernières des instances respectives. Aucune décision ne peut être

prise qu'à la majorité de quatre voix, l'opinion de la majorité aussi bien que celle de la minorité, devant être motivées. Les membres du Conseil sont élus pour deux ans et sont rééligibles.

Le Conseil élit son président immédiatement après sa constitution. Le ministre de la Justice est le président de droit, lorsqu'il est présent aux délibérations du Conseil.

La loi reconnaît sur le corps judiciaire *un droit de surveillance* et *un droit de discipline*.

Le droit de surveillance confère le droit de renvoyer un membre du corps judiciaire devant l'autorité disciplinaire.

Le droit de discipline consiste dans le droit d'appliquer ou de déterminer la peine applicable à un magistrat ou fonctionnaire judiciaire.

Les peines disciplinaires sont au nombre de cinq :

1° *L'avertissement* ou la censure simple.

2° *La censure avec réprimande* qui emporte privation du traitement pendant une durée de cinq à quinze jours.

3° *La suspension* pour un temps limité, dont le minimum et le maximum sont respectivement quinze jours et six mois ; elle entraîne aussi privation du traitement pendant sa durée.

4° *La mise en disponibilité*. Le magistrat qui en est l'objet, ne peut être remis en fonctions avant deux ans.

5° *La destitution* emportant la perte définitive de la fonction et du droit à la pension.

En ce qui concerne le droit de surveillance, il appartient à quatre catégories de personnes :

a) Le ministre de la Justice qui l'exerce soit directement, soit indirectement, sur tous les membres du corps judiciaire.

b) Le premier président de la Cour de cassation exerce le même droit sur les présidents et sur les membres de la Cour. Il partage en outre ce droit avec le procureur général, sur les procureurs de section de la haute Cour, sur les premiers présidents, présidents, conseillers et membres des parquets des Cours d'appel.

c) Les premiers présidents et les procureurs généraux des Cours d'appel sur les magistrats des tribunaux de leurs ressorts.

d) En plus du droit de surveillance, le premier président et le procureur général de la Cour d'appel respective, le premier président ou le président du tribunal de même que les chefs des parquets, ont sur les magistrats, les fonctionnaires des greffes et sur les auxiliaires de la Justice, le droit d'inspecter leurs travaux, de contrôler leurs rapports avec les justiciables et de porter à la connaissance du ministre de la Justice tout ce qui est de nature à compromettre le caractère du magistrat.

Quant au droit de discipline, il n'appartient qu'au

ministre de la Justice et au Conseil supérieur de la magistrature.

1^o Ministre de la Justice.

Sur les magistrats amovibles, son droit a été limité, la suspension ne pouvant plus être prononcée qu'à la suite d'un rapport motivé du chef suprême de chacune des instances à laquelle appartiennent les magistrats visés. (Art. 111 loi de 1890 ; art. 175 loi de 1909). En outre la mise en disponibilité et la destitution des mêmes magistrats, ne peuvent être prononcées que sur l'avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature.

Sur les magistrats inamovibles des Cours d'appel, des tribunaux et des justices de paix, le ministre ne peut exercer le droit de discipline que lorsqu'il s'agit d'infractions commises dans l'exercice des fonctions, ne pouvant prononcer même dans ce cas d'autres peines que l'avertissement ou la censure avec réprimande.

Pour toute autre infraction ou lorsqu'il s'agit d'une peine plus grave, le magistrat coupable doit être déféré à la juridiction du Conseil.

2^o Conseil supérieur de la magistrature.

Le droit de discipline sur les membres de la Cour de cassation et de son parquet est confié à la *Cour disciplinaire*, composée des trois membres de la Cour de cassation élus dans le Conseil supérieur de la magistrature et du premier président et trois autres

membres de la Cour, tirés au sort, le jour du jugement.

Lorsque l'action disciplinaire est exercée contre les membres des Cours d'appel, le Conseil supérieur de la magistrature en qualité d'instance disciplinaire, est coompsé des membres élus par la Cour de cassation et par la la cour d'appel de Bucarest et de deux autres membres de la Cour suprême tirés au sort le jour du jugement par le premier président, à l'audience publique.

Lorsque enfin les magistrats déférés à la juridiction du Conseil, appartiennent aux tribunaux de département et aux justices de paix, les deux membres qui complètent le Conseil, sont pris à la Cour d'appel dans la circonscription de laquelle se trouvent le tribunal et la justice de paix.

Le magistrat inculpé ne peut se défendre que seul ou assisté d'un autre magistrat.

Les décisions de la Cour disciplinaire et du Conseil supérieur de la magisirature sont exécutées par les soins du ministre de la Justice. Quant aux peines prononcées, l'avertissement et la censure avec réprimande sont applicables par simple décision ministérielle, les autres peines ne peuvent être appliquées que par décret royal, rendu sur le rapport du ministre de la Justice.

L'impression qui se dégage de cette nouvelle réglementation disciplinaire est fortement marquée

par le souci d'une sévère et prompte répression allié au constant désir d'exclusion de l'arbitraire, pensée dominante du législateur. La limitation de la toute-puissance ministérielle sur les magistrats amovibles, la concentration surtout du pouvoir disciplinaire, ne sont que la traduction de cette pensée.

SECTION II

Ministère public.

Les premières dispositions concernant le ministère public en Roumanie ont leur source dans le règlement organique de Valachie (art. 216 et suiv.). Ce n'est cependant que trente ans plus tard qu'il fut organisé et généralisé, la loi du 24 janvier 1861 l'instituant à la Cour de cassation et celle du 26 mars 1862 déclarant ces dispositions applicables à tous les tribunaux de Moldavie.

Le ministère public n'existe en matière civile qu'à la Cour de cassation, devant les Cours d'appel et devant les tribunaux de département.

L'expression « le parquet » dont on désigne l'ensemble de l'institution, a été comme tant d'autres empruntée à la nomenclature judiciaire française, expression ancienne ayant son origine dans cette circonstance qu'autrefois les sièges des membres du ministère public étaient placés sur le plancher même de la salle d'audience.

Nous avons déjà montré la composition du ministère public près de chaque instance; ajoutons simplement qu'à la Cour de cassation, il ne se compose plus depuis la loi du 24 mars 1909, que d'un procureur général et un procureur de section.

Les conditions de nomination et d'avancement de ses membres sont identiques à celles qui sont exigées des juges et des conseillers. Pour abrégier notre exposé, nous indiquerons la position des membres du ministère public par rapport aux autres membres de l'ordre judiciaire. Ainsi les procureurs généraux ont le grade de présidents de section à la Cour; les procureurs de section à la Cour, celui de conseillers.

Les premiers procureurs ont le grade de présidents de tribunal, les procureurs chefs de parquets et les procureurs de section, celui de juges d'audience.

Les mêmes incompatibilités, les mêmes obligations, les mêmes prérogatives leur sont applicables. Quant à l'incapacité résultant de la parenté ou l'alliance, nous avons déjà vu qu'elle n'existe pas entre les membres du ministère public et ceux de l'instance auprès de laquelle ils exercent leurs fonctions.

Attributions. — Les officiers du ministère public exercent de nombreuses et diverses attributions.

En matière pénale, ils jouent un rôle considérable, ayant seuls l'exercice de l'action publique, étant en outre chargés d'exécuter les peines prononcées par les juges (Art. 2, 4, 21 et suiv., C. pr. pén.).

En matière civile, le ministère public est tantôt partie principale, par exemple lorsqu'il demande la nullité d'un mariage entaché de bigamie, d'inceste ou d'impuberté (art. 127, 130, 143 et 144, C. civ.), tantôt partie jointe. En cette dernière qualité, il prend des conclusions soit à l'audience publique, soit dans la chambre du Conseil, dans toute affaire intéressant les mineurs, les interdits ou ceux qui sont pourvus d'un Conseil judiciaire (Art. 81, C. pr. civ.). L'expression « partie jointe » est à bon droit critiquée par M. Tissier, d'après lequel « elle porterait à faire croire que le ministère public doit se joindre à l'un ou l'autre des plaideurs, tandis qu'il a pleine liberté pour ses conclusions, à la condition d'accepter le litige, tel qu'il a été constitué par les parties ».

Le ministère public doit encore présenter des conclusions, à l'occasion des demandes relatives à la rectification des actes de l'état civil (Art. 84, C. civ.). Il doit être aussi entendu dans les débats soulevés par les demandes en annulation des aliénations consenties par les paysans à tout autre que la commune ou un paysan, aliénations ayant pour objet les propriétés qui leur ont été concédées et déclarées inaliénables par les lois du 15 août 1864 et du 8 juin 1884. L'inaliénabilité qui en vertu de la première loi était fixée à trente ans, a été prolongée par la loi de 1884 jusqu'en 1916.

Le ministère public est enfin chargé de vérifier les

registres de l'état civil, lors de leur dépôt au greffe du tribunal. Il dresse procès-verbal sommaire, indique les écarts ou les fautes commises par l'officier de l'état civil et requiert contre lui condamnation aux peines prévues par la loi (Art. 39, C. civ.).

D'une façon générale, le ministère public à la surveillance de tout ce qui touche à l'administration de la justice. Ainsi le chef du parquet doit arrêter et signer journellement le registre de présence des magistrats, en même temps que le président de l'instance respective. Tous les trois mois, à partir du mois de septembre, les chefs des parquets des tribunaux sont tenus d'envoyer au procureur général des rapports sur l'état des travaux du tribunal, avec les observations qu'ils estiment nécessaires (Art. 158, loi du 24 mars 1909).

Dans les premiers jours du mois de septembre, les procureurs généraux doivent remettre au ministre de la Justice, un résumé statistique des affaires correctionnelles et criminelles du ressort de la Cour, accompagné d'un exposé des vices de la législation ou de la procédure, que la pratique leur aurait signalés.

Organisation. — Le ministère public constitue un corps organisé hiérarchiquement, dont le chef suprême est le ministre de la Justice. Nous avons vu dans quelle mesure la loi de 1909 a réduit le pouvoir disciplinaire de ce dernier, qui en vertu de la loi de 1890 jouissait d'un droit absolu. L'amovibilité des membres du

parquet est présentée comme une conséquence nécessaire et impérieuse du principe de la responsabilité ministérielle. Comme celle-ci suppose le pouvoir de faire le bien et le mal, l'action du ministre de la Justice responsable, ne peut exister qu'avec le principe de l'amovibilité des officiers placés immédiatement sous ses ordres (1).

Au-dessous du ministre de la Justice se trouve le procureur général près la Cour de cassation qui a le droit d'attaquer les actes des autres procureurs et tous les actes judiciaires contraires aux lois. Il exerce en outre un droit de contrôle et de surveillance sur les parquets des Cours d'appel.

Les procureurs généraux près les cours d'appel sont les chefs de tous les procureurs et des autres officiers de police judiciaire du ressort de chaque Cour.

Les premiers procureurs et les procureurs enfin ont sous leur ordre et surveillance, les procureurs de section et les magistrats stagiaires. Ils peuvent empêcher tout travail et s'opposer aux conclusions que ces derniers prendraient contre leur opinion. En leur qualité de chefs de parquets, ils délèguent les procureurs de section ou les magistrats stagiaires afin de présenter des réquisitions ou des conclusions devant le tribunal. Ils peuvent les charger encore à

1. D. Alexandresco. *Droit ancien et moderne de la Roumanie.*

faire des enquêtes ou de l'exécution des sentences définitives.

Il résulte de ce que nous venons de voir, que les membres du ministère public se trouvent, les uns vis-à-vis des autres, dans un état d'étroite subordination. Mais c'est précisément cette subordination dans l'intérieur du corps et surtout la dépendance à l'égard du ministre de la Justice, auquel seul ils doivent compte de leurs actes, qui leur assurent par rapport aux tribunaux auprès desquels ils fonctionnent, une indépendance aussi complète qu'absolue.

Vu : le Président de thèse.

TISSIER

Vu le Doyen
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Exposé historique de l'organisation judiciaire ancienne et moderne.

TITRE I

Epoque antérieure à l'adoption du règlement organique.

	Pages
PRÉFACE	7
CHAPITRE I. — Époque Scyhto-Dace.	11
CHAPITRE II. — Époque romaine	16
CHAPITRE III. — Époque roumaine ou autonome	23
CHAPITRE IV. — Inauguration et époque du régime des princes	31
§ 1. — Le prince.	33
§ 2. — Conseil du prince ou Cour souveraine.	34
§ 3. — Cour départementale	36
§ 4. — Préfet du district	37
§ 5. — Juge de Judetz.	37
§ 6. — Tribunaux spéciaux de Bucarest ou dé- partements de la justice	39

TITRE II

Epoque postérieure à l'adoption du règlement organique.

CHAPITRE I. — Confection du règlement organique. . .	42
CHAPITRE II. — L'organisation judiciaire sous le règlement organique	48
§ 1. — Département de la justice	49
§ 2. — Haute Cour de revision	51
§ 3. — Le Divan-Suprême.	51
§ 4. — Divans judiciaires ou Cours d'appel.. .	53
§ 5. — Tribunaux de première instance.	55
§ 6. — Tribunaux rustiques ou de conciliation dans les villages	57
§ 7. — Tribunal de police correctionnelle . . .	58

DEUXIÈME PARTIE

Organisation judiciaire actuelle

CHAPITRE I. — Origine et formation de l'organisation judiciaire actuelle. Code de procédure civile.	75
CHAPITRE II. — Tribunaux de la justice civile . . .	86
SECTION I. — Justices de paix	86
SECTION II. — Tribunaux civils de départements.	117
SECTION III. — Cours d'appel	141
SECTION IV. — Cour de cassation.	148
CHAPITRE III. — Magistrats de la justice civile . . .	159
SECTION I. — Juges et conseillers	159
SECTION II. — Ministère public	181

